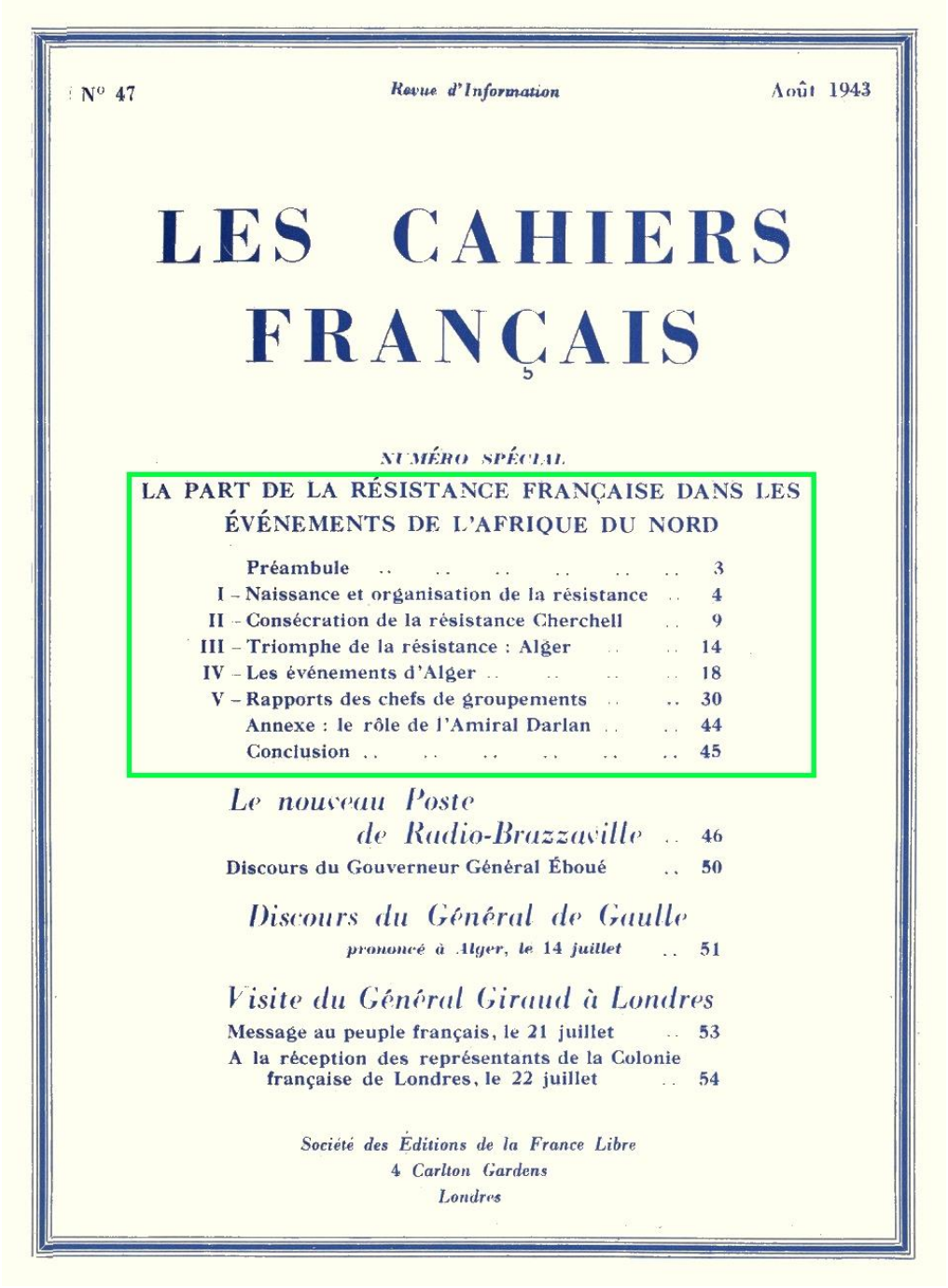


N° 47 — *Revue d'Information* — Août 1943

LES CAHIERS FRANÇAIS

5

NUMÉRO SPÉCIAL

LA PART DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE DANS LES ÉVÉNEMENTS DE L'AFRIQUE DU NORD

Préambule 3
I – Naissance et organisation de la résistance .. 4
II – Consécration de la résistance Cherchell .. 9
III – Triomphe de la résistance : Alger 14
IV – Les événements d'Alger 18
V – Rapports des chefs de groupements 30
Annexe : le rôle de l'Amiral Darlan 44
Conclusion 45

Le nouveau Poste de Radio-Brazzaville .. 46
Discours du Gouverneur Général Éboué .. 50

Discours du Général de Gaulle
prononcé à Alger, le 14 juillet .. 51

Visite du Général Giraud à Londres
Message au peuple français, le 21 juillet .. 53
A la réception des représentants de la Colonie française de Londres, le 22 juillet .. 54

Société des Éditions de la France Libre
4 Carlton Gardens
Londres

Texte retranscrit fidèlement par FXB avec les conventions suivantes :

Surlignement jaune

Bernard Karsenty — Auteur d'un « rapport des évènements » figurant dans ce texte

Entre parenthèses -Italique – Couleur : brun

(août 1943) — Information ajoutée par le Transcripteur

XXX

Dans le document PDF retranscrit, **de nombreux débuts ou fins de ligne se trouvent tronqués à cause de la pliure.** Il a été très souvent possible de les compléter sans risquer de (trop) se tromper, mais un certain nombre reste incertain donc à compléter : **XXX** correspond grosso modo à 3 lettres ou espaces non déchiffrés.

LA PART de la RÉSISTANCE FRANÇAISE DANS LES ÉVÈNEMENTS DE L'AFRIQUE DU NORD

Les Cahiers Français n°47 – 1 août 1943

Lire page 80 : « POUR BIEN COMPRENDRE L'INTÉRÊT DE CE TEXTE »

À la mémoire
du capitaine Alfred Pilafort et
du lieutenant de réserve Jean Dreyfus,
morts pour la Patrie, le 8 novembre 1943, à Alger.

Préambule

Dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942, au moment même où l'avant-garde de l'Escadre alliée mettait brusquement Cap au Sud, une insurrection éclatait dans Alger.

Quelques centaines de Français libres occupaient la capitale africaine, l'isolaient de la Métropole et du reste de l'Afrique, et l'empêchaient à la fois de recevoir des ordres de combat, d'exécuter ces ordres et de les transmettre à l'Afrique française.

Au lieu de recevoir le feu des batteries côtières, les Commandos américains sont accueillis par des fanaux et rencontrent, sur cette terre d'Afrique qu'ils avaient crue hostile et qui, brusquement, se révèle française, c'est-à-dire amie, au lieu de la résistance militaire redoutée, des guides — des guides amis — les mènent en quelques heures à l'aérodrome de Blida, plaque tournante de l'air où une régulation est déjà prête à diriger leurs avions vers la menace de l'Est, et à Alger, aux portes de laquelle ils arrivent sans coup férir, à 5 heures du matin.

Un armistice est signé, qui entraîne, quelques jours après, en même temps qu'un « Cessez-le-feu » dans toute l'Afrique française, un acte, dont l'avenir immédiat devait révéler non seulement la portée politique mais l'importance militaire : la rentrée soudaine de l'Armée d'Afrique dans la lutte.

Comment, après 28 mois de défaite consentie, cette armée a-t-elle repris conscience de son devoir national ? Comment, dans Alger, citadelle de la collaboration fortifiée par 28 mois de propagande allemande du Maréchal et défendue par 11.000 soldats et 20.000 :de débarquer sans combat, d'encercler la ville sans combat, de signer le jour même, sans combat, un armistice qui était lié à un pacte d'alliance ?

Pourquoi, en somme, le Comité de la Libération nationale pourra-t-il célébrer en terre française, le 11 novembre prochain, le glorieux anniversaire, à la fin de la rentrée de tout l'Empire français dans la guerre, et celui de l'ère ascendante des victoires de la liberté ?

Ce numéro spécial des Cahiers Français l'explique.

Des raisons faciles à comprendre font de ce document un simple Préambule du Livre Jaune qui sera publié plus tard : tous les faits, tous les chiffres pourront être révélés après la victoire, et quelques documents aussi, qui sont aujourd'hui joyeusement sacrifiés à l'unité achevée, mais que l'Histoire exigera de connaître.
Cette publication montre, tout simplement, comment des Français, quelques-uns venus de la Métropole, presque tous nés sur le sol d'Afrique, ont répondu, de la capitale de l'Empire, à l'appel aux armes du Général de Gaulle.

*

* *

Le 7 novembre, la collaboration semblait triompher partout en Afrique du Nord, dans la population, dans l'administration, dans l'armée.
Le Maréchal pouvait être fier du « joyau de son empire. »
Pour la seule ville d'Alger, la Légion, tous les jours plus arrogante, et contrôlant un peu plus tous les jours tous les rouages gouvernementaux, groupait plus de 20.000 hommes. Le S.O.L. ne se contentait plus de défiler en saluant à la fasciste, mais s'organisait en sections de choc *(Service d'Ordre Légionnaire)* , tandis que 2.000 nervis doriotistes venaient d'être armés par les commissions allemandes.
Sur ce sombre fond de tableau, les mailles du réseau administratif sont plus sombres encore : Esteva, Châtel, Noguès livrent aux commissions d'armistice les valeurs économiques essentielles du pays, qui vont en longs convois vers l'Est, ravitailler Rommel.
Tandis que Darlan, dans une inspection solennelle, réunissait à Alger tous les officiers de la garnison et leur expliquait la nécessité d'une lutte farouche contre l'agresseur éventuel, Mendigal, à Marrakech, démontrait à l'état-major de l'Air l'impossibilité d'une opération de débarquement importante, pour raisons de distance et de tonnage, et préparait l'aviation contre une tentative de surprise que pourraient faire quelques commandos.
Dans tous les domaines, l'Afrique du Nord semblait suivre avec joie les ordres d'Hitler et, bien souvent, les devancer. L'absence de guerre et l'installation sans souffrances, dans une défaite sans conséquences matérielles, avaient trouvé un terrain trop bien préparé pour y développer leurs germes d'abandon de tout sens national.
Les féodalités de colons, que sont l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, après avoir été souvent hitlériennes avant Hitler, s'offraient d'autant plus volontiers le luxe d'être plus vichystes que Vichy qu'elles trouvaient, dans les commissions d'achat allemandes et italiennes, des clients généreux et compréhensifs de la vraie collaboration.
L'action anti-anglaise et antigaulliste est poussée à son maximum. La police locale se voit adjoindre la brigade spéciale de l'Inspecteur

Bogue et, tandis que 30.000 partisans de la liberté emplissent les camps de concentration, les gaullistes arrêtés s'entassent à la prison militaire de Bizerte.
L'atmosphère est de plus en plus étouffante. Les propagandistes de la Légion et de la P.S.N. sèment la haine de village en village, tandis que des orateurs « indépendants » comme Philippe Henriot font à Alger, à Casablanca, dans tous les grands centres, des apologies d'une collaboration totale, aux applaudissements de spectateurs aveuglés ou conscients.
La menace P.P.F. se précise tellement, après le congrès de septembre où l'Afrique du Nord est à l'ordre du jour, qu'en plusieurs endroits, l'armée doit prendre des mesures de sécurité et, tandis que Rommel détourne vers la frontière tunisienne une partie de ses forces dans les derniers jours d'octobre, Vichy donne à la Gestapo 500 passeports en blanc pour l'Algérie. Et cependant ...

I - NAISSANCE ET ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE

Et cependant, dès le 20 août 1940, un projet de « dissidence » partait d'Alger et parvenait à Londres.
Quelques semaines plus tard, une agression violente contre le Général commandant les Commissions d'Armistice amenait l'installation immédiate d'une protection policière, grâce à laquelle l'action de propagande et de noyautage tentée par l'Axe était surveillée et neutralisée.
André Achiary, chef de la Brigade de Surveillance du Territoire, auteur du Plan du 20 août et de l'agression de septembre qu'il avait personnellement réalisée, faisait naître la résistance en Afrique du Nord et l'orientait d'emblée vers l'action, tandis qu'un peu partout de petits noyaux se créaient, fragiles, incertains de leurs buts, sans liaisons avec l'extérieur, à Oran, à Alger, à Cherchell.

Oranie

À Oran, dès l'armistice, Roger Carcassonne et son frère, aidés de quelques amis (Pierre Smadja, Pierre Galindo, Henri et Charles Carcassonne, Raoul Bensoussan et son frère Edgar, un groupe de jeunes médecins et étudiants Sebout, Roubas, etc.) ont formé un groupe de résistance à Oran.
Ils n'ont pas de but précis, car la confusion est grande. Ils savent seulement que leur devoir consiste à ne jamais accepter l'armistice et à être prêts à suivre les consignes du Général de Gaulle que Radio-Londres leur transmet. Ils se livrent donc à une propagande discrète et essayent de grouper autour d'eux le plus de monde possible.

Vers la fin de février, se présentait à eux la possibilité d'acheter un bateau rapide, et d'un commun accord décidèrent de rejoindre Gibraltar.
C'est à cette époque que Carcassonne reçut la visite du capitaine Jobelot, avec lequel il s'était lié d'amitié pendant la guerre. Le capitaine Jobelot était accompagné d'un officier grand et mince, Henri d'Astier de la Vigerie. Immédiatement, les deux hommes sympathisent, et la conversation s'engage sur la « défaite » que ni l'un ni l'autre n'acceptent. Carcassonne met d'Astier au courant de son départ prochain, et lui offre de l'emmener avec lui. Ce dernier lui demande de ne rien faire avant de l'avoir revu. Après plusieurs entrevues les deux hommes décident, le 7 mars 1941, d'unir leurs efforts pour essayer de monter une organisation puissante et de grouper tous les éléments luttant contre Vichy et l'envahisseur.
Quelques jours après, d'Astier fait la connaissance d'un officier du 2ème Bureau, l'Abbé Cordier qui accepta immédiatement de travailler avec lui.
Nos quatre hommes commencent donc leur labeur. Ils se répartissent la tâche de la façon suivante : Carcassonne, aidé de son frère, recrute et contrôle les groupes de choc, hommes main et agents de renseignements civils ; Cordier, de son côté, commence à noyauter le Bureau M.A., le C.S.T. et la police ; Jobelot se livre à une propagande discrète auprès de ses camarades officiers d'active, et il est décidé que d'Astier s'attaquera aux personnalités en place ou non.
Vers le 15 mars, Cordier établit le contact entre d'Astier et le Révérend Père Therry. Celui-ci, personnalité puissante, mit immédiatement au service de l'Organisation la grande influence qu'il possédait.
Dès ce jour, il y eut, chez le Père Therry au moins une réunion par jour, au cours de laquelle chacun annonçait le travail qu'il avait réalisé pendant les heures passées, et où, d'un commun accord, les plans d'action étaient arrêtés pour la journée à venir.
Cette méthode de travail permettait aux cinq hommes d'étudier dans le détail les réactions qu'avaient présentées les personnes contactées par chacun d'eux. Les listes « d'adhérents » augmentant de jour en jour. C'est ainsi que tour à tour, les premier, deuxième, troisième et quatrième couteaux de l'État-Major travaillaient selon nos directives par l'intermédiaire des officiers titulaires de ces postes, qui avaient accepté le principe de l'Organisation et la lutte à outrance, contre Vichy et l'occupant.
À la même époque, Cordier nous signala l'existence d'une organisation se disant gaulliste et ayant des ramifications dans toute l'Algérie et au Maroc. Cependant, à certains détails d'exécution, il nous fut facile de reconnaître que cette organisation était

uniquement de la recherche de renseignements militaires. Nous découvrîmes sans peine qu'il s'agissait là d'une filiale de l'I.S.
Nous décidâmes de prendre contact avec elle pour essayer, par son intermédiaire, de joindre le Général de Gaulle à Londres et de recevoir directement des instructions précises.
La prise de contact fut organisée par l'intermédiaire d'un membre du groupe de résistance d'Oran Républicain (*journal)*, Georges El Medioni, et quelques jours plus tard, le chef du service de l'I.S. à Oran, Robert R. était convoqué chez le Père Therry et nous entrions en contact avec lui.
Je passe sur les détails de l'entrevue. Sa conclusion fut très simple : l'I.S. ne pouvait pas nous mettre en contact direct avec le Général de Gaulle. Il offrait cependant de nous fournir l'argent nécessaire au développement de l'organisation, à la condition que tous les renseignements d'ordre militaire et stratégique lui soient fournis.
Nous eûmes peu après une longue discussion, au cours de laquelle il fut décidé qu'il était préférable pour la France que notre organisation travaillât en toute indépendance.
Une organisation coûte cher à mettre sur pied et à faire fonctionner. La question matérielle préoccupa nos amis, qui n'étaient pas riches. Le Père Therry était sans ressources, hébergé par des amis ; d'Astier et Cordier n'avaient que leur solde pour vivre Ils résolurent de mettre leurs soldes en commun et d'aller habiter le même petit appartement de trois pièces, où ils furent dès lors six personnes à vivre.
L'un d'entre nous qui disposait d'une grosse position financière réussit, non sans peine, à faire admettre aux autres qu'il désirait qu'on le laissât assumer la charge matérielle de l'organisation.
L'accord se fit et, du 7 mars 1941 au jour du débarquement, l'organisation de résistance d'Afrique du Nord vécut et travailla, sans aucune tutelle étrangère.
Nous maintînmes des relations suivies avec l'I.S., mais cependant nous menions notre propre action dans l'esprit et sur les bases que nous avions adoptés.
Nous réussîmes à récupérer, par l'intermédiaire de Berdollet, quelques petits groupes de résistance. Berdollet fut chargé d'organiser au port, avec Forlemeyère, chef pilote du port, Arias, Goillot, Malvy, un groupe de résistance qui devait comprendre deux sections : une section dockers employée au port ; une section militaire dont le chef fut Tropin, directeur de la Centrale Électrique de l'Amirauté.
Le but précis à atteindre était le suivant : avoir la possibilité, par l'intermédiaire des pilotes de faire entrer ou sortir, dans des conditions précises, tous les bateaux que nous désignerions. Le personnel civil devait tenir un état de toutes les marchandises débarquées ou embarquées, officiellement ou en fraude. Le système

des passavants truqués et portant, par exemple, pour du minerai de cobalt : « marchandises diverses, » avait attiré notre attention et nous voulions connaître la nature exacte de toutes les marchandises exportées à destination de la France en transit pour l'Allemagne. Les mouvements des bateaux nous intéressaient aussi au plus haut point, car nous avions appris que des bateaux italiens arrivaient dans le port sous des noms français et repartaient directement pour l'Italie.
Ce contrôle des entrées et sorties des navires fut organisé par Jean Moine, et surtout par un de ses hommes, ingénieur des constructions navales.
La section militaire devait éventuellement empêcher tout sabotage du port en cas de débarquement.
Nous entrâmes en contact également avec Salas et Segura, deux syndicalistes qui contrôlaient un groupe de résistance qui travaillait sous le nom de Front de la Liberté.
Ces hommes mirent à notre disposition non seulement des troupes de choc parfaitement encadrées et disciplinées, mais encore tout un réseau de renseignements s'étendant sur tout le département d'Oran.
Nos moyens de liaison avec l'intérieur étaient sûrs et rapides, car nous utilisions les chauffeurs des services des cars qui desservaient le département.
Les entreprises de construction du port de Mers-el-Kébir, Compagnies de dragage Schneider et G.E.T.M.A.N., employant plusieurs milliers d'ouvriers, nous paraissaient un terrain tout à fait favorable au recrutement de troupes pour les groupes de choc. Jean Moine, ingénieur des travaux publics, dirigeant un service important à la G.E.T.M.A.N. fut chargé du recrutement parmi ses hommes. Il y réussit parfaitement et, aidé de son chef de Chantier, Araca, se trouva rapidement à la tête d'un groupe très important.
Après un an d'efforts, la situation des troupes de choc était la suivante :
À Oran ville, après fédération de tous les groupes épars, nous comptions plus de 1200 hommes disciplinés et parfaitement encadrés ; sur le port, nous comptions 600 hommes ; à Mers-el-Kébir, nous comptions 150 hommes ; dans tous les centres de l'intérieur, suivant leur importance, le Front de la liberté mettait à notre disposition entre 100 et 600 hommes.
Après plusieurs mois de travail, la section du port donnait les résultats pratiques suivants :
1°— Tous les jours, un état des entrées et sorties des navires de guerre et de commerce était fourni avec toutes les précisions possibles (itinéraires, lieux d'embarquement et de débarquement, et, quelquefois, des détails sur l'orientation des équipages).
2°— Un état des marchandises embarquées ou débarquées (avec leur destination ou provenance).

Ces états faisaient l'objet de rapports qui étaient classés et qui, plus tard, furent remis aux Consuls américains d'Oran qui les transmettaient à Gibraltar par leur valise.

Transmissions

Nous nous sommes préoccupés immédiatement d'avoir la possibilité de correspondre avec l'extérieur par radio.
René Brunei, chef du service des transmissions de la division d'Oran, essaya de mettre sur pied toutes les combinaisons possibles et imaginables. Il réussit à établir les premières liaisons radios avec Gibraltar et Tanger, à l'aide de postes officiels de la division. Plus tard, les Américains nous ayant apporté, sur la demande de d'Astier, des postes radio-valises, Brunel, aidé de son chef de poste Arnaud, put établir des liaisons régulières avec Tanger et Gibraltar.
Au début de 1942, d'Astier partit à Alger où, grâce au chef Van Heck, il occupa un poste important qui devait lui donner des facilités de voyage.
Dès son arrivée à Alger, d'Astier fit, par l'intermédiaire de Carcassonne, la connaissance de José Aboulker et travailla désormais en étroite collaboration avec lui et Achiary.
La fusion des deux organisations d'Alger et d'Oran constitue, à partir de ce moment, la base solide sur laquelle s'appuie le développement ultérieur du mouvement de libération que dirige Henri d'Astier avec la confiance totale de ses collaborateurs.
Vers le milieu de 1942, l'organisation d'Oran est prête et n'attend plus que les armes promises d par les Américains.

Algérie

Comme partout ailleurs en Afrique du Nord les groupes de résistance d'Alger se sont constitués au début très localement, sans contact extérieur, sans même une idée précise de ce qu'ils auraient à faire. La simple notion de la résistance, qu'entretenait fidèlement chez tous la voix des Français Libres, et que quelques-uns ont eu l'idée de matérialiser par la constitution de groupements secrets prêts à toute éventualité.
Vers le début de 1941, Roger Carcassonne et José Aboulker, discutant à Oran la possibilité d'organiser cette résistance latente, constatent que chacun d'eux a des projets identiques, et décident :

1°— De tenter, le premier à Oran, le second à Alger, une organisation de cette résistance doublement centrée sur la constitution de groupes de choc et sur l'utilisation des bonnes volontés éparses pour la création d'un dossier de renseignements militaires et civils ;

2°— De respecter le caractère de génération spontanée des petits groupements existants et leur éparpillement naturel et, dans le même sens, de s'abstenir, jusqu'à nouvel ordre, de fédérer leurs efforts en une organisation unique ;

3°— D'éliminer systématiquement, de leur travail, toute propagande, journaux clandestins et tracts, qui risqueraient d'altérer le caractère de discrétion totale qui doit dominer leur entreprise étant donné l'état d'esprit qui règne en Algérie.

Fin 1941°— À Alger, José Aboulker est présenté à André Achiary par leur ami commun Guy Calvet Il apprend qu'Achiary a été, à Alger, le premier à concevoir la possibilité d'une résistance, et qu'il a :

1°— réalisé une violente agression contre les chefs des commissions d'armistice, qui ont immédiatement réclamé une protection policière, grâce à laquelle ces commissions sont constamment surveillées ;

2°— fait parvenir à Londres une proposition de « dissidence », basée sur l'action conjuguée des complicités administratives et militaires, dès le mois d'août 1940.

Dès ce moment, tandis qu'Achiary protège l'organisation et recueille les renseignements que lui passe José Aboulker, celui-ci s'occupe de créer dans les milieux les plus divers, de petits noyaux qui augmentent peu à peu d'importance.

Le cloisonnement intégral, la rigueur apportée dans l'examen préliminaire de chaque nouveau contact, l'arrêt imposé à chaque noyau qui dépasse quelques dizaines de membres, sont les principes qui ont été appliqués jusqu'au 8 novembre 1942.

Ils ont permis la conservation d'un secret absolu qui fut observé par tous, et qu'illustre, entre tant d'autres, l'exemple des trois frères H., appartenant à trois groupes différents, sans que chacun l'ait dit aux autres.

Octobre 1941 — Bernard Karsenty, parisien réfugié à Alger, est contacté par José Aboulker et exécute plusieurs missions de liaisons. Jean Athias apporte plusieurs groupes qu'il a constitués.

Mlle Alquier exécute une première tentative de contact avec les groupements tunisiens.

Au début de 1942, l'organisation d'Alger a pris une certaine ampleur (350 membres environ).

Pierre Carcassonne, envoyé à Alger par son frère, présente José Aboulker à Henri d'Astier de la Vigerie, qui lui propose de se joindre à la fédération des organisations de résistance qu'il tente de constituer en Afrique du Nord, et qu'il a commencé à réaliser avec Roger Carcassonne.

Au cours d'une entrevue où assistaient : d'une part, Henri d'Astier et Jean Rigaud ; d'autre part, José Aboulker, les décisions suivantes sont prises :

1 — Les personnes présentes unissent leurs efforts dans un seul but : favoriser, par une action intérieure, un débarquement allié en Afrique du Nord, le ralliement immédiat du pays.

2 — Au point de vue extérieur, il est dès maintenant admis que, pour des raisons d'opportunité militaire :

a) le débarquement sera américain ou sous pavillon américain,

b) le chef militaire français qui couvrira l'opération n'est pas encore désigné, mais ce sera probablement le Général Giraud, qui vient de s'évader et avec lequel des pourparlers sont engagés

3 — Au point de vue intérieur :

a) les participants s'engagent à n'avoir aucune activité politique et à consacrer tous leurs efforts au bien commun. Chacun reprendra sa liberté d'action le lendemain du débarquement, éventuellement, contre les autres.

(Cette clause a été intégralement respectée par Henri d'Astier de la Vigerie, monarchiste, et José Aboulker, républicain, qui ont travaillé en commun avec une parfaite franchise mutuelle jusqu'au 8 novembre, et ont ensuite gardé les meilleures relations d'amitié)

b) José Aboulker s'occupera essentiellement :

- de grouper les effectifs,
- d'accumuler les renseignements,
- de préparer le plan théorique et les plans de secours destinés à la prise d'Alger. Il rendra compte à d'Astier des résultats de son travail, sans donner les noms de ses amis. Cette clause fut également respectée et tous les jeunes officiers qui ont dirigé l'occupation d'Alger, sauf deux, n'ont été présentés à d'Astier par José Aboulker que le 6 novembre.

Dans les mois suivants, José Aboulker présente à d'Astier et à Cordier, qui le secondent :

1 — Bernard Karsenty, qui effectue un nombre considérable de liaisons et fabrique le matériel d'imprimerie qui nous permet de faire de faux papiers d'identité ;

2°— Pierre Alexandre, qui s'occupe des Alsaciens- Lorrains réfugiés et des Républicains espagnols ;

3°— Guy Calvet qui, après avoir réussi brillamment pendant la première phase de la guerre plusieurs missions dangereuses à l'étranger, met à notre disposition les amitiés qu'il a gardées au Bureau M.A., et joue dans la protection des membres de notre mouvement un rôle d'autant plus précieux qu'Achiary, cassé de son poste de Vichy, a dû abandonner Alger pour Sétif.

Karsenty, Calvet et Alexandre, sont désormais de presque toutes les discussions qui unissent journellement d'Astier et José Aboulker.

Pendant qu'en Afrique du Nord d'Astier, grâce aux moyens de voyage que Van Eycke met à sa disposition sous forme de missions Chantiers,

étend ses liaisons au Maroc et en Tunisie, Saint-Hardouin est plus spécialement chargé des rapports avec Mr Murphy qu'il connaît depuis longtemps, et Rigaud effectue plusieurs liaisons avec Jacques Lemaigre-Dubreuil, qui essaie de persuader Giraud de couvrir militairement l'opération.
À Alger, d'Astier présente José Aboulker au Colonel Jousse, qui fut, depuis le début, l'expert militaire du mouvement, et l'auteur des plans de débarquement.
Le capitaine Pilafort, qui a constitué un groupe important dont les trois quarts, recrutés dans la salle de gymnastique d'André Temime, ont été amenés par le docteur Raphaël Aboulker, est orienté vers la préparation de la capture des Commissions d'Armistice.
M. Louis Lavaysse prépare la mobilisation-autos après avoir été contacté en septembre par José Aboulker, tandis que le professeur Henri Duboucher, en transmettant à ce dernier les renseignements que lui permettent d'obtenir ses nombreuses relations, fait bénéficier l'organisation d'Alger de sa haute autorité morale.
Le Dr Seror organise la région de Miliana ; Jean Bensaid constitue à Blida un groupe de Volontaires.
À la fin de l'été, le Mouvement de résistance en Algérie est prêt à agir. José Aboulker, qui a préparé les plans de prise d'Alger et organisé les groupes de volontaires, dirigera l'occupation de la ville sous couverture d'un officier supérieur qui sera désigné au dernier moment. Vers le 15 octobre, cet officier lui est présenté par d'Astier : c'est le Colonel d'aviation A.

Liaisons Oran-Alger

M. Bernard Karsenty, adjoint du chef de l'organisation d'Alger depuis le début de 1942, effectua les liaisons les plus importantes entre Alger et Oran jusqu'au débarquement et organisa les expéditions préliminaires de débarquement d'armes sur la côte.
Voici un extrait, forcément très élagué, de son rapport.

« Le fait que j'ai été l'adjoint de José Aboulker m'a peut-être permis d'être mêlé de plus près que beaucoup d'autres aux événements importants ; je tiens à préciser, cependant, que ce rapport décrit l'action d'un chef de groupe parmi tant d'autres.
« Arrivé à Alger, le 15 octobre 1941, pour y passer 15 jours, j'appris par mon cousin, José Aboulker, qu'une organisation sérieuse de résistance existait en Afrique du Nord et je décidai de rester là.
« Peu de temps après, il y eut une alerte assez sérieuse. M. de Roquemore venait de se faire arrêter en Tunisie. Ce monsieur, qui faisait partie de l'organisation à Tunis, était porteur d'un carnet où étaient consignés les noms de tous les gens qu'il avait connus. Grâce à Achiary, on put prévenir à temps les personnes d'Alger qui avaient

été compromises. On me chargea d'aller immédiatement prévenir celles d'Oran. Je dus apprendre par cœur les noms et les adresses de six personnes. Le docteur Solal, actuellement à Londres, a été prévenu par les soins de Carcassonne, chef de l'organisation d'Oran. Les autres personnes ont pu prendre leurs dispositions pour éviter d'être poursuivies.

« C'était la première mission que j'avais accomplie, et, par la suite, il devait y en avoir bien d'autres. Cela m était facilite, car, étant agent général pour l'Algérie d'un laboratoire de produits chimiques, j'avais obtenu un laissez-passer permanent qui me donnait la possibilité de circuler constamment, sans attirer l'attention ni laisser de traces dans les bureaux des chemins de fer, qui étaient contrôlés journellement par la police.

« C'est peu de temps après que je fis la connaissance d'Henri d'Astier de la Vigerie. José Aboulker m'a présenté à lui au moment où il s'agissait pour moi de servir de liaison entre l'organisation d'Alger et celle d'Oran, que contrôlait seul Roger Carcassonne. Durant ces liaisons, j'eus à transmettre des message s toujours oraux, parfois très longs. C'est au cours de ces liaisons que j'eus à plusieurs reprises à apporter les fonds que fournissait Carcassonne à l'organisation. C'est lui, en effet, qui supportait les frais du groupe d'Oran et qui continua à alimenter l'organisation pour toute l'Afrique du Nord quand d'Astier s'installa à Alger.

« Pour clarifier mon rapport, je pense qu'il est préférable d'énumérer dans l'ordre chronologique les missions de liaison que j'eus à accomplir, sans mentionner ici celles faisant partie intégrante de l'organisation de la prise d'Alger par nos groupes de choc. Je tâcherai de les rédiger le plus objectivement possible, en développant quelques-uns des sujets quand cela sera nécessaire, pour éclairer le lecteur sur leur importance et leur intérêt.

Liaison de Roquemore :

Liaison pour faire prévenir à Oran les gens impliqués dans l'affaire de Roquemore.

Liaison Fils Weygand :

Le Général Weygand ayant quitté son poste, i1 espéra un certain temps que son fils profiterait de la circonstance pour déclarer l'Afrique du Nord en dissidence. J'eus à me rendre à Oran pour que des dispositions soient prises d'un commun accord entre les chefs de l'organisation. Le Fils Weygand se refusa à toute action.

Liaison Communiste :

Nous n'avions à Alger aucun rapport ave les communistes. L'organisation d'Oran en groupait. On essaya d'établir les rapports Alger-Oran, mais cela fut assez long.

Liaison Débarquement d'Armes :

J’allai à Oran pour demander au chef de l’organisation de trouver des lieux de débarquement clandestin pour des armes américaines.

Liaison Bègue :

Après l’affaire de Roquemore un « flic de Vichy », Bègue, arriva de Tunisie, pour tenter de trouver les ramifications de l’organisation en Algérie. J’allai prévenir l‘organisation d’Oran pour qu’elle prenne des mesures de sécurité.

Liaison Radio :

Au cours de cette liaison, j eus à rapporter à Alger les conditions dans lesquelles la liaison Oran-Gibraltar s’était établie. Cette liaison devait nous aider énormément. Elle fut réalisée "grâce à René Brunel, alors chef du réseau de transmissions de la division d’Oran.

Liaison Armes P. P.F. :

J'allai à Oran pour annoncer l’arrivée de deux membres du P.P.F. qui s’y rendaient pour distribuer des armes aux membres de leur parti, dans la région d’Oran. C’est l’Inspecteur Marcel Schmitt à Oran (frère de l’inspecteur Jean Schmitt d’Alger, qui était second d’Achiary à la B.S.T.) qui se chargea de les dépister pour savoir où se trouvaient ces stocks. Oran put ainsi empêcher la distribution de ces armes.

Liaison Schmitt :

Bègue, s’étant aperçu que l’activité pro-gaulliste de la B.S.T. continuait après le départ d’Achiary, dépista Jean Schmitt et lui tendit plusieurs pièges. Ce dernier réussit à les déjouer, jusqu’au moment où il commit l’imprudence d’aller lui-même prévenir des Gaullistes pour leur permettre de détruire des papiers compromettants avant leur arrestation. Bègue l’accrocha sur cette affaire et faillit découvrir la | filière des policiers amis. J’allai à Oran pour prévenir son frère Marcel Schmitt.

Liaison contact Giraud :

Je me rendis à plusieurs reprises à Oran au moment où nos émissaires contactèrent Giraud. Il était nécessaire qu’une unité de vues totale régnât à ce sujet entre les chefs de l’organisation, à Oran et à Alger.

Liaison Brassards V.P. :

Nous devions utiliser, lors du débarquement, des brassards V.P. (Volontaire de Place). J’allai à Oran pour m’enquérir de quelle façon on comptait se les procurer. À Alger, le Colonel Jousse put nous fournir, au moment du débarquement, les brassards qui nous étaient nécessaires.

Liaison Faux Papiers :

Il nous était absolument nécessaire d’avoir la possibilité de faire de faux papiers... Avec un peu de pratique, j’arrivai à fabriquer des

cachets parfaits. J'allai à Oran pour en porter deux, un de France et un d'Algérie à Carcassonne qui en avait grand besoin.

Liaison départ Cordier :

D'Astier et Carcassonne résolurent d'organiser une petite mise en scène qui devait avoir pour résultat l'embarquement de l'abbé Cordier sur | le même bateau qui devait mener à Gibraltar le docteur Solal et des officiers polonais. La manœuvre fut éventée, le départ fut avancé de 24 heures et Cordier arriva à Oran un jour trop tard. Je me rendis à Oran pour apporter à Cordier une lettre d'introduction de M. Saint-Hardouin pour ses amis des Affaires Étrangères au Comité National.

II - CONSÉCRATION DE LA RÉSISTANCE CHERCHELL

Nous interrompons ici le rapport de Bernard Karsenty pour laisser la parole à un autre, décrivant l'entrevue, devenue historique, de Cherchell.

Février 1941 : Premières bases d'une action d'ensemble posées à Oran. Août 1941 : Premières bases d'une action d'ensemble à Alger. Mars 1942 : Fusion des groupements d'Alger et d'Oran sous la direction d'Henri d'Astier de la Vigerie ; voilà les jalons qui marquent l'histoire de la Résistance.

Faite d'abord de petits noyaux fragiles, incertains de leurs buts, sans liaisons avec l'extérieur, la Résistance a été peu à peu organisée et affermie ; peu à peu, elle a pris conscience de son rôle et son ambition a grandi : favoriser de l'intérieur un débarquement allié, mais aussi préparer le ralliement de l'Afrique et sa rentrée immédiate dans la guerre ; but militaire sans doute, mais aussi assurer l'Unanimité de la France aux côtés des Alliés ; donner une aide sans réserve, bien sûr, mais à la seule condition de faire respecter avant, pendant et après le débarquement, le principe et la lettre d'une souveraineté nationale dont l'humiliation de la défaite donne à tous un sens aigu : et c'est l'entrevue de Cherchell, où les représentants des États-Unis viennent rendre le plus émouvant hommage, celui d'un Gouvernement à des anonymes, celui d'une nation amie à la Résistance française.

Leur signature, à côté de la signature du chef du Mouvement de Libération scelle, le 21 octobre 1942, les accords politiques, militaires et économiques qui engagent solennellement, sur les bases de la Souveraineté et de l'Unité françaises, l'avenir des relations entre les deux pays.

La Résistance est consacrée par cinq officiers supérieurs américains en uniforme, au moment même où le convoi de la Libération quitte les ports des États-Unis et met le cap sur l'Afrique. Tous les récits

publiés jusqu'à présent étant forcément incomplets, voici les Rapports du lieutenant de réserve *(Jean)* Queyrat, chef d'un groupe de résistance de Cherchell et organisateur de l'entrevue, et celui de Bernard Karsenty, représentant l'organisation d'Alger.

Rapport succinct sur la Rencontre des États-Majors Français et Américains, les 20 et 21 octobre 1942. (de Jean Queyrat)

L'organisation du mouvement en faveur des Alliés dans la région comprise entre Ténès et Cherchell était confiée au lieutenant de réserve Queyrat, avocat à Cherchell.
Au début d'octobre, ce dernier reçut l'ordre de prévoir un endroit sûr où quelques officiers américains pourraient débarquer et passer 24 heures, afin de prendre contact avec des personnalités civiles et militaires françaises.
Immédiatement, le lieutenant Queyrat fit connaître qu'un de ses amis mettait à sa disposition une ferme située au bord de la mer, à 17 km. de Cherchell, ferme isolée de toute agglomération. La ferme choisie appartenait au beau-père de son ami Jacques Tessier.
Mais une opération pareille ne pouvait être possible que si les officiers responsables de la garantie de la côte prenaient part activement à l'organisation. En effet, des patrouilles parcouraient le rivage chaque nuit dans plusieurs sens. Il importait que leurs chefs pussent, soit empêcher de faire les rondes, soit prescrire des hommes de ronde à des moments où le débarquement serait terminé.
Les deux officiers des Douairs de la région comprise entre Dupleix et Cherchell, étaient le lieutenant Le Nen et l'aspirant Michel. Sollicités par le lieutenant Queyrat, ces deux officiers se mirent à sa disposition.
Dans la nuit du 19 au 20 octobre, arrivée d'Alger de MM. Murphy Knight, Henri d'Astier, du Colonel Jousse, du Général Mast dans une auto pilotée par Bernard Karsenty, neveu du Dr Henri Aboulker. Toutes les personnes sus-indiquées sont groupées et attendent le sous-marin en vain.
Dans la nuit du 20 au 21 octobre, les mêmes personnes se trouvaient réunies à la ferme de Jacques Tessier, près de l'Oued Messelmoun.
À 1h 20, le sous-marin, guidé par la lumière électrique projetée d'une fenêtre de la ferme, se signala. Aussitôt les personnes présentes allèrent au-devant des arrivants. Quatre kayaks transportaient cinq officiers américains et trois officiers anglais. Ces officiers armés de F.M. et de mitraillettes montaient à la ferme. Les canots étaient transportés à dos à la ferme et dissimulés dans les caves. Présentation émouvante des différentes personnalités américaines, anglaises et françaises, le guet étant assuré par les officiers Le Nen et Michel.
Journée du 21 octobre — Le matin eut lieu une conférence entre le Général Clark et le Général Mast. Les autres personnalités américaines

et françaises mettaient sur pied les détails du débarquement. Les conversations se poursuivirent toute la journée.
Pendant ce temps, le lieutenant Le Nen et l'aspirant Michel protégeaient la ferme Tessier en faisant des rondes continuelles, le lieutenant Le Nen faisant la liaison avec ses différents postes de Douairs de Cherchell et de Gouraya. L'aspirant Michel se rendait aux postes de guet de la marine afin de savoir si le sous-marin n'avait pas été repéré.
Aucun incident ne vint troubler la quiétude de cette rencontre jusqu'à 17 heures, où le lieutenant Le Nen, téléphonant à son poste de Gouraya, fut averti par l'aspirant Michel que la police avait été alertée.
L'alerte est aussitôt donnée. Les personnalités françaises repartirent rapidement en auto, les pourparlers étant terminés. Les visiteurs furent obligés de descendre dans la cave (au grand désespoir du Général Clark, qui ne voulait pas du tout de ce camouflage). Il ne restait donc dans la ferme, pour assurer l'embarquement, que MM. Murphy, Knight et Bernard Karsenty, et les officiers Le Nen et Michel, ainsi que le propriétaire de la ferme Tessier
L'alarme fut donnée dans la région, une section, de tirailleurs, les brigades de gendarmerie de Cherchell et de Gouraya se préparaient à cerner| ferme. C'est alors que l'aspirant Michel prit l'initiative d'une manœuvre admirable de sang-froid et d'audace. Très bon mécanicien, il mit en pannes sa moto et emprunta celle des gendarmes de Gouraya À peine avait-il fait 500 mètres qu'il mit en panne cette moto. Le commissaire de police de Cherchell se trouvait à Gouraya ; il prit sa moto, puis il informa la section de tirailleurs qu'il entendait, seul avec ses Douairs, cerner la ferme de Tessier. Il donna l'ordre à tous ses Douairs de se rendre à la ferme, les mousquetons chargés. Il savait le lieutenant Le Nen les y attendait.
Il fila alors sur Cherchell prévenir les Douairs de foncer de toute urgence à la ferme, mais il n'oublia pas de rendre inutilisables les motos| gendarmes de Cherchell.
Durant ce temps, une tentative de rembarquement avait lieu ; les canots, redescendus à la plage ne purent être mis à l'eau, la mer étant démontée.
Les visiteurs, après un bain forcé, durent rejoindre les appartements de la ferme.
L'aspirant Michel, de retour à Cherchell, rendit compte de sa mission. Il fallait faire vite, de peur d'une perquisition II fut décidé de faire une seconde tentative, à 3 heures du matin. Les opérations de réembarquement furent des plus pénibles, la lutte contre les vagues dura plusieurs heures ; MM. Knight, Tessier, les officiers Le Nen et Michel, Bernard Karsenty, complétement nus, s'efforcèrent de faire passer aux kayaks les premiers brisants. Sur quatre kayaks, deux se

retournèrent avec leurs occupants. L'opération fut terminée à l'aube. Il commençait à faire jour lorsque les kayaks eurent disparu. Le Nen et Michel regagnèrent Cherchell.
À Cherchell, le lieutenant Le Nen fit un rapport sur les événements de la ferme, arrangés bien entendu.

*

* *

Voici, cependant, en quels termes Karsenty relate, de son côté, les entretiens de Cherchell :
« C'est le 18 octobre 1942, au retour d'une mission avec Oran, qu'Henri d'Astier me prévint qu'une entrevue avait été arrangée entre des officiers américains et français par M. Robert Murphy. Cette entrevue devait avoir lieu le 22 octobre au soir à 17 km. à l'ouest de Cherchell, dans la villa M. Jacques Tessier, ami de Jean Quayrat, un des collaborateurs de d'Astier.
« Quayrat, avocat à Cherchell, y avait organisé des groupes de résistance dont Tessier faisait partie, ainsi que les officiers des corps de Douairs (troupes indigènes chargées de la surveillance de la côte), le lieutenant Le Nen et l'aspirant Michel.
« Tandis que Le Nen et Michel devaient se charger détourner les patrouilles de Douairs du secteur, Teissier devait envoyer sa famille autre part, et placer un signal lumineux convenu à la villa, à 8h30. Quayrat devait nous attendre à Cherchell pour nous conduire à la villa. Nous devions y rencontrer les consuls Murphy et Knight, ainsi que le Colonel Jousse et Rigaud. Une voiture devait mener les commandants d'Artois et Barjo plus tard.
« Tout se passa comme convenu, mais le sous-marin attendu ne donna pas signe de vie et nous partîmes bredouilles le 23 ou matin. Murphy pensa qu'il trouverait un câble au Consulat et que l'entrevue serait remise au 24. C'est en quittant la villa que nous croisâmes la voiture du chef Van Eycke qui arrivait avec le Général Mast.
« Nous regagnâmes Alger, mais, dans la journée du 23, Murphy nous apprit qu'il avait eu des nouvelles du sous-marin et que ce dernier arriverait le 23 au soir, donc le jour même, au lieu convenu. Nous eûmes à prévenir Quayrat qui fit fonctionner le dispositif convenu avec Tessier, Le Nen et Michel. D'Astier et moi partîmes en voiture. Nous trouvâmes Murphy et Knight à la villa où étaient à Jousse, d'Artois et Barjo.
« Tessier et Michel nous accueillirent tous trois (nous avions pris Quayrat à Cherchell). Le Nen sortit avec une des patrouilles pour la détourner à l'heure convenue. Le lendemain matin devaient venir Mast et Rigaud avec Van Eycke.
« À 8 heures, la lumière fut allumée. Quelques-uns d'entre nous guettaient sur la plage et sur les hauteurs à tour de rôle. Vers 11h 30, nous vîmes arriver avec surprise un kayak en toile à deux places. Il

en descendit le Colonel Holmes. Il était accompagné d'un capitaine anglais de commandos. Tous deux étaient armés jusqu'aux dents et étaient venus en éclaireurs. Par radiophonie, ils prévinrent les autres officiers qu'ils pouvaient venir. Quelques instants plus tard (le sous-marin n'était qu'à 200 mètres, mais la lune étant cachée, on ne voyait rien) trois autres kayaks arrivèrent avec, à leurs bords, l'un, le Général Clark et un lieutenant de commandos britannique ; l'autre, le Général Lemnitzer et un lieutenant de commandos britannique ; le troisième, un commandant d'aviation et un commandant de marine américains. Nous aidâmes ces officiers à monter leurs kayaks à la villa par un petit raidillon d'une centaine de mètres qui allait de la plage chez Tessier.

« Tout le monde se restaura. Les arrivants se changèrent, car ils étaient trempés. On rangea les kayaks dans une grande salle de débarras et tout le monde se coucha. Le lendemain matin, le 24 octobre, le Général Mast arriva accompagné de Rigaud et Van Eycke. Les conversations Murphy-Clark-Lemnitzer-Mast commencèrent immédiatement. Les aviateurs et les marins avaient des conversations techniques ; Jousse, d'Astier, Holmes et moi parlâmes à bâtons rompus toute la matinée. Clark et Mast prirent des assurances, l'un au nom du Gouvernement américain, l'autre au nom du Général Giraud. Le thème de leurs conversations a été la discussion de la date du débarquement, des forces nécessaires à la bonne marche de l'opération, ainsi que des dispositions à prendre pour le faire dans les meilleures conditions possibles. Leurs accords portèrent sur le fait que le Général Giraud aurait le commandement des forces, qu'il s'engageait à mobiliser 300.000 hommes, que les Américains fourniraient le matériel nécessaire pour armer ces hommes le plus rapidement possible et le fait que Mast se portait garant des cadres futurs de cette armée. Enfin, que le Général Giraud serait là pour commander l'opération du débarquement, que les Alliés iraient le chercher en France en sous-marin et qu'ils devraient fournir, dans les quinze jours suivant le débarquement, des avions à l'aviation française nord-africaine.

« À midi, Mast partit avec Rigaud et Van Eycke. On servit un déjeuner qui ne plut pas énormément à nos hôtes : c'était du poulet en ragoût à l'arabe, terriblement épicé, mais, par contre, le vin qui était du cru de Tessier fut fort apprécié.

« Le Général Lemnitzer prit les autographes de chacun des assistants de cette entrevue, ainsi que les noms et les affectations de chacun d'eux dans l'organisation.

« Tout de suite après le déjeuner, les conversations reprirent. On discuta des derniers détails du débarquement : lieux, date, heure, routes, objectifs, itinéraires, enfin on mit au point sur les cartes tout

ce qui était nécessaire pour éviter à nos Alliés des pertes d'hommes, de matériel ou de temps.
« C'est à 7 heures, brusquement, que l'on reçut un coup de téléphone de l'aspirant Michel, de Cherchell. Il prévint le lieutenant Le Nen que le commissaire de police de Cherchell avait été avisé que des événements bizarres se passaient à la villa et qu'il comptait venir perquisitionner avec des hommes.
« Nous avions une heure pour mettre nos invités à l'eau. Jousse, Barjo, d'Artois, d'Astier et Quayrat partirent immédiatement en voiture. Il était, en effet, inutile qu'ils soient pris, eux aussi, au cas où la police découvrirait tout. Nous restions donc 4 : Murphy, Knight, Tessier et moi. Le Nen était parti à la rencontre de Michel et du Commissaire pour essayer d'arranger les choses.
« Nous nous préparions à redescendre les kayaks sur la plage, mais le vent s'était levé dans l'après- midi et il y avait 5 ou 6 barres de vagues très hautes sur la plage. Il aurait été impossible de mettre les kayaks à l'eau. Nous cachâmes les huit Anglo-Américains dans une cave dont l'entrée fut dissimulée, et nous camouflâmes les quatre embarcations dans un hangar à paille, du mieux que nous pûmes. Après cela, nous fîmes une petite mise en scène dans la salle à manger avec de la cendre de cigarettes, des mégots, des bouteilles de whisky et de vin, des cartes, des boîtes de conserve, etc... à seule fin de faire croire à une fête entre amis.
« À 8 heures, Michel arriva avec Le Nen et nous expliqua ce qui se passait : un arabe avait vu la veille au soir arriver les kayaks à la villa et, croyant voir des hommes apporter des caisses de marchandises clandestines, pensa à une histoire de marché noir et à une récompense possible s'il prévenait la police. Heureusement, il tomba sur quelqu'un qui faisait partie de l'organisation, qui comprit de quoi il s'agissait et qui le renvoya toute la journée. Le malheur voulut qu'en fin de soirée il arrivât à voir le Commissaire de Police, qui décida de voir ce qui se, passait. Il demanda des explications à Michel qui lui raconta que les consuls américains et des chefs des Chantiers de la Jeunesse étaient venus faire la fête chez Tessier.
« Le commissaire décidant, malgré tout, d'aller voir, Michel mit en panne deux des motos du Commissariat et, crevant les pneus du seul vélo, partit avec la troisième moto. Il privait donc police de ses moyens rapides et elle serait obligée de venir à cheval. Il pensait que le commissaire viendrait vers le milieu de la nuit, et nous conseilla de mettre les kayaks à l'eau. On prévint nos hôtes de ce qui se passait. D'un commun accord, on décida de tenter l'expérience. On redescendit les kayaks sur la plage et toutes les armes, ainsi que les bagages. Le Colonel Holmes et le capitaine des Commandos voulurent essayer les premiers, car l'opération s'avérait assez dangereuse, étant donnée la hauteur des vagues.

« Comme il était impossible de mettre les embarcations à l'eau normalement, je décidai de me déshabiller, d'entrer dans l'eau et de tirer le kayak à la nage jusqu'au moment où il flotterait. Puis les officiers pourraient rejoindre leur embarcation à nage et partir. Knight et Tessier insistèrent pour en faire autant. Michel et Le Nen étant repartis pour faire le guet contre les patrouilles de Douairs et la police, il ne restait que Murphy et nous trois.
« Un des officiers avait des jumelles perfectionnées avec lesquelles il repéra le sous-marin. On lui envoya comme la veille un message par radiophonie pour lui demander de s'approcher le plus possible. Le poste n'émettait qu'à dix km. et le message ne pouvait pas être intercepté.
« Petit à petit, on vit le sous-marin ; il n'était pas à plus de 50 mètres. On le voyait très bien, car la lune n'était pas couchée. Il n'était pas encore 9 heures.
« Ce qui avait été décidé fut fait. Nous nous déshabillâmes tous les trois et, mettant le kayak l'eau, nous le tirâmes le plus loin possible. Le Colonel Holmes et mon compagnon avaient arrimé toutes leurs affaires sur leur bateau et purent nager facilement jusqu'à lui, puis sauter dedans. Nous avons dû maintenir le kayak jusqu'au moment où la grosse partie de la vague étant passée, elle creuse. Nous poussâmes le kayak pour lui permettre de passer sur la crête de la vague suivante Le kayak passa la première barre, mais, à la seconde il sauta en l'air et revint sur la plage tellement vite que nous avons été retournés avec lui plusieurs fois sous l'eau avant d'atterrir. Une pièce du était cassée ; nous essayâmes de nouveau avec une autre embarcation pendant que « les commandos » réparaient la première. Notre sort fut le même. Un troisième essai nous persuada que nos efforts seraient vains tant que le vent durerait. Nous décidâmes de ranger les kayaks dans les broussailles. Les commandos devaient rester de garde. Par radiophonie, on demanda au sous-marin de plonger le plus près possible de la plage.
« Puis, nous étant rhabillés, nous remontâmes. Le Colonel Holmes et le capitaine anglais se changèrent et nous attendîmes que le vent et la mer se calmassent. Quelque chose à manger fut servi et du café très chaud.
« C'est vers minuit que Michel reparut. Il nous apprit qu'il avait mené le commissaire tout près de la villa, qu'il lui avait montré les voitures du Consulat américain et dit que les consuls étaient encore là, faisant la fête. Le commissaire, convaincu, était reparti en demandant à Michel de ne pas déranger « les messieurs. » Tout était donc pour le mieux.
« Vers 1 heure du matin, nous redescendîmes sur la plage. La mer était beaucoup plus calme, il n'y avait que trois barres de vagues. Le

sous-marin apparut. Le Général Clark partit le premier, cette fois-ci, nous étions cinq dans l'eau, Le Nen et Michel s'étant joints à nous.
« Nous pûmes lancer le kayak du Général américain beaucoup plus loin. C'est vraiment un tacle que je n'oublierai jamais que celui de 3 hommes nus dans l'eau, à 1 heure du matin, poussant un kayak dans lequel montaient un général et un commandant de Marine américains en caleçon. Le commandant de Marine faillit perdre sa casquette, mais il la repêcha dans l'eau et se l'enfonça jusqu'aux oreilles.
« Et c'est dans un double coup de pagaie superbe que leur kayak prit la mer, sur la crête d'une vague 2 mètres de haut. Nous poussâmes tous un hourrah de joie. Il nous fallut plus de trois heures d'efforts pour mettre à l'eau les trois autres kayaks qui étaient revenus plusieurs fois à la côte avec nous. Enfin, à 4h15 du matin, le dernier bateau, ayant à son bord le Colonel Holmes et le capitaine anglais de commandos, quitta la plage.
« Il est impossible d'exprimer la joie que nous eûmes de voir que tout s'était bien passé.
« Nous grelottions tous les cinq. Nous remontâmes prendre deux heures de repos après un café brûlant. Le Général Clark n'avait laissé en souvenir qu'une carabine automatique de fusilier-marin ricain, à 15 coups. C'est celle que j'ai utilisée pendant la nuit du débarquement, à Alger, du 7 au 8 novembre 1943.
« Le vice-consul Knight devait avoir une otite à la suite de ce bain prolongé.
« Il s'en était fallu de peu que cette entrevue secrète ne fût découverte et que le « secret » du débarquement ne fût compromis.
« Grâce à la présence d'esprit de l'aspirant Michel et au concours de son camarade, le lieutenant le Nen, nous avons réussi à recevoir à la villa de Jacques Tessier, cinq officiers supérieurs américains pendant plus de 24 heures, en Algérie, et ce, douze jours avant le débarquement allié.
Il est hors de doute que cette entrevue a été pour beaucoup dans le succès de l'entreprise... »

« Nous entrons maintenant, poursuit le rapport de Karsenty, dans la phase active du débarquement, et forcément chaque chose demandera à être un peu plus détaillée. Depuis ce moment, nous avons tous vécu dans un état de fièvre constant jusqu'au jour de nos arrestations.
« Cette activité terriblement précipitée, le manque total de rapports avec Londres, faction gênante d'arrivés de la dernière heure, nous ont, forcément, enlevé une certaine partie de nos possibilités de juger la situation de sang-froid, et expliquent quelques erreurs que nous sommes les premiers à reconnaître.
« Il était entendu, avec M. Murphy, que les Alliés devaient nous livrer, avant le débarquement, les armes nécessaires à la parfaite réalisation

de nos plans. Nous devions, en plus de ce qui a été fait, nous emparer du Consulat d'Allemagne, des avions des commissions d'armistice et des forts et des batteries côtières d'Alger. Pour ces objectifs, nous aurions eu à combattre très durement, et des armes automatiques modernes nous étaient absolument nécessaires.
« C'est pourquoi, M. Murphy nous appela un matin, José Aboulker et moi, pour nous montrer un « sten-gun » Il nous le laissa en nous demandant de lui dire si cette arme nous convenait.
« Le « sten-gun » étant vraiment une arme extrêmement pratique et maniable, nous en demandâmes pour Alger et Oran 800. Nous avions également demandé 400 revolvers, 400 grenades défensives, 400 grenades lacrymogènes et 50 postes de radio portatifs...

Débarquement des armes.

« D'un commun accord avec M. Murphy, nous avions choisi la date du 2 novembre pour le débarquement clandestin des armes qui devaient nous être livrées par les Américains. L'opération devait se passer près de Cherchell, sur la propriété de Jacques Tessier, où avait eu lieu l'entrevue avec Clark. Cette propriété s'étendant sur plus de 4 kilomètres de plages, nous avions choisi un point où un petit chemin pouvait permettre à des camions de 5 tonnes d'arriver à près de 50 mètres de la mer. Nous devions nous rendre à Cherchell en voiture vers 10 heures, et deux camions des Chantiers de la Jeunesse devaient nous y rejoindre aux environs de minuit. La lune se couchant très tôt, nous avions décidé que les armes commenceraient à être débarquées vers 11 heures, et nous devions les entreposer à l'endroit où pouvaient arriver les camions, de sorte qu'en l'espace de 4 heures, nous pouvions décharger les barques et charger les camions.
« L'essence fournie par les Américains pour nos camions et nos voitures le fut très tard, et la voiture que nous devions avoir par les chantiers était en panne.
« Le vice-consul Woodruff nous prêta sa voiture, et la deuxième était celle de Pierre Alexandre. Les camions des chantiers devaient venir de Blida prendre l'essence à Alger, puis filer sur Cherchell.
« À cette opération prirent part tous les chefs des groupes de choc : José Aboulker, Pierre Alexandre, André Morali, Marcel Feluce, Raphaël et Stéphane Aboulker, Germain Libine, Lucien Chiche, Guy Calvet et moi. Évidemment Tessier, Le Nen et Michel devaient nous aider également à Cherchell.
« Tout se passa bien de notre côté, mais rien n'arriva.
« Le lendemain matin, à la première heure, j'allai trouver M. Murphy pour lui apprendre « le résultat » de notre expédition. Il parut très étonné et fit envoyer un câble à Gibraltar pour demander des explications et pour prévenir que la plage de Cherchell était « brûlée » Nous nous étions fait remarquer la veille au soir par le

passage dans Cherchell de nos trois voitures, c'est le lendemain, le 4, qu'il reçut la réponse : le bateau n'avait pu partir à temps et demandait qu'on lui indique le nouveau lieu de débarquement : José Aboulker et Pierre Alexandre avaient passé la nuit précédente sur une plage à l'est d'Alger, que connaissait Pierre Alexandre, pour voir s'il serait possible de l'utiliser. Nous demandâmes au bateau de débarquer les armes à ce point, situé tout près d'Alma- Marine, à 30 kilomètres d'Alger, le 4 au soir, vers 11 heures.
« L'opération se passa bien ; les signaux convenus furent allumés à 9heures et nous attendîmes une deuxième fois en vain.
« Une fois encore, nous rentrâmes à Alger.
Murphy parut véritablement ennuyé et envoya un nouveau message à Gibraltar. Il reçut le lendemain, 5 novembre, la réponse ; le bateau débarquerait les armes au point prévu, le soir même, vers 11 h...

III - TRIOMPHE DE LA RÉSISTANCE
ALGER

« Je suis heureux de témoigner de la foi patriotique française qui inspirait le dévouement de ces jeunes gens à la cause alliée. Je suis certain qu'ils ne regretteront pas d'avoir participé avec courage et désintéressement aux événements du 8 novembre, événements devant amener la libération de leur Patrie et la défaite de l'Axe. »

Robert D. Murphy

(Extrait d'une lettre envoyée par M. Murphy à M. Aboulker, le 15 février 1943)

Les « jeunes gens » auxquels se réfère l'extrait ci-dessus de la lettre de M. Murphy étaient, dans ce document, désignés nominalement. Une modestie qu'on appréciera, leur a interdit de laisser limiter à leur propre personne l'hommage rendu aux artisans français du débarquement allié par M. Robert | Murphy.

(N. D. L.R)

État-Major Général

Installé au domicile du Professeur Henri Aboulker
26, rue Michelet

Henri d'Astier de la Vigerie
Lieutenant-colonel Jousse
Robert D. Murphy, Conseiller d'ambassade

John Boyd, attaché à la délégation économique
Harry Woodruff, vice-consul des États-Unis

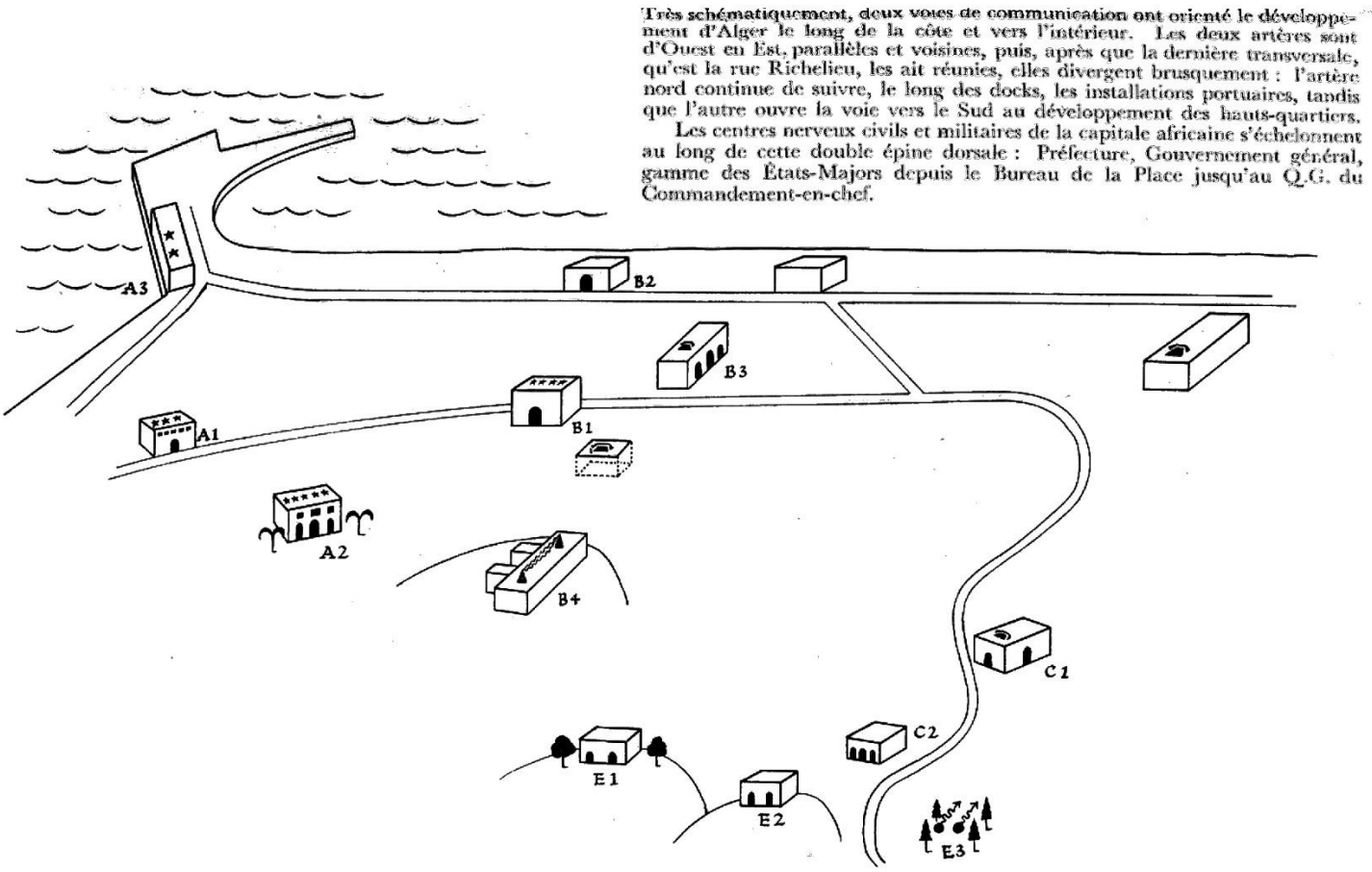
Liaison avec la flotte et Gibraltar
Browm
X... (assistant)

Annexe au domicile de M. Armand Alexandre

30, rue Michelet

Félix Cole, consul général des États-Unis
Plusieurs membres du consulat

PRISE D'ALGER



Plan d'exécution et principaux acteurs

Poste de commandement

Commissariat Central

José Aboulker

Adjoints :

Bernard Karsenty
Guy Calvet
Jean Athias

Équipe volante de secours :

Colonel Tubert
Lucien Chiche
Paul Driguez
José Chiche
Capitaine Zurcher

Police :

Commissaire Achiary
Directeur de la Sécurité Bringard
Commissaire Esqueyré
Inspecteur Pilier

Groupement A

Arrondissements 1-2-3-5

Poste de Commandement : Commissariat du 1er arrondissement
Chef de groupement : ***Dr Morali Daninos***
Commandant le secteur : M. Marnat

Groupe A1 :

Caserne Pélissier, état-major de la division

M. Imbert

Groupe A2 :

Palais d'Hiver, état-major du commandant en chef en Afrique du Nord

M. Sirot
M. Cardonna

Groupe A3 :

Isolement de l'Amirauté, état-major de la subdivision et place

André Cohen
Lucien Loufrani
Maurice Habibou

Groupement B

Arrondissements 4 et 10

Poste de commandement : Commissariat du 10ème
Chef de groupement commandant le secteur : ***Raphaël Aboulker***
Adjoints :

Stéphane Aboulker
Olivier Bakanowski
M. de St-Blancat

Groupe B1 :

État-Major 19ème corps d'armée

Capitaine Pilafort
Germain Sibine
André Temime
Mario Faivre
Charles Bouchara
Emile Atlan
Lieutenant Darridan
Lieutenant Jaïs
Jean d'Hostis
Lucien Fredj

Central protégé :

Abbé Cordier

Groupe B2 :

Préfecture

Jacques Zermati
Ladia Oualid
André Lévy

Groupe B3 :

Grande poste

Jean Dreyfus
M. Baillat

Groupe B4 :

Radio-Alger

M. Tilly et ses Bretons

Groupement C

Palais du gouverneur général
Chef de groupement : ***Maître Maurice Hayoun***
Adjoints :

Roger Hucchielli
Maître Ben Rekassa
Maître Abécassis

Groupement D

Central téléphonique urbain
Chef de groupement : ***Paul Ruff***
Adjoints :

Fanfani
Amyot
Ckiklinski
Maître Deschezelles
Dr Bécachhe

Groupement E

Commune d'El-Biar - Colonne Voirol

Groupe E1 :

Objectif : Villa des Oliviers, arrestation de l'Amiral Darlan et du Général commandant l'Afrique du Nord et son état-major

Henri d'Astier de la Vigerie

Pierre Alexandre
Bernard Pauphilet
Capitaine Bouin

Groupe E2 :

Villa Dar El Raïs

Général Mendigal et son état-major
Sabatier
Le groupe de jeunes de Cardonna et 12 volontaires polonais

Groupe E3 :

Centre de transmission de l'Air

Marcel Felus

Jean Trabut

Centre de mobilisation Auto

M. Louis Lavaysse

Garage Lavaysse, 40 rue Michelet :

Jacques Brunel

Raymond Lavaysse

M. Corniller

M. Koralek

Annexes :

Garage de Chantiers :

Chef Poncin

Chef Merklen

Garage Charras :

M. Merico

Garage de l'A.T.A.N. :

M. Veuve

Missions spéciales

N°1 - Aérodrome de Blida

Général de Monsabert

Pierre Alexandre

Jacques Beyler

N°2 - Arrestations civiles

André Achiary

Dominique Lentalli

Jean Schmitt

Lofredo

N°3 - Fort Duperré

Jean Queyrat

Lieutenant Le Nen

Aspirant Michel

Jacques Tessier

N° 4 – Guides sur la côte à l'Est et à l'Ouest

Chef Watson

Jean Bensaid

Lucien Adès

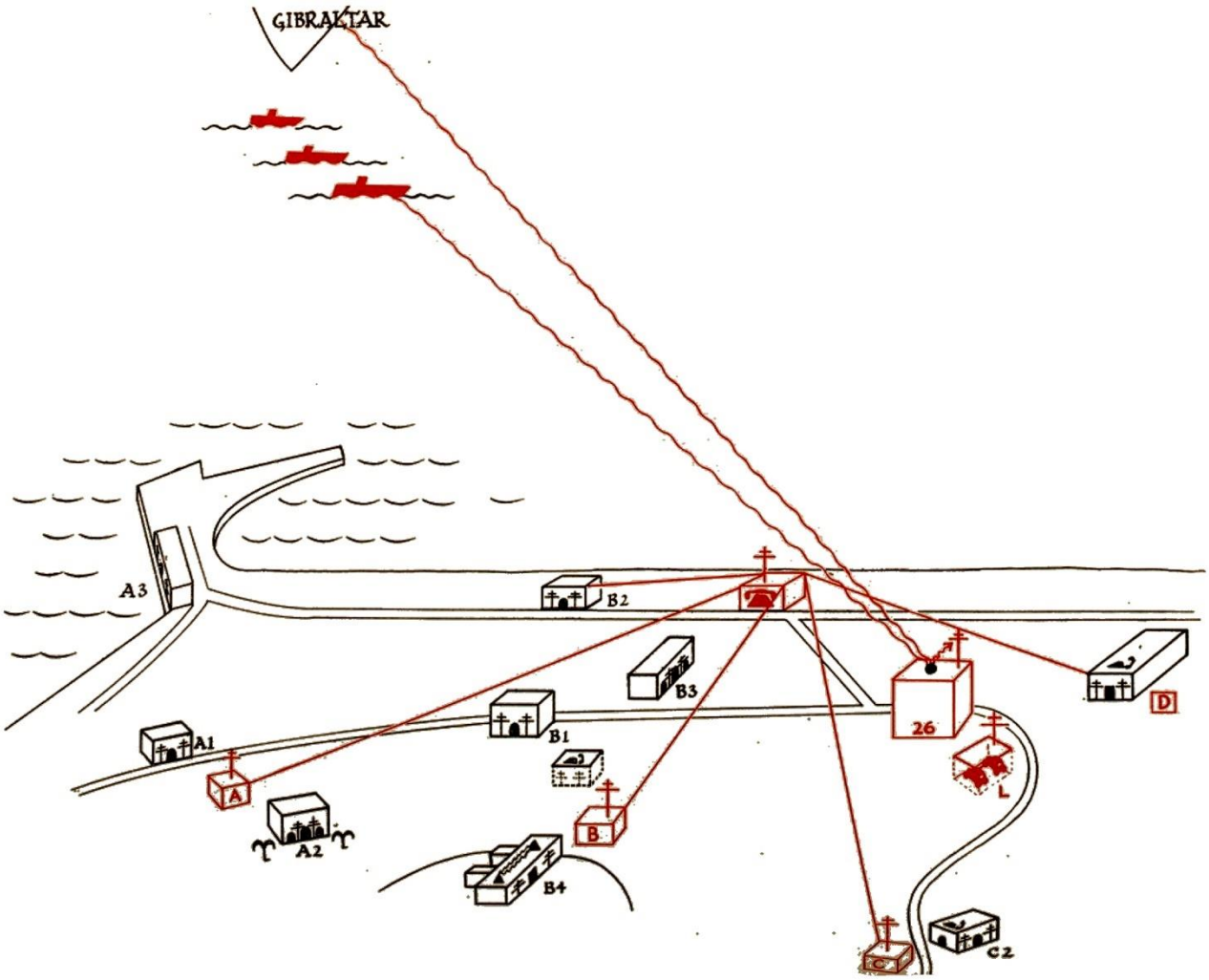
Miaudon (aîné)

Miaudon (jeune)

Defieu J

N°5 - Rupture de communications téléphoniques isolées

F...



IV - LES ÉVÉNEMENTS D'ALGER

(Rapport de José Aboulker)

Je, soussigné, José Aboulker, chargé par le Colonel Jousse et Henri d'Astier de diriger l'organisation et l'action des groupements de Volontaires civils d'Alger, du 7 au 8 novembre 1942, déclare faire le rapport suivant : Qu'il me soit simplement permis de souligner au nom du petit groupe d'amis qui l'ont préparée aux côtés d'Henri d'Astier et du Colonel Jousse, que la réussite n'a été possible que grâce au dévouement, à la longue patience, et surtout à la rigoureuse discrétion dont tous ont fait preuve dans les mois qui ont précédé le débarquement allié.

La Situation 48 heures avant

A - SCHÉMA DE L'ACCORD FRANCO-AMÉRICAIN.

Les accords militaires conclus à Cherchell avec les représentants militaires américains et à Alger avec Mr Murphy au sujet de l'action des éléments civils prévoyaient :

1) *De notre part,* une neutralisation des résistances militaires locales terrestres et aériennes.

2) *De la part des Alliés,* un débarquement de commandos suffisamment proches d'Alger pour pouvoir dans la nuit même relever nos postes. *L'heure du déclenchement de notre action était 1h 30 ; nous devions être remplacés par des troupes alliées 2 heures plus tard, ou, en mettant les choses au pire, à 7 heures du matin.*

B - NOTRE PLAN DE RÉALISATION

1) *État de nos forces.* 48 heures avant le débarquement, les forces si lesquelles nous comptons sont les suivantes :

a) *Troupes* : 750 à 800 civils réunis depuis Ion temps par des jeunes officiers de réserve en petits groupes parfaitement cloisonnés.

b) *Matériel de transport* : 30 autos de tourisme mises à notre disposition par M. Louis Lavaysse qui s'occupe de les mettre en état ; elles fonctionneront avec l'essence que de nous fournir le Consultât Américain.

c) *Armes :* 900 vieux fusils Lebel et 25.000 cartouches, partie des stocks clandestins que l'Armée cache aux commissions d'Armistice et que la Place d'Alger a entreposés 3 semaines auparavant sur la demande du Colonel Jousse dans le garage de M. Lavaysse. Nous devons, par ailleurs, recevoir par débarquement clandestin sur un point convenu de la côte 750 mitraillettes Sten, des revolvers, des grenades défensives et des fusils antichars mais le bateau, deux fois attendu déjà ne pas venu et il ne nous reste que deux nuits.

2) *Grandes lignes de notre objectif.*

Sur le double plan militaire et civil, nous nous proposons de réaliser :

- la rupture des communications,
- l'arrestation des chefs susceptibles d'organiser la résistance,
- l'occupation des États-Majors.

3) *Éléments essentiels de notre plan d'exécution.*

Pour atteindre cet objectif dont la vitesse d'exécution doit être l'élément essentiel de succès, nous utilisons le fait suivant :

Les plans militaires de défense côtière contre un débarquement, prévoient en même temps que le transport des troupes sur les points menacés, le recrutement dans Légion et le S.O.L. de volontaires civils appelés volontaires de Place, porteurs d'un brassard V.P., et chargés du maintien de l'ordre. La présence à notre tête du Colonel Jousse, commandant la Place, va nous permettre d'utiliser à notre profit le Plan de Maintien de l'Ordre. Nos volontaires, porteurs du brassard et conduits par leurs chefs de groupe en uniforme relèveront les postes de garde et occuperont les points stratégiques

Tel est, 48 heures avant le débarquement le schéma de notre plan d'action.
Le jeudi 5 novembre, à 11h 30, le Colonel Jousse le Colonel d'aviation A. et moi, réunis chez le père le Dr Henri Aboulker, le Colonel Jousse met la dernière main au plan en décidant du nombre d'hommes et d'autos qu'il faut affecter à chaque secteur et dans chaque secteur à chaque effectif. Dans cette dernière séance de travail avant la réunion des chefs de groupe, sont également résolus les problèmes de nos P.C. et de notre méthode de mobilisation :
) Nous occuperons le Commissariat Central qui sera notre P.C. général et certains Commissariats de quartier qui seront nos P.C. de secteur ; le Colonel Jousse approuve pleinement sous réserve de l'avis de M. Bringard qui s'est chargé de réunir pour nous les éléments patriotes de la place. M. Bringard, qui arrive à la maison à 11h 45, nous suggère le mode de réalisation suivant :
M. Esqueyre, chef de la Police Mobile, des sentiments duquel il se porte garant, sera prévenu par lui à 8 heures du soir ; il recevra dans la nuit un ordre de l'autorité militaire porté par un officier, le nommant commissaire central et lui notifiant qu'une équipe de V.P. doit protéger le Central ; celui-ci équipé avec son standard téléphonique qui devient le seul centre de transmissions fonctionnant dans la place, l'occupation des autres Commissariats se fera difficulté.
Pour éviter les distributions préalables d'armes et la| circulation en ville avant l'action de groupes susceptibles d'attirer l'attention des autorités à un moment où les convois seront vraisemblablement signalés, j'ai demandé à tous les chefs de groupe dans les semaines qui précèdent, de préparer la mobilisation de leurs forces de la manière suivante :
) Prévenus le matin, ils convoquent immédiatement leurs éléments de liaison qui constituent environ 1 /10 de l'effectif.
) Les éléments de liaison, dans un ordre prévu pour le maximum de vitesse, préviennent dans le courant de la journée les chefs de chaque groupe cloisonné de 5 volontaires qui se réuniront le soir à 9 heures à l'adresse prévue, 1 chez l'un d'entre eux.
) Les Chefs désignés pour chaque objectif se rendront une heure avant le déclenchement de l'action au garage Lavaysse où ils chargeront, dans les autos affectées à leur groupe, le nombre d'armes nécessaires.
) Une demi-heure avant l'action, ils passeront avec leurs autos et camions prendre, par paquets de 5, les volontaires qui trouveront les armes dans les voitures et seront immédiatement conduits vers leur objectif.
Sauf pour le groupe Raphaël Aboulker qui possède des locaux permettant une réunion facile de plusieurs dizaines d'hommes à la

fois, ce plan a été minutieusement préparé par tous et se trouve maintenant prêt à fonctionner, ce dont j'informe le Colonel Jousse.
M. Bringard nous quitte à midi trente, après nous avoir formellement promis, sur notre demande expresse, de ne pas prévenir, le jour de l'action, M. Muscatelli, Directeur de la Sécurité, en qui il a pleine confiance et dont il se porte garant ; bien que partageant sa confiance, nous jugeons inutile de mettre ce fonctionnaire dans une position difficile et sans aucun bénéfice pour nous.
J'accompagne chez lui le Colonel A. et, à un restaurant, le Colonel Jousse qui, depuis quelques jours, n'a plus le temps d'aller prendre ses repas chez lui.
Mobilisation discrète par autos ; Occupation des Commissariats de Police,
- voilà les deux éléments essentiels de notre Plan d'Action, tels qu'ils sont prévus le jeudi 5 novembre, à midi. Deux autres restent à acquérir, qui nous faciliteront grandement la tâche :
- les armes promises par les Alliés,
- les cars et camions que je vais essayer d'obtenir du Directeur d'une Compagnie de Transports avec lequel M. Lavaysse doit me mettre en contact tout à l'heure.

Déroulement Horaire des Événements

Jeudi, 5 novembre
14h 00
Rendez-vous chez M. Louis Lavaysse auquel, sans donner de précisions, j'annonce l'imminence du débarquement. Le moment est venu :
- pour lui, son frère M. Raymond Lavaysse, et son beau-frère M. Corniller, d'achever la mise en état des trente voitures promises ;
- pour moi, de prendre contact avec M. Veuve, Directeur et copropriétaire de la Société Auto-Traction-Afrique du Nord, que nous avons décidé depuis longtemps de « mettre dans le coup » 48h avant le débarquement. M. Veuve vient prendre le café ; je fais de vagues allusions à la situation générale jusqu'au moment où, brusquement, M. Lavaysse le met au courant et lui dit ce que nous attendons de lui ; il refuse, puis hésite. Longue discussion. Il acceptera s'il reçoit un ordre d'allure officielle, à condition qu'on le présente à un Général. Je pars avec Cordier que j'avais amené avec l'espoir que son grade de lieutenant pourrait servir ; notre interlocuteur a été plus exigeant ; l'accord de principe est cependant obtenu et je compte pleinement sur les talents de persuasion de M. Lavaysse pour obtenir, le jour venu, l'usage des 70 autocars de l'A.T.A.N. avec leurs chauffeurs, leurs mécaniciens et le plein de combustible.
15h 00
Rendez-vous au Terminus chez Henri d'Astier avec le Chef des Chantiers Poncin qui m'accompagne chez mon père, 26 rue Michelet

où, comme cela s'est passé déjà l'avant-veille, il s'entend avec Bernard Karsenty pour notre expédition du soir. Tandis que Poncin s'occupera d'aller à Blida préparer les deux camions qui doivent servir à transporter le matériel débarqué, Bernard Karsenty, que M. Woodruff, Vice-Consul des États-Unis, vient de rejoindre au 26, ira chercher l'essence nécessaire avec celui-ci, préparera les voitures de tourisme qui doivent nous emmener, fixera avec les 9 amis qui doivent participer à l'expédition l'itinéraire et les rendez-vous, et s'occupera de trouver le matériel électrique avec lequel Marcel Feluce et l'étudiant en médecine Trabut, qui se révèlent d'excellents spécialistes, vont préparer le système de signalisation lumineuse convenu le 1er novembre avec MM. Murphy et Boyd, qui l'ont transmis par radio à Gibraltar.

21h 00

Départ de Pierre Alexandre qui va chercher le Dr Morali-Daninos dans sa voiture où ont déjà pris place Marcel Feluce, Trabut et Bernard Karsenty, tandis que je passe prendre, avec la Citroën que m'a prêtée le Consulat Américain, le Dr Raphaël Aboulker, son frère Stéphane Aboulker, Germain Libine et Lucien Chiche.

Nous quittons Alger à 21h 30 avec, dans chaque voiture, l'ordre de Mission que m'a donné, à 4h. de l'après-midi, le Chef Van Heck qui, après avoir tamponné deux ordres en blanc, m'a autorisé, après les avoir remplis, à imiter sa signature.

22h 15

Nous trouvons, à l'endroit convenu, les deux camions 6 tonnes conduits par les Chefs Poncin et Merklen ; ils attendront là, sans savoir où nous allons, qu'une de nos autos vienne les chercher si besoin est.

22h 30

Arrivée au lieu prévu. Constitution de trois équipes, l'une pour installer les signaux, l'autre qui gardera les autos et surveillera le voisinage, la troisième pour établir une liaison permanente entre les deux précédentes que séparent quelques centaines de mètres de sable.

Vers 1h. du matin, arrivent vers la côte deux lumières qui semblent appartenir à un bateau assez petit. Bien qu'aucun signal lumineux ne fût prévu de la part du navire, il s'approche tellement que certains que c'est celui que nous attendons, nous nous mettons tous à chanter en sourdine « God save the King », jusqu'au moment où, brusquement, il rebrousse chemin, et s'éloigne.

Vendredi 6

2h 30

Retour.

Pierre Alexandre, Raphaël et Stéphane Aboulker rentrent chez eux ; le reste de l'équipe vient dormi dans ma villa d'Hydra.

8h 00
Bernard Karsenty et moi passons voir M. Murphy à l'annexe du Consulat, Bd de France. Il semble aussi désolé que nous. Nous lui disons notre intention de faire le soir une dernière tentative, et le prions de prévenir Gibraltar. Bernard prendra rendez-vous pour prendre de nouveau l'essence nécessaire.
9h 00
Bernard, Lucien Chiche et Lucien Loufrani préviennent les différents chefs de groupe d'avoir se trouver chez moi, à 17 heures.
10h 00
M. Koralek, envoyé par Pierre Alexandre, vient à la maison ; il accepte de se charger, en collaboration avec MM. Lavaysse, du montage et de la mise en état des 30 batteries de nos voitures ; elles n'avaient pas fonctionné depuis deux ans et nous avons dû attendre le dernier moment pour les charger car elles ne tiennent pas plus de 24 heures.
11h 00
Le Colonel Jousse vient à la maison ; il m'annonce qu'un important convoi a été signalé au détroit de Gibraltar comme se dirigeant sur Malte Je lui confirme le rendez-vous de 17 heures ; tout le monde a été prévenu et sera présent. Je présente Pierre Alexandre, comme devant éventuellement me remplacer.
13h 30
Rendez-vous avec d'Astier qui me présente au commandant Homo. Nous allons avec M. Marnat au 26, d'Astier me demande si aucune difficulté ne surviendra si l'on donne à MM. Marnat et Homo le commandement de deux secteurs ; je lui réponds que les Chefs de groupe sont prévenus de la possibilité d'avoir à mettre au dernier moment sous les ordres d'un militaire expérimenté dont ils seraient les adjoints, les troupes qu'ils ont réunies ; nous demandons par conséquent à MM. Marnat et Homo de revenir à 17 heures.
14h 00
D'Astier, Bernard et moi réunis au 26, d'Astier nous annonce que l'état d'alerte est décrété sur la côte comme à chaque passage d'un convoi important et nous invite à supprimer notre tentative du jour qui peut être dangereuse ; nous sommes persuadés que la possession d'armes modernes décuplera l'énergie de nos volontaires et nous lui disons notre décision d'essayer. Bernard s'occupera, comme les jours précédents, des détails de la préparation.
17h 00
Réunion des chefs de secteur au 26. Défilé chez moi d'un nombre très anormal de gens, sous l'œil étonné des clients de mon père, qui ne se sont jamais vus si nombreux. Dans la chambre du fond, je présente au Colonel Jousse et au Colonel A. : Jean Athias, Paul Ruff, le Dr Morali Daninos, Maître Maurice Hayoun, Raphaël Aboulker. Sont également présents : MM. Marnat, Homo et d'Astier qui arrive au moment où le

Colonel Jousse commence à expliquer à tous ces jeunes gens ce qu'on end d'eux.
Il commence par faire un exposé général de notre plan d'action en montrant la nécessité pour tous les officiers et gradés de se mettre en uniforme, puis fait l'énumération de tous les objectifs à prendre et leur intégration topographique dans 5 secteurs déterminés. Pilafort s'étonne qu'il ne soit nullement question de prendre possession des Commissions d'Armistice, sur la préparation de l'occupation desquelles d'Astier l'avait orienté depuis quelques semaines ; il semble très vexé du manque de confiance qui lui a été témoigné et se plaint également n'avoir été prévenu que la veille du débarquement ; il n'est pas possible de lui expliquer maintenant que son attitude trop ouvertement gaulliste et l'attention excessive qu'il a attirée sur sa personne par ceux qu'il fréquentait nous a obligés à l'écarter de la préparation, tout en lui destinant, pour le jour de l'opération, le commandement le plus important. Nous l'informons, en effet, que, tandis que Raphaël Aboulker, secondé par son frère Stéphane, prendrait pour l'occupation du Commissariat du 10ème la direction générale du secteur B comprenant le XIXème Corps avec le Central Protégé, la Grande Poste, la Préfecture et Radio-Alger, le Commandent du groupe chargé de l'occupation du XIXème corps est donné à Pilafort. Sur décision de Raphaël Aboulker, chef du secteur, le commandement des autres groupes est ainsi déterminé :
Grande Poste : lieutenant Dreyfus.

Préfecture : Aspirant Jacques Zermati, assisté par l'aspirant André Lévy

Radio- Alger : Adjudant Tilly.

Sur ma proposition, les décisions suivantes sont prises, concernant les autres secteurs :
1 - Le Secteur A. est confié à la direction de M. Marnat secondé par le Dr Morali-Daninos, organisateur du groupe, qui décide de confier :

- l'État-Major de Place et le contrôle de la rampe de l'Amirauté au lieutenant André Cohen assisté par le sergent Lucien Loufrani.
- L'État-Major de Division et la Caserne Pélissier, au sous-lieutenant Imbert.
- l'État-Major de Commandement en Chef et le Palais d'Hiver au lieutenant C.

2 - Le Secteur C est confié au commandant Homo secondé par le sous-lieutenant Hayoun, organisateur du groupe, qui décide de prendre personnellement le Commandement du Palais d'Été, objectif essentiel du secteur, le contrôle de l'État- Major Marine situé à l'Hôtel Saint-Georges s'avérant, faute d'effectif très difficile et d'ailleurs sans utilité depuis que la prise de l'Amirauté antérieurement prévue est abandonnée, faute d'armes. Le commandant Homo, en occupant le

Commissariat de Police du Palais d'Été, se mettra en communication avec le Commissariat Central.
3 - Le Secteur D. est confié au sous-lieutenant Paul Ruff, qui décide de diriger personnellement avec son groupe l'occupation du Central Téléphonique et du Foyer Civique, garage et caserne des S.O.L., tandis que l'adjudant N. avec un groupe d'amis contactés par lui occupera le Centre d'Émission Radio de l'Armée et le Fort de Kouba.
4 - Le Secteur E. comprend l'occupation des domiciles du Général Juin et du Général Mendigal. Chacun de ces objectifs sera confié à un officier que doit amener au dernier moment Pilafort, tandis que Marcel Feluce occupera, avec son groupe, le Centre de transmission de l'armée de l'air, situé au Bois de Boulogne. Il n'y aura pas de direction générale du Secteur E. qui comprend trois objectifs topographiquement éloignés les uns des autres. Les troupes pour E1 et E2 (juin et Mendigal) seront fournies par les groupes de jeunes réunis sous la direction de Jean Athias par le lycéen Cardona.
Comme prévu depuis plusieurs semaines, le Colonel A., en uniforme, ira porter au Commissariat Central l'ordre du Général Mast nommant M. Esqueyre et prendra la haute direction du Commandement des cinq secteurs en occupant le Commissariat Central ; je serai son adjoint pour l'ensemble de l'opération et prendrai le Standard Téléphonique pour communiquer avec nos P.C. de secteur, avec, à mes côtés et chargés éventuellement de me remplacer, Jean Athias qui connaît parfaitement, pour avoir, depuis le début, été à l'origine de leur constitution, tous les groupes (sauf celui d'Aboulker-Pilafort), Bernard Karsenty et Guy Calvet, qui ont été, en même temps que moi, dans l'entourage de Henri d'Astier, placés depuis le début dans l'intimité de la préparation. Un groupe d'amis parfaitement sûrs auxquels doivent s'adjoindre des éléments de liaison des différents groupes, seront, au Commissariat Central, chargés de se porter, selon les besoins, sur n'importe quel point, et de réaliser une communication permanente avec le 26 où seront installés, dans l'appartement de mon père, les membres du Consulat Américain.
Jacques Brunel, beau-frère du Colonel Jousse dirigera la mobilisation auto. Le Colonel Jousse nous annonce pour terminer qu'il arrêtera lui-même, avec Pilafort, le Général Koeltz qui loge au XIX^{ème} Corps, tandis que d'Astier ira personnellement arrêter le Général Juin et ses officiers d'ordonnance.
M. Lemaigre-Dubreuil, accompagné de Pierre Alexandre qui possède une voiture particulièrement rapide, et du chef Beyler, iront à l'aérodrome de Blida attendre, avec le Général de Montsabert qui s'occupe sur place du maintien de l'ordre, l'arrivée du Général Giraud qui doit atterrir vers 3 heures du matin, et rejoindre le Général Mast installé à 25 kilomètres d'Alger, au point de débarquement du 1er commando.

Il n'est pas fait mention aux chefs de groupe de certaines missions individuelles : groupes de guides échelonnés le long de la côte sur les points de débarquement qu'on leur indiquera au dernier moment et dont seront chargés de jeunes Blidéens, groupés par Jean Bensaid et que je dois faire venir de Blida au dernier moment, le lendemain ; arrestation de certains chefs collaborationnistes, section de fils téléphoniques isolés.
À l'intérieur de chaque groupe, il est précisé le nombre d'hommes et d'autos affectés à chaque partie de l'objectif à prendre ; il est prévu notamment à chaque P.C. de secteur, un groupe chargé des arrestations des officiers supérieurs habitant le quartier.
Fin de la réunion. Rendez-vous pris pour le lendemain, même heure, au cours d'une réunion où seront conviés également les officiers commandant tous les groupes. Les ordres de mission, les brassards et les ultimes recommandations leur seront donnés à ce moment.
Départ de tout le monde ; je demande aux chefs de secteur de venir rendre compte des progrès de la mobilisation dans le courant de la journée du lendemain. Je demande à Raphaël Aboulker de ne pas participer à la dernière expédition de ce soir et de me remplacer éventuellement le lendemain.

18h.30

J'accompagne à Blida, dans la citroën du Consulat, le Chef Poncin et Merklen, car aucune voiture des Chantiers n'est en état de marche au dernier moment, et je rentre à Alger à toute vitesse après les avoir déposés au garage des Chantiers de Blida en même temps que les bonbonnes d'essence que nous avons transportées. Rendez-vous pris avec eux comme la veille.

20h.30

Quatrième et dernière tentative. Identique aux précédentes, sauf deux points de détail :
1. Raphaël Aboulker et Trabut, qui ont Diguez dû s'absenter, sont remplacés par Guy Calvet et Paul Driguez.
2. Nous avons eu, au dernier moment, un ordre de mission de la division d'Alger que le Général Mast a donné, en blanc, avec le cachet, à d'Astier. Je dactylographie un ordre aux autorités civiles militaires de la région où nous allons, d'avoir à nous prêter éventuellement aide et assistance dans l'accomplissement d'une mission confidentielle que nous effectuons pour le compte de l'armée. Un tampon rouge « Secret » couronne le tout.

Expédition sans incident. Pas plus de succès que la veille. L'un d'entre nous suggère, sur chemin du retour, que si la Marine Anglaise vient à tous ses rendez-vous de cette façon-là, nous aurions intérêt à préparer pour les jours suivants quelque refuges à la campagne.

Je demande au chef Poncin, que nous rencontrons au lieu prévu où il nous attendait sur route du retour, de laisser à Alger un des deux camions ; il pourra nous être précieux le lendemain.
Dernière nuit dans ma villa d'Hydra, où nous rentrons à 4 heures du matin après quelques incidents mécaniques. Deuxième crevaison de pneus au bout de la ville où je raccompagnais Paul Driguez à son domicile. Bernard c ouche dans la voiture pour la faire réparer à la première heure tandis que je rentre à pied au du matin.

Samedi, 7 novembre

8h 00

Visite des chefs de groupe qui s'informent des résultats de notre tentative de la nuit.

9h 00

Rager, envoyé par Cordier vient mettre à disposition un groupe d'une quinzaine d'hommes ; je lui explique le plan d'ensemble et lui demande de revenir le soir, à 17 heures
Corniller vient me demander de l'essence. C'est maintenant pour essayer les voitures. Je l'informe que trois mille litres d'essence vont nous être donnés par le Consulat, dont 2.000 seront transportés au garage Lavaysse et 1.000 seront réservés aux Chantiers de Jeunesse qui doivent être chargés de la réussite du débarquement, de la garde du Général Giraud.

XXX h

D'Astier arrive et s'installe dans une pièce où le rejoignent bientôt Lemaigre-Dubreuil et Saint-Hardouin.

XXX h

Cordier arrive et me présente l'inspecteur des Postes Boillat qui sera adjoint au lieutenant Dreyfus pour la prise de la Grande Poste ; je l'envoie chez Raphaël Aboulker, son chef de secteur, prendre des étions. Cordier me demande de lui procurer une boulette empoisonnée pour le chien du Central ; je lui conseille d'aller la demander à la pharmacie Carcassonne qui nous avait souvent servi de boîte aux lettres pour communiquer avec mon ami, Roger Carcassonne, qui dirige le mouvement à Oran.

XXX h

Le mouvement se précipite ; des gens dans toutes les chambres ; présentations hâtives de gens qui font la même chose depuis deux ans, sans se connaître
D'Astier me présente à M. de Clermont-Tonnerre, récemment arrivé de France, qui s'occupera, paraît-il de diriger la Radio après le débarquement. M. Bringard attend dans une chambre à coucher que le Colonel Jousse, occupé à côté, puisse le recevoir tandis qu'arrivent successivement MM. R. Capitant et L. Fradin *(combat)* que nous mettons au courant de l'imminence de l'action.

XXX h

M. Bringard que vient de rejoindre le chef Watson, va s'occuper avec lui de chercher, au dépôt du Consulat, les 2.000 litres de carburant promis.

XXX h

D'Astier me demande quelqu'un pour envoyer de suite porter à nos amis de là-bas l'ordre de prendre les dispositions pour la nuit. Le candidat arrive une heure après, prend un repas que lui prépare en vitesse ma sœur et part dans une Peugeot dont on vient de faire le plein au garage Lavaysse.

XXX h

D'Astier, sur la demande du Général Mast, demande une auto et quatre hommes pour kidnapper la domestique japonaise de celui-ci, soupçonnée d'être une agente des Commissions d'Armistice, et que nous surveillons pour cela depuis quelques jours.

Je refuse de compromettre par une action prématurée qui risque d'être dangereuse, car elle se passerait en pleine ville, le sort de l'opération de la nuit, et, après discussion, d'Astier est de mon avis.

13h 45

Paul Driguez est envoyé au Général Mast auprès duquel il restera en permanence, afin d'effectuer à tous moments sa liaison avec nous, tandis que Marcel Feluce joue le même rôle jusqu'au soir, auprès de M. Murphy.

14h 00

Notre ami Queyrat de Cherchell arrive au 26. D'Astier lui demande de tenter, avec son groupe de Cherchell, la neutralisation du Fort de Duperre qui possède les seules pièces de marine à longue portée des régions où doit s'effectuer le débarquement. Il accepte ; par chance, le Dr Morali-Daninos, à qui j'avais demandé quelques semaines auparavant d'étudier la topographie des environs du fort, en a fait un excellent plan qu'il nous apporte. Le Chef Poncin, convoqué immédiatement, arrive à la maison et se met d'accord avec Queyrat sur le plan suivant :

Poncin chargera 500 litres d'essence sur le camion resté à Alger la nuit dernière, les transportera à Blida, fera le plein de deux autres camions qu'il mettra en état de marche avec l'aide de Merklen et d'un autre chauffeur des Chantiers. Un camion vide partira de Blida à 18 heures, ira directement à Cherchell où il prendra en dehors de la ville, à un endroit déterminé, Queyrat et ses hommes qu'il amènera au Fort de Duperre. Les deux autres camions amèneront à Alger 100 jeunes des Chantiers qui nous serviront de renfort et un groupe de civils réunis par Jean Bensaid que Lucien Adès qui partira à Blida avec Poncin, va alerter pendant que se font les préparatifs mécaniques. Pierre Alexandre emmène rapidement, à Cherchell, Queyrat qui prend le plan du Docteur et une excellente carte d'État- Major des environs

d'Alger dont le Colonel Jousse a apporté ce matin une trentaine d'exemplaires.

15h 00

Venu la veille au soir de Sétif, où, sur la demande de Boyd, Guy Calvet, l'a prévenu, Achiary, l'organisateur des résistances de la première heure, arrive au 26. Sans chercher à cacher la grande joie que me cause sa présence, je le mets rapidement, au courant et lui annonce que c'est pour le soir ; il est un peu dépaysé, depuis que le gouvernement de Vichy l'a muté d'Alger à Sétif, parce qu'il arrêtait trop d'espions allemands, mais il a toujours la même magnifique énergie qu'avant.

Il propose de réunir rapidement son équipe de « durs » de la B.S.T. et d'effectuer avec eux les arrestations civiles les plus importantes ; je lui donne deux chargeurs de 7.65, dont il aura peut-être besoin, et il part se mettre au travail.

16h 00

J'informe d'Astier et le Colonel Jousse de la fonte importante des effectifs dont me font part, heure par heure, les chefs de groupe par leurs éléments de liaison. Il semble qu'un quart du nombre prévu n'ait pas répondu à l'appel et nous nous demandons combien viendront au dernier moment sur les trois quarts restant ; nous craignons que l'absence des armes automatiques promises depuis si longtemps, qui est en grande partie à l'origine des premières défections, ne soit susceptible d'en amener d'autres. On comprend la réaction de gens à qui on promet des mitraillettes ultra-perfectionnées depuis un an et qui se verront distribuer des Lebels datant d'un demi- siècle et quelques cartouches pour neutraliser l'action de l'armée ; et il est malheureusement impossible d'expliquer à tous que notre arme principale, c'est la possibilité de nous introduire avec des uniformes illégalement portés et de faux ordres de mission dans la mécanique trop bien montée de la discipline militaire, que notre arme principale, c'est que nous sommes des volontaires en face de gens qui ne veulent pas se battre et feront tout pour ne pas se battre, parce qu'ils ont tous les jours, depuis deux ans, la tête martelée par une propagande qui leur vante les vertus de la défaite, que notre arme principale, c'est que les quelques meneurs sont décidés à n'abandonner, en aucun cas, un but qu'ils poursuivent depuis trop longtemps.

16h 30

M. l'Hostis, ami et collaborateur de la première heure d'Achiary, arrive au 26. Il nous informe qu'il a un groupe d'une trentaine d'hommes que nous n'attendions pas et qui est le bienvenu ; il est décidé que, sauf quelques-uns qui accompagneront le Colonel Jousse, l'ensemble de ce groupe qui se réunira au garage Merico, rue Charras,

se mettra par petits paquets sous les ordres d'Achiary pour effectuer des arrestations.

16h 45

M. Brown, spécialiste radio attaché au Consulat Américain vient, avec un adjoint, installer chez moi un poste émetteur-récepteur qui va nous permettre de communiquer avec Gibraltar et la Flotte. Quelques difficultés pratiques surviennent au moment de la pose de l'antenne sur la terrasse, du fait de la concierge de la maison, qui est déjà terriblement intriguée par les allées et venues croissantes d'intensité depuis la veille ; elle se révélera d'ailleurs la suite, parfaitement dévouée.

17h 30

Les chefs de secteur et de groupe arrivent uns après les autres ; je n'ai jamais fait autant de présentations ; l'aspirant Mucchielli, vieil ami que j'ai mis au courant le matin, vient mettre à mon service sa connaissance du Palais d'Été ; il fait la connaissance de son chef le sous-lieutenant Hayoun.

18h 25

25 personnes, réunies dans la chambre du fond autour du Colonel Jousse qui ferme la porte à clé et met la clef dans sa poche pour empêcher d'Astier et moi de quitter à chaque instant la pièce, comme nous y obligent les coups de téléphone reçus en permanence.

Mise au point rapide de la situation :

- 600 hommes, au lieu de 800 ont répondu à la mobilisation,
- des Lebels au lieu de mitraillettes,
- 6 cars donnés par l'A.T.A.N. au lieu de prévus.

Le Colonel Jousse

1 - nous donne un mot de passe qui servira entre nous et avec les troupes débarquées : « whisky—soda ».

2 - précise le déroulement horaire de l'opération qui commencera à 10h30, au garage Lavaysse.

3 - énumère une dernière fois les objectifs des troupes qui y sont affectées, les autos et cars attribués à chacun et précise certaines affectations laissées pour le dernier moment : c'est ainsi qu'est décidé que, parmi les officiers et gradés amenés par Pilafort, le Lt Darridan l'accompagnera. Le lieutenant Duquesnoy restera au Central comme chef de renfort éventuel, ainsi que le capitaine Bouin. L'aspirant Pauphilet sera adjoint à d'Astier pour l'l'arrestation de Juin, avec, sous ses ordres, le gradé amené par Rager ; le sergent-chef Sabatier prenant la tête de la section chargée d'arrêter le Général Mendigal.

4 - distribue en même temps que les rôles, ordres de Mission signés par le Général Mast et par lui ; au cours de cette distribution, un ami vient nous prévenir que la Police est alertée et qu'une perquisition va avoir lieu chez moi d'un instant à

l'autre. Tout le monde change d'étage et passe au 5ème chez Jacques Brunel où la distribution continue, tandis que je donne les brassards pour leurs hommes à chaque officier et sous-officiers chef de groupe.

XXX h

Le Commissaire du quartier M. Laffont, qui est un ami, envoie quelques agents pour surveiller la maison et nous prévenir en cas d'incident.

XXX h

Chez Jacques Brunel, je tire de mes dossiers les fiches, concernant 11 chefs P.P.F. et S.O.L. à arrêter et les donne à Achiary ; chacune comporte tous les détails sur l'adresse, le concierge, la nature des portes et des serrures des gens à arrêter. Achiary demande au Colonel Jousse s'il faut éventuellement tirer.

Le Colonel répond nettement : ne verser de sang en aucun cas.

XXX h

Arrivée chez moi des diplomates américains. M. Murphy me donne des paquets de cigarettes à distribuer, à défaut d'armes.

Le défilé recommence, mais cette fois, presque tout le monde est en uniforme ; ma sœur a transformé la salle à manger en buffet où chacun se sert, à la grande joie de plusieurs camarades qui n'ont pas eu le temps de rentrer chez eux.

XXX h

Les premiers chefs de groupe arrivent au garage Lavaysse où Jacques Brunel dirige la répartition des voitures qu'il a préparée depuis la veille et le maniement des fusils et des munitions. Une à une les photos sortent en portant dans un coin le chiffre des affectations : A1, A2, etc...

XXX h

Je monte chez Jacques Brunel reprendre les que j'y avais fait monter au moment de l'alerte de 19 heures ; j'entends une violente discussion : c'est le chef de la Police Politique Delgove, qui alerté par le mouvement anormal de la maison depuis la veille, est venu voir ce qui se passait : Achiary l'a rencontré dans l'escalier et arrêté sans contestation. Deux hommes sont envoyés par Mario Faivre qui est en bas, chez moi, pour le garder en vue avant de le transporter au Central.

Je redescends et trouve Pilafort en grand uniforme et casque de cuir ; il me demande quelques ordres de mission qui lui manquent et que je dactylographie immédiatement ; le Colonel Jousse m'a fourni un cachet de la Place d'Alger avec lequel j'authentifie une signature assez mal imitée.

XXX h

L'encombrement est poussé à son maximum dans la maison où se côtoient officiers français et membres du Consulat, tandis que, dans

la salle de bains transformée en station radio s'échangent des messages avec Gibraltar et la Flotte.

11h 45

La réunion s'est effectuée normalement au Garage Charras pour le groupe l'Hostis avec lequel nous sommes en contact permanent.

Dimanche, 8 novembre

0h 30

Les envoyés des différents groupes devant servir de renfort au Central arrivent les uns après les autres ; parmi eux, deux musulmans amenés par Mario Faivre.

0h 35

Toutes les autos sont parties du garage Lavaysse.

1h 50

La nouvelle arrive : tout s'est passé comme prévu au Central.

En l'absence du Colonel A., dont la défection se confirme, je conduirai l'ensemble de l'opération. Sans me rendre compte des responsabilités qui vont m'incomber, je me prépare à m'installer au P.C. du Central et prends la tête d'une colonne de 20 hommes qui quitte le 26 en bon ordre. Notre armement laisse assez à désirer dans l'ensemble ; cependant, Bernard a une carabine américaine que lui a laissée à Cherchell le Général Clark, Lucien Chiche a un fusil de 36 et je porte la seule mitraillette de l'affaire, une Sten arrivée par la valise diplomatique quelques jours avant et que Mr Murphy m'a symboliquement donnée.

Arrivée au Central où les agents sont très étonnés de cette intrusion de civils armés et porteurs de brassards. M. Esqueyre, à peine habillé, semble à moitié endormi ; il m'accompagne au Standard où je m'installe avec Jean Athias, Bernard, Lucien Chiche, Roger Barrucand, José Chiche et Guy Calvet ; ce dernier, qui n'a aucune expérience des armes à feu, s'est armé de ma machine à écrire et prend des notes ; l'agent de garde chargé du Standard que nous réveillons constate, à son grand étonnement et à notre profonde satisfaction, que les lignes téléphoniques ordinaires ne marchent pas, et branche le fil spécial police de l'existence duquel il est très étonné que nous ayons connaissance.

2h 00

Le Commissariat du X^{ème} est le premier à répondre à mon appel ; Stéphane Aboulker m'annonce l'installation normale au Commissariat du petit groupe dont il a le commandement, tandis que son frère Raphaël est en train de contrôler l'occupation des différents objectifs de son secteur.

2h 05

Le groupe B2, préfecture, informe de sa mise en place normale.

2h 30
Le P.C. du Secteur A annonce à son tour que tout va bien ; puis c'est D. qui appelle : les effectifs n'ont permis que l'occupation du Central Téléphonique où la rupture des communications a été réalisée à l'heure prévue. Le lieutenant Ruff, qui me parle, m'informe qu'en raison de l'absence d'armes automatiques, il s'est cru autorisé à cambrioler, au dernier moment, dans un entrepôt des Ponts & Chaussées, une assez grosse quantité de dynamite qui fonctionnera si ça se gâte.
Je lui annonce que tout est en place et qu'à l'heure actuelle, les premiers commandos ont dû débarquer et doivent venir vers nous à marche forcée.
2h 40
M. Delgove est transporté du 26 au Central où nous le mettons dans une geôle à la grande stupéfaction des agents qui comprennent de moins en moins.
2h 45
Les groupes A, B et D sont normalement installés. D'Astier vient nous annoncer que les arrestations de Juin et Mendigal se sont effectuées avec une parfaite simplicité. Darlan qui se trouvait à la villa de Juin est également bloqué. Je demande s'ils sont transportés dans l'endroit prévu, une villa isolée à 15 km. de la ville ; il me répond que c'est inutile pour le moment et que M. Murphy est en pleine discussion avec eux.
Le Colonel Jousse est venu au Central après avoir arrêté le Général Koeltz et s'installe au premier étage avec Esqueyre ; ils sont rejoints par Achiary qui a effectué sans coup férir les arrestations prévues. Delgove, fusil dans le dos et mains en l'air est conduit devant le Colonel Jousse qui l'interroge tandis qu'Achiary lui explique que les temps ont changé ; « regardez-le qui fait la p. » commente-t-il tandis que le prisonnier supplie qu'on l'épargne en proclamant des sentiments antiallemands tout nouveaux.
2h 30
M. Capitant, M. Fradin et le Colonel Tubert, arrivent au Central et viennent au Standard se mettre à notre disposition.
2h 45
Le Colonel A. très pâle, vient au Central. Sans un mot échangé, devant notre attitude, il s'en va définitivement.
3h 00
Sur ma demande, Raphaël envoie au secteur A, qui manque d'effectifs, un renfort de 10 hommes sous les ordres du lieutenant Djian.
Le Colonel Tubert prend la tête d'une douzaine d'hommes, et part en renfort à la villa Mendigal tandis que le capitaine Bouin fait de même pour la villa Juin.

Les 100 jeunes des Chantiers, amenés de Blida sont arrivés au Central peu après notre installation sur un refus du Chef C., qui les commande de désigner 20 hommes dont nous avons besoin pour un renfort, je fais demander au 26 quel est le rôle de ces hommes ; d'Astier me fait répondre que les Chantiers ne doivent pas participer à l'opération contre l'armée et qu'ils sont uniquement destinés à servir de garde d'honneur au Général Giraud.

3h 00

Des coups de canon partis des forts et de l'Amirauté et l'annonce qu'un destroyer tente de forcer la passe nous confirment la réalité du débarquement. J'explique aux agents qui nous entourent que les Américains ont débarqué et sont en marche sur Alger et que le Général Giraud, actuellement à Alger, a pris le commandement de l'armée qui s'est complétement ralliée ; nous sommes là et dans tous les points stratégiques de la ville pour aider la Police à maintenir l'ordre que des éléments à la solde de l'Axe pourraient tenter de troubler. Stupeur générale ; joie apparemment sincère de quelques uns, silence des autres, l'un d'eux conclut en exprimant l'étonnement général : « Ce n'était pas un exercice de défense passive. »

3h 15

À tous les Commissariats de quartier qui appellent le Central pour demander des consignes, je donne l'ordre, en me faisant passer pour le Commissaire Central :

1 - D'envoyer immédiatement au Central tout le personnel en service et tout celui qui, alerté par les sirènes va s'y présenter dans les minutes qui suivent et tous les Commissaires, notamment, doivent immédiatement rejoindre le Central où ils ont des ordres à recevoir ; seul, un homme de garde restera dans chaque Commissariat, chargé d'assurer le service du Standard téléphonique.

2 - Dans les Commissariats occupés par des V.P., l'homme de garde continuera à l'officier commandant le détachement, comme il le fait depuis 2 heures du matin.

3 - Dans les Commissariats non occupés, l'homme de garde mettra immédiatement en communication avec moi toutes les personnalités officielles, civiles et militaires qui se présenteront.

C'est ainsi que, de trois heures à cinq heures du matin, je prodigue des mensonges à tous les fonctionnaires, à tous les officiers, à tous les permissionnaires qui trouvant le téléphone coupé, n'ont pas d'autre solution que d'aller demander au Commissariat de son quartier voir ce qui se passe.

C'est ainsi que, à M. Ettori, secrétaire-général du Gouvernement Général dont il est le chef en l'absence de M. Châtel, je demande de venir immédiatement au Central où « les autorités civiles et militaires réunies l'attendent pour délibérer sur la situation ; il arrive

immédiatement en auto et rejoint Delgove dans les geôles du commissariat.
C'est ainsi que plusieurs dizaines d'officiers de tout grades se présentent à la XIX^{ème} Région, à l'État-Major de Division, au Palais d'Été, au Palais d'hiver, à l'État-Major de Place, dans les Commissariats qui font office de P.C. où chaque fois, selon leur attitude et leur grade, ils sont renvoyés chez eux avec l'ordre d'y attendre d'être appelés, ou, au contraire, immédiatement arrêtés et mis hors d'état de nuire.
Quelques-uns d'entre eux, au P.C. du groupe XXX se rallient au mouvement, tandis que deux officiers de la commission d'Armistice italienne viennent au Palais d'Hiver se mettre sous la protection de nos V.P. qui les arrêtent en leur donnant courtoisement des explications. Je téléphone immédiatement cette bonne nouvelle qui provoque dans nos groupes où le moral est excellent une hilarité générale ; je leur annonce en même temps, à XX h. du matin, que les premiers commandos sont signalés à 8 km. d'Alger et se dirigent vers Saint-Eugène, ce qui est faux, car, tandis que le commando du port semble être en train d'échouer, nous n'avons aucune nouvelle des autres ; il paraît urgent d'aller à leur rencontre et de les secouer un peu ; il suffirait que quelques centaines d'hommes arrivent maintenant pour que nous leur remettions, comme prévu, la ville que nous occupons intégralement, sans qu'une goutte de sang soit versée. Le Colonel Jousse et les XXXiers qui l'entourent se dirigent à la rencontre du Général Rider qui a dû débarquer à Sidi-Ferruch, tandis que, au Standard, les communications avec la ville augmentent à chaque instant de fréquence, à tel point que Guy Calvet qui, jusqu'à 3 heures du matin a pu les minuter, se contente maintenant de noter les plus importantes.
Appel de la Préfecture : « Whisky Soda Ici B2. Ici José »
XXX h
M. Temple, préfet, avec qui nous avons depuis le début de notre occupation une conversation des plus cordiales, insiste pour voir les autorités ; il se préoccupe du ravitaillement et nous assure de tout son concours pour les jours à venir.
- Remercie-le et dis-lui qu'il sera reçu un peu plus tard.

Nouvel appel de B2 qui nous informe que M. Breuleux, chef de la L.F.C. vient de se présenter à la Préfecture pour voir le préfet ; il a été arrêté. Je mande à B2 de le garder pour le moment, car nous n'avons au Central qu'une seule auto ; nous viendrons le chercher plus tard ; je préviens immédiatement tous les secteurs de cette autre bonne nouvelle.
J'informe tous les chefs de groupe à 5h 30 que les Américains sont à 6 km. de la ville, ce qui est une pure invention, et à 6h 15 qu'ils sont entrés à Saint-Eugène, ce qui n'est pas plus vrai, mais, par contre, je

dis la vérité, en leur annonçant à 6h 25 que le premier soldat américain entré à Alger vient d'être amené en auto au 26 par le chef Watson, qui commande les groupes de guides, et qu'il s'est tranquillement installé à la maison. Adès, qui vient d'arriver au Central et de nous dire cette bonne nouvelle, nous raconte les difficultés qu'ils ont rencontrées avec les commandos qui ignoraient complétement le mot de passe, et leur ont tiré dessus ; ils n'ont pas pu les décider à entrer dans la ville et ils sont en ce moment à 4 ou 5 km. d'Alger, à l'Ouest et au Sud, sans se décider à y pénétrer.

6h 45

Le Commissariat de Birmandreis signale que 4 soldats américains sont cachés dans une villa. Ordre de les laisser, pour le moment, pendant que « j'alerte l'autorité militaire. »

Le même Commissariat rappelle un moment après pour nous informer que des tracts en français et en arabe ont été lancés ; il m'en donne lecture : il s'agit d'une proclamation du Général Giraud que je demande au Commissaire, à sa grande stupéfaction, de dactylographier et de diffuser dans le village.

7h 00

Nouvelles alarmantes venant de tous les secteurs ; des gardes mobiles ont repris les villas de Juin et Mendigal et se dirigent vers l'Amirauté et la XIX^{ème} Région. Des secteurs A et B on me demande ce qu'il faut faire ; c'est la première fois depuis le début de l'opération que je me rends compte de la terrible responsabilité qui m'incombe, et que je suis seul à supporter. Après avoir hésité quelques instants j'appelle A et B, qui sont les plus directement menacés, je les informe de la réussite totale de l'opération, puisque les troupes de débarquement sont aux portes de la ville qu'elles entourent complétement, sans qu'aucune résistance de l'armée ait pu même s'ébaucher ; je leur demande d'abandonner leur poste qu'il n'est plus nécessaire de tenir, en gagnant, si possible, du temps à parlementer.

7h 05

Ruff m'appelle de D. pour informer que deux S.O.L. installent à quelques dizaines de mètres du Central Téléphonique une mitrailleuse sur le toit de 'Arsenal. Que doit-il faire ? Je donne d'ordre de tirer.

7h 07

Il rappelle : un des deux hommes a été abattu ; l'autre s'est sauvé.

7h.15

Nous apprenons que deux auto-mitrailleuses du 5ème Chasseurs et un groupe de F.M. ont entouré la Grande Poste sur laquelle ils tirent ; le lieutenant Dreyfus, commandant le détachement de 15 volontaires a refusé de se rendre.

7h 25
Pilafort n'a pas bougé du XIXème Corps où il tient toujours prisonnier le Général Koeltz qu'est venu rejoindre dans le courant de la nuit le Général Roubertie, arrêté par le groupe A3. Le Colonel de Garde Mobile, qui cerne le XIX^{ème} Corps, lui a posé un ultimatum d'avoir à se rendre. Il a refusé en invitant le Colonel à se ranger sous les ordres du Général Giraud.
8h 15
Les communications téléphoniques rétablies nous indiquent que la poste a dû être reprise par l'armée ; nous ignorons le sort des V.P. qui la défendaient.
Des V.P. arrivent de différents secteurs ; ils m'annoncent que beaucoup de camarades ont été faits prisonniers par l'armée au Palais d'Hiver, à la Caserne Pélissier et aux domiciles des Généraux Juin et Mendigal, et par les marins à l'Amirauté ; ils considèrent tous que la partie est perdue. Je les rassure et leur explique que l'objectif essentiel est atteint : nous avons amplement dépassé notre but ; la mobilisation a été complétement paralysée, tandis que nos Alliés débarquaient sans coup férir ; n'en étant plus à un mensonge près, je raconte à tous que le Général Giraud a débarqué comme prévu, et qu'il va passer les troupes américaines en revue, rue Michelet, un peu plus tard dans la matinée. Cet optimisme feint finit par être partagé par tous d'autant plus que, dans le même temps, nous arrêtons par douzaines des Sol en uniforme auxquels les agents de Police, qui sont entrés dans la danse avec joie, ont distribué d'épouvantables raclées avant de les mettre dans les geôles, habituellement réservées aux filles publiques en rupture de carte.
Confiant le Standard à Guy, je ne résiste pas au plaisir d'aller avec Bernard à la Préfecture prendre livraison de M. Breuleux, qui vient rejoindre ses séides où figurent notamment le sous-chef du S.O.L d'Alger et le chef du groupe universitaire M. Cohen auquel le titre de procureur général de l'État Français de son père n'a pas évité un passage à tabac dont les agents de police multiplient les démonstrations.
Je suis stupéfait de trouver à la Préfecture, comme adjoint du chef de groupe, mon cousin le sous-lieutenant Sadia Oualid ; touché au dernier moment, il n'est pas moins étonné d'apprendre que le José avec lequel il a communiqué toute la nuit était son cousin.
L'aspirant Mucchielli est venu à 8 heures nous annoncer que tout s'était magnifiquement passé : Palais d'Été dont nous n'avions pas eu de nouvelles téléphoniques parce que le chef de secteur, le commandant Homo, n'avait pas jugé bon d'occuper le Commissariat qui, prévenu téléphoniquement par moi, l'attendait pourtant. L'aspirant Mucchielli retourné dans son secteur, a immédiatement

établi le contact téléphonique et communique avec nous depuis 8 heures et demie.

10h 15

Notre groupe du Central est grossi d'une vingtaine de V.P. repliés d'un peu partout; l'Inspecteur Dominique Lantali, qui se révèle magnifique d'énergie et de décision, nous procure 2 fusils-mitrailleurs et quelques chargeurs ; il prend l'un d'entre eux, Stéphane Aboulker, qui vient d'arriver et a annoncé à tous que c'est son frère Raphaël qui a lu à la Radio le discours du Général *(Giraud) ;* il prend l'autre ; je prends ma Sten que j'ai ostensiblement exposé dans le Commissariat et les environs, en expliquai à tout le monde qu'il y en a 500 comme ça da toute la ville et, suivis de quinze V.R., nous partons dans 5 autos vers la Préfecture, qui vient de no informer qu'elle est cernée par la Garde Mobile, en laissant le Standard à Guy, à son frère Edouard Calvet et à un petit groupe qui assure l'ordre dans les environs du Commissariat.

Nous arrivons à la Préfecture où j'explique au Colonel de Garde Mobile, qui admire beaucoup ma Sten, que nous avons des ordres de la Place et que nous voulons bien abandonner une garde qui n'a plus d'objet, mais à la seule condition que contrairement à l'ultimatum qu'il vient de nous porter, nous emportions avec nous toutes nos armes. Il part avec Sadia Oualid au Commissariat Central où le capitaine Zurcher, adjoint de Jousse, lui confirme les ordres de la Place et revient à la Préfecture, pas du tout persuadé du caractère légal de notre action, mais très sagement, devant l'arrivée inattendue de notre groupe bien armé, désireux d'éviter une inutile effusion de sang ; trouvant lui et ses officiers que viennent de rejoindre à 150 mètres une compagnie de Garde Mobile, nous avons la satisfaction profonde de transporter dans nos autos les Lebels et leurs munitions et de rejoindre Central où nous les déposons. Je trouve Guy qui, au milieu du vacarme épouvantable qui règne dans le Commissariat, continue au Standard à distribuer à tous les Commissariats et aux États-Majors, avec lesquels les communications sont rétablies, les ordres les plus invraisemblables avec un calme parfait.

Sur une information d'un agent de police qu'un groupe de V.P. commandés par Pilafort se trouve en difficulté à la Colonne Voirol Bernard, trois camarades et moi y allons ave la citroën du Consulat, Nous trouvons un barrage de circulation dirigé par Pilafort. Il a été arrêté par la gendarmerie locale mais il n'a pas tardé à renverser les rôles et maintenant, il arrête toutes les autos qui passent et les policiers qui tentent de se replier à Blida ; sont aussi arrêtés l'Amiral Moreau, l'Inspecteur de la D.S.T. Lajeunesse et le Secrétaire de la Préfecture Lavaysse, entre autres.

Nous redescendons tous au Central où nous laissons les prisonniers et, tandis que Pilafort commence à établir, Bd Baudin, devant le

Commissariat Central, un barrage analogue au précédent, notre petit groupe de deux autos avec le F.M. de Lantali et ma Sten ostensiblement affichés aux portières, part à la recherche du Colonel Tubert et de Sadia Oualid qui ont été arrêtés, un quart d'heure avant, par deux membres de la défense passive armés fusils. Nous perquisitionnons sans succès à l'État-Major de la défense passive et à la direction générale de la L. F. C. que nous trouvons également vides. Nous rentrons au Central après avoir en outre arrêté et fouillé plusieurs membres de la défense passive dans laquelle il semble qu'une semi-mobilisation de S.O.L. se soit camouflée.

XXX h

Devant le Central, où une centaine de V.P. sont venus se mettre sous ses ordres, Pilafort bloque toute la circulation militaire. Le Bd Baudin est la route la plus courte entre les États-Majors et les casernes qui sont aux deux extrémités de la ville, et Pilafort, en arrêtant tous les officiers qui passent, et immobilisant des dizaines de voitures, en bloquant au Commissariat deux superbes camions de D.C.A. de 75 monté et quatre mitrailleuses contre-avions, paralyse les préparatifs de mobilisation qui commencent maintenant de façon active.

Malgré d'Astier que je viens de passer voir au 30, rue Michelet où il loge chez les Alexandre, et qui m'a dit de faire évacuer le Central, Pilafort continue sa magnifique action tandis que notre groupe de V.P. et les agents de police le regardent agir au milieu du boulevard, revolver au poing. Tous suivent ses ordres, et, dans le Central, les officiers s'entassent dans les geôles au lieu d'aller prendre leurs commandements.

14h 45

Le canon de 75 monté est mis en position dans l'intérieur du Commissariat tandis que des F.M. et des mitrailleuses que nous venons de prendre sont installés au 1er étage par le Colonel et le lieutenant Cohen.

15h 00

D'une voiture qui s'approche, une rafale part ; Pilafort vide, presque à bout portant son revolver sur les occupants, fait quelques pas et s'affaisse. Il est transporté dans l'intérieur du Commissariat, où seul médecin, je l'examine ; balle dans l'abdomen, il faut opérer d'urgence ; une ambulance arrive et je l'emmène à la clinique Solal : Examen-Radio. Intervention. Il fait dans la salle d'opérations où je commence à l'anesthésier une chaleur épouvantable. Perforation du foie et de l'intestin. Je sors de la Clinique vers 6 heures moins le quart et constate que des barrages militaires bloquent le Bd Baudin. Je rentre au 26 où je suis reçu par l'Américain amené le matin ; j'ai beaucoup de peine à lui expliquer que je suis un ami et que cet appartement est le mien, tandis qu'il me braque un F.M. Colt sur

l'abdomen. Je monte à 19 heures à la Colonne Voirol, après être passé voir Pilafort qui s'est réveillé.
Des tanks défilent en ville. Des patrouilles de chasseurs et de tirailleurs circulent. Les forts continuent à tirer, tandis que des avions allument des incendies sur les docks. Je pense que tout est raté quand, à 8 heures moins le quart, je rencontre en faction, à la colonne Voirol, une sentinelle anglaise qui me dit simplement : Armistice.
Nous avons gagné.
Il semble nécessaire de préciser, pour terminer ce rapport, un certain nombre de points :

I° - La participation des Chantiers de Jeunesse à l'opération du 8 novembre a comporté, outre d'Astier qui fut le créateur et le chef de tout notre mouvement, le chef Watson, le chef Beyler, et 6 jeunes chefs. Si les Chantiers, et à leur tête le chef Van Heck, ont joué un rôle magnifique dans la création et le développement du mouvement par toutes les facilités de transport qu'ils ont pu donner à d'Astier, il est inexact de prétendre qu'ils ont effectué l'opération. Les 100 jeunes amenés de Blida n'ont servi qu'à partir du 10 novembre de garde personnelle au Général Giraud.

2° - On a beaucoup reproché au groupe Combat sa non-participation à l'opération du 8. Il est nécessaire de souligner, ici, que le groupe Combat a rendu les plus grands services en éditant un journal clandestin ronéotypé qui a grandement contribué à maintenir le moral de nos amis. S'ils n'ont pas été orientés vers la constitution de groupes de résistance, MM. Capitant, Fradin et le Colonel Tubert sont venus personnellement au Commissariat Central se mettre à notre disposition.

3° - J'ai été l'objet de reproches pour avoir maintenu intégral, jusqu'au 6 novembre, le cloisonnement entre mes chefs d'Astier et le Colonel Jousse d'une part et, d'autre part, les chefs de groupe ; si ce cloisonnement étanche a été à l'origine d'une perte de temps dans les derniers moments, et même de la perte de quelques effectifs, je crois que la discrétion rigoureuse qui en a découlé a été à l'origine de notre succès.

Je tiens à remercier ici pour cette raison :

- mes chefs Henri d'Astier de la Vigerie, et le lieutenant-colonel Jousse, et tous mes camarades, de m'avoir témoigné une confiance qui a permis ce cloisonnement,
- mon Père, le Professeur Henri Aboulker et ma sœur, Madame Colette Danan, qui, après m'avoir soutenu sans cesse de leur aide morale et matérielle, ont mis à notre disposition leur domicile qui servit de P.C. Général et de Centre Radio aux chefs français et américains du débarquement.

Signé : José Aboulker.

Mon ami Roger Carcassonne, qui créa le Mouvement de libération avec Henri d'Astier, fut le chef de l'organisation d'Oranie et conçut depuis l'origine les plans d'action qui remportèrent à Alger un plein succès.

V - RAPPORTS DES CHEFS DE GROUPEMENTS

Groupement A

(Rapport du Dr Morali-Daninos, chef du groupement)

Préambule

Le secteur Alger-Ouest, attribué au groupement A, affecte la forme d'un triangle dont la base, baignée par la mer, n'est pas rectiligne mais courbe. Cette base pousse une pointe vers la mer : c'est la rampe de l'Amirauté qui se continue par la jetée Nord. Sur la rampe, avant d'arriver à l'Amirauté, on trouve l'État-Major de subdivision et place, objectif de la section A3 et base du barrage, entre l'Amirauté et la ville.

Vers l'Ouest, et toujours à la base du triangle, la caserne Pélissier fait face au grand Lycée d'Alger Elle contient l'École des apprentis marins, le commandant de la cavalerie, la prison militaire (asile forcé de bon nombre de gaullistes), la caserne de la gendarmerie maritime légère et enfin l'État- Major de la division, objectif de la section A.

Au milieu de côté Est du triangle, le Palais d'Hiver du gouverneur, construction de style mauresque protégée par des grilles, abrite l'État-Major du commandement en chef en Afrique du Nord. Le Palais d'Hiver est encaissé au fond de la place Cardinal Lavigerie sur laquelle donnent la Cathédrale et l'archevêché. L'État-Major du commandement en chef Afrique du Nord sera occupé par la section A2.

Enfin, juste au milieu du triangle on trouve le commissariat de la rue Bruce, situé au début même de la caserne, au fond d'une impasse. Commissariat typique fait de petites pièces situées au rez-de-chaussée, cartons verts, barrière brune entre le « bureau » et l'endroit réservé au public, etc.

Ce sera le poste de commandement du groupement A. Il sera occupé par la section commandement appelée A.

Préparation

A - Composition du groupement Alger-Ouest

Le groupement A ou Alger-Ouest, comprenait à l'origine plus de 180 hommes. Il fut divisé en quatre sections : A9, A19, A29, A30.

Section A : Commandement, liaisons : Le Dr André Morali Daninos, chef du groupement A et de la section A, assisté de Wiel et d'Albou. La section comprend 25 hommes, P.C. au Commissariat de la rue Bruce. Depuis longtemps, j'avais été averti de l'adjonction éventuelle pour l'action d'un militaire expérimenté, totalement étranger à la formation des groupes. C'est ainsi que je reçus chez moi, le

vendredi 6 novembre, le lieutenant d'aviation Marnat envoyé par José Aboulker. Avec le lieutenant Marnat et le lieutenant Cohen, nous mettons au point les derniers détails de l'action. Le mot de passe de la section A4 est : « Mustapha supérieure ».
Section A3 : Commandée par le lieutenant Cohen assisté du sergent Loufrani est forte, sur le papier, de 50 hommes. Cette section doit établir sur la rampe de l'Amirauté, un barrage des isoler l'Amirauté du reste de la ville. Mot de passe « Hydro Parc. »
Section A2 : Commandée par le lieutenant C. assisté de de Cardonna. Même effectif que la précédente, mot de passe : « France, Liberté » La section A2 doit bloquer le Palais d'Hiver, État-Major du commandement en chef de l'Afrique du Nord.
Section A1 : Commandée par le sous-lieutenant Imbert : forte, elle aussi, de 50 hommes, elle doit occuper le bureau de garnison de la caserne Pélissier. Le sous-lieutenant Imbert est assisté du sous-lieutenant et de l'aspirant Ouhaoun. Mot de passe : « Colonne Voiral ».

B - Mobilisation du groupement A

Principe général : Cette mobilisation devait de toute nécessité revêtir les mêmes caractères que ceux qui avaient présidé à la formation des groupes, c'est-à-dire :

a) Compartimentage très strict, laissant les échelons subalternes dans l'ignorance absolue les uns, les autres

b) Secret rigoureux, puisque la plupart des volontaires crurent longtemps de très bonne foi qu'il ne s'agissait que d'un exercice de mobilisation.

Ces deux dernières conditions contribuèrent certainement à diminuer les effectifs. Par contre, elles leur donnèrent une homogénéité et une maniabilité considérables. La notification de l'alerte fut faite aux volontaires par fiches écrites, distribuées individuellement à domicile par les agents de liaison, travaillant sous la direction de Wiel et d'Albou. Le lieutenant Cohen et le sergent Loufrani, assistés de volontaires du groupe de liaison, s'installent donc dans mon bureau et, ensemble, nous commençons 1a besogne. À partir de cet instant précis, vendredi 6 novembre à 7 heures du matin, ma maison devient ainsi le poste de commandement et le lieu de rendez-vous du groupement ; recevoir séparément des personnes que ne doivent pas encore se connaître, faire partir les agents de liaison chargés chacun de cinq ordres de mobilisation, les recevoir à leur tour et pointer les résultats sur une liste que j'écris pour la première fois, tel est, dans ses grandes lignes, le travail de mobilisation. Les fiches distribuées à domicile portent :
Le nom du volontaire prévenu et son adresse,
L'endroit et l'heure du rassemblement,

Au bas de la fiche : « Tenue civile ou militaire, emporter un casse-croûte dans une musette, secret absolu. »
Cette préparation est longue. Chaque agent, partant avec cinq fiches, revient avec un ou deux résultats positifs, un ou deux autres douteux, par exemple, parce qu'il n'a pas trouvé chez lui le volontaire à prévenir, un autre nettement négatif parce qu'il s'est heurté à un refus pur et simple.
Par ailleurs, il faut convoquer personnellement certains chefs de section ou de sous-section ou de groupe et, autant que possible, recevoir tout ce monde dans des pièces séparées. C'est ainsi que, de mon bureau, nous envahissons peu à peu les autres pièces, y compris naturellement la salle à manger. Ma femme est au courant depuis 8 jours. Le nombre des invités ne l'effraie jamais, et comme elle sait ce qu'on doit à des amis dont on dérange les habitudes, elle ravitaille, avec son calme habituel, les personnes qui entrent et sortent. Dans ses moments libres, elle aide à la rédaction des fiches.
Le soir, première réunion plénière des chefs de groupements, au 26, sous la présidence du Colonel Jousse : attribution officielle de ma mission (dont José Aboulker m'avait informé la veille) ; ordre de revenir rendre compte dans la journée des résultats de la mobilisation et de revenir le lendemain samedi, à 17 heures. Les autres chefs de secteur que je connais pour la première fois comme tels et parmi lesquels je retrouve de vieux amis, sont présentés, ainsi que moi-même, à Henri d'Astier et au Colonel Jousse, par José Aboulker.
En effet, contrairement à ce qui avait été prévu, et en raison de l'insuffisance des transports, je reçois, au dernier moment, l'ordre de mobilisation par section et non par groupes de 5.
Lieux de rassemblement : Pendant que la mobilisation se poursuit, je prépare avec Cohen et Loufrani un plan de mise en place des sections. La section A, section de commandement, se réunira chez moi. Pour les autres sections, le problème est difficile. Les volontaires ne peuvent pas attendre dans la rue, depuis le moment du rassemblement jusqu'à celui de la distribution des armes. Aussi je passe une partie de la matinée à courir la ville à bicyclette pour solliciter d'« amis sûrs » l'autorisation de réunir 50 personnes dans tel ou tel de leurs locaux. Motif : réunion préparatoire à la constitution d'une société sportive. Refus sur toute la ligne. Nous décidons alors de nous passer d'autorisation et nous adoptons le plan suivant :
La section A3 : se réunira dans une fabrique de confiture, proche de mon domicile. De fait, le lieutenant Cohen et le sergent Loufrani se rendent le samedi, vers 6 heures, dans cette fabrique. Plus personne évidemment, sauf le gardien auquel on notifie péremptoirement qu'un exercice de défense passive nécessite pour le soir même, à

11 heures, l'occupation des locaux par 50 hommes. On prend bonne note de son acceptation et on surveille discrètement les abords de la fabrique.
La section A2 : se réunira dans un appartement prêté par Zenouda, rue Solférino.
La section A1 : dispose d'un local de scouts dont on a forcé la porte.
Un local supplémentaire est prévu : un « boulodrome » au bord de la mer, dont un de nos amis avait, par mégarde, oublié de fermer la porte.
Ayant ainsi assuré les « bases de départ » nous faisons le bilan des effectifs. Déjà, la journée de vendredi avait montré une proportion inquiétante de défections. J'en rends compte au 26. Réponse : « l'essentiel, c'est que la mission reste la même. » Le samedi matin se passe à compléter fébrilement la mobilisation. On envoie une dernière sommation aux hésitants.
À 17 heures je me rends, avec les chefs de section, au 26 où les derniers ordres sont distribués par le Colonel Jousse et les dernières consignes rappelées : le ralliement de l'Afrique Française, sa rentrée dans la guerre, doivent s'effectuer sans effusion de sang. Aussi, défense de tirer : chaque « Français d'en face » a son rôle à jouer contre l'Allemand. La prise d'Alger se fera sans effusion de sang français. Une justice autorisée saura, après le succès, châtier les traîtres.

C - Le Ravitaillement en armes

À 21 heures, las d'attendre les « retardataires », nous décidons de prendre livraison des armes. Le lieutenant Cohen et moi revêtons nos uniformes dont nous n'avons jamais été si fiers et, à 9h 25, nous passons prendre le sous-lieutenant Imbert chez lui, et nous nous rendons au garage Lavaysse, suivis à quelque distance de quatre chauffeurs et de quatre volontaires destinés à la manipulation des armes. En ville, tout est calme : éclairage réduit comme depuis plusieurs mois, mais aucun signe d'inquiétude. Nous croisons des militaires de tous grades et nous échangeons le salut avec eux dans les formes réglementaires. Nous arrivons sans encombre au garage, où nous devons prendre livraison des armes. Le groupement A, le premier servi emporte près de 200 fusils dans 4 voitures. L'organisation est impeccable. Le chargement et la mise en marche des voitures s'effectuent sans incident.
Entre 0h 15 et 0h. 45, les voitures sortent en silence dans la rue Michelet, tous feux éteints : uniformes, moyens de transport, ordres de mission, fusils Lebel : tous les attributs de l'ordre établi. Ainsi, après deux ans et demi d'absence très illégale, rompant de nous-mêmes notre « congé d'armistice », nous reprenons le combat.

D - Effectifs à 0h 45 et distribution des armes

Les chauffeurs, choisis pour leur habileté et leur connaissance des rues de la ville, nous mènent à un train d'enfer, tous feux éteints, aux lieux de rassemblement. Nous trouvons les sections A, A3, en place, et la distribution des armes et des brassards V.P. se fait avec rapidité, mais dans un silence tout relatif ; il faut tout de même expliquer aux moins de 20 ans le maniement d'une culasse, même si celle-ci se verrouille imparfaitement.

Il en fut tout autrement à la section A2. Cette section devait se rassembler au local Zenouda. Or, celui-ci ne put, au dernier moment, être utilisé. À la suite d'une bagarre entre ivrognes ayant nécessité l'intervention de la police, beaucoup de volontaires se retirèrent et se rassemblèrent près du local de secours prévu, au quartier Nelson. C'est là qu'ils furent retrouvés, au nombre de douze, par C. Sirot, leur nouveau chef. Celui-ci, rejoint peu après par quatre hommes du groupe de liaison, eut le grand mérite de se présenter au poste du Palais d'Hiver et d'exécuter sa mission avec cet effectif réduit.

Réalisation du plan

A - Marche vers les objectifs et prise des objectifs.

Ainsi armées et équipés, les sections rejoignent leurs objectifs.

La section de commandement rejoint sans difficulté le commissariat du 1er arrondissement. En route, nous rencontrons des agents de police qui nous regardent avec un étonnement non dissimulé mais n'interviennent pas. D'ailleurs, nous sommes en règle ; c'est bien aussi l'avis de l'agent secrétaire au commissariat qui cède assez vite à la pressante invitation que nous lui faisons de nous donner sa place. Un ordre écrit, signé et tamponné, les canons des fusils qui, au dehors, accrochent la faible lumière de la rue, un téléphone muet, tels sont les éléments qui entraînent son adhésion immédiate. Aucun bruit, sauf cependant les cris des ivrognes et autres délinquants du samedi soir : ceux-ci sentant ce qui se passe, demandent à être libérés, ce que nous nous gardons bien de faire, étant pleinement conscients de notre mission du maintien de l'ordre.

L'agent secrétaire se voit courtoisement prié de rester à son fauteuil, devant ses registres, et de renvoyer du commissariat tous les gardiens de 3 paix qui pourraient y passer au cours de leur ronde ou qui pourraient venir y chercher des instructions Cet ordre lui étant, cinq minutes plus tard, téléphoné du Commissariat Central tenu depuis longtemps par le poste de commandement, nous prenons définitivement à ses yeux figure de personnages officiels. Les postes des volontaires sont alors distribués de la façon suivante :

À l'intérieur, dix hommes ; à la porte, deux factionnaires ; au dehors, les deux chauffeurs dans les voitures de la section ; le reste de la section, soit 4 volontaires, est employé aux liaisons.

Communication téléphonique avec le Poste Central : Tout va bien. Il est un peu plus de 2 heures. Dès ce moment, je reçois des sections les renseignements suivants :
La section A3 a pris, sans incident, possession du bureau de l'État-Major de la place. Ce local est situé à la base de la rampe de l'amirauté qui représente la seule communication rapide avec la ville. Là encore, l'ordre de mission, dûment signé et tamponné, fait son effet. Les soldats du poste sont renvoyés à leurs casernements. Le lieutenant Cohen installe ses hommes dans le local, place un téléphoniste au standard et rend compte vers 2 heures. Renseignement aussitôt transmis au Poste Central.
La section A2 prit possession du Palais d'Hiver, C. Sirot présenta à l'adjudant de service l'ordre de mission, signé du major de garnison. En même temps, le lieutenant Marnat parlementait avec le commandant Dupin de Saint-Cyr et le persuadait le ne pas résister. La garde, composée de 8 cavaliers du 5ème Chasseurs, commandés par un maréchal des Logis, fit d'abord certaines difficultés, surtout parce que certains jeunes volontaires avaient, paraît-il, voulu les désarmer. Très peu après, je faisais une première visite à ce poste.
La situation de la section A3 était à ce moment la suivante : non seulement elle n'avait pas rencontré d'opposition armée, mais encore la garde du Palais d'Hiver ne s'opposait pas à ce que cette section accomplisse intégralement sa mission. On va voir que cette mission fut remplie jusqu'au bout, dans des conditions particulièrement délicates.
À ce moment, j'estimais que c'eût été une grave faute que de prétendre désarmer la garde du palais d'Hiver : tout d'abord, nous n'avions pas 'ordre de le faire ; en second lieu, il n'y avait aucune raison d'infliger ce traitement humiliant à les militaires français, qu'il s'agissait de gagner, plutôt que d'attaquer. Aussi, je donnai aux volontaires, devant l'adjudant de service, l'ordre formel de s'abstenir de tout acte d'hostilité. Les Chasseurs d'Afrique du poste du Palais d'Hiver conservèrent leurs armes, dont un fusil-mitrailleur chargé. Les volontaires reçurent l'ordre de se mettre en ordre devant la grille. Je retournai au Commissariat du 1er admirant ce groupe de jeunes gens qui, munis d'armes archaïques dont la plupart ignoraient le maniement, tenaient en respect une troupe disciplinée, théoriquement aguerrie et munie l'armes modernes chargées : étaient-ils plus courageux que la garde qu'ils gardaient ? Certainement pas, mais ils avaient sur ces soldats de métier le double avantage de connaître les raisons exactes le leur action, et d'avoir en leurs chefs une confiance absolue.

B - Garde des objectifs - Les Incidents

De retour au Commissariat, à 2h 30, j'apprends que la section A1, s'est installée sans trop de difficultés à l'État-Major de la division,

caserne Pélissier. Une seule ombre au tableau : au lieu du général Mast, le sous-lieutenant Imbert a trouvé là le commandant Daurange. Le général Mast doit, nous le savons, aller à la rencontre du 1er commando à 25 km. d'Alger. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'il ait mis quelqu'un à sa place. C'est du moins ce que pense Imbert, ayant l'ordre du Colonel Jousse de se mettre à la disposition du général Mast, le commandant Daurange l'informe qu'en tant que remplaçant du général il le prend sous ses ordres. Information transmise téléphoniquement par moi-même au Poste Central. Il est à ce moment **2h 30.**

Au même moment, le lieutenant Cohen me rend compte, par téléphone, que le Général Roubertie a été arrêté par un de ses groupes, alors qu'il tentait de rejoindre l'Amirauté en tenue civile. Je décidai le transfert immédiat du général au P.C. Quelques minutes plus tard, arrivée du général en tenue civile avec coiffure, accompagné de son ordonnance, un tirailleur sénégalais. Le général donnait des signes de la plus vive colère et il regardait avec un étonnement méprisant notre malheureuse troupe si disparate, d'allure si peu militaire et, pour comble d'ironie, commandée par un officier non combattant, par un médecin. Tranquillement, je me présentai à lui et l'informai que des ordres précis du général Mast, interdisant toute communication entre la ville et l'Amirauté, il avait, comme toute personne transgressant ces ordres, été amené au P.C. pour fournir des explications, qu'au surplus, en cas d'alerte ou d'un danger quelconque menaçant la ville, je me permettais de penser qu'il aurait dû être au milieu de son état-major et en uniforme, et non pas chercher refuge en civil, à l'Amirauté. Quoi qu'il en soit je n'étais qualifié ni pour le retenir ni pour l'interroger, ni pour le laisser retourner à l'Amirauté. La meilleure solution pour le Général était d'écrire un mot à sa famille sur le bureau du Commissaire, pour avertir qu'il était sain et sauf, puis de se rendre, sous notre protection, à tel endroit que le commandement central désignerait. Pendant que le Général commençait à écrire sa lettre, l'ordre arriva de le transférer au central téléphonique Mogador. Ainsi, la lettre ne fut pas terminée.

Très peu après, vers 2h 45, nous recevons au P.C. l'annonce de l'arrestation des deux officiers de la Commission italienne. L'arrestation elle-même de ces officiers, leur comportement, la confiscation de leurs armes, que l'on confisqua d'ailleurs sur nous-mêmes le surlendemain, à la prison de l'Amirauté, autant de détails divertissants que l'on trouvera parfaitement exposés dans les rapports annexés à celui-ci.

Presque au même moment, le lieutenant Cohen rend compte que l'Amirauté rappelle au poste de combat par haut-parleur.

Enfin, vers 3 heures du matin, un bruit de moteurs d'avions qui s'approche et grandit, puis c'est aussitôt le déclenchement de la D.C.A. de l'Amirauté et du Fort l'Empereur et le hululement assez grêle de la sirène de l'Amirauté, qui est ainsi seule à annoncer l'invasion étrangère. Les autres sirènes de la ville sont, en effet, sous notre contrôle. L'alerte donnée, c'est, dans la haute ville et les quartiers environnants, un affolement général. Des familles entières se dirigent aux abris ou cherchent à s'introduire dans des caves. Par tous les escaliers qui descendent de la casbah, débouche un flot humain à demi-réveillé, à demi-vêtu, chacun portant un paquet, ou un enfant pleurant de peur.
Très vite, cette foule s'immobilise par entassement dans la placette et l'impasse sur lesquelles donne le Commissariat. Est-ce pour demander asile ou des explications ? Je ne puis pas le savoir, car, à la vue des deux sentinelles qui ont croisé leurs armes devant la porte, à la vue des deux autos éteintes avec (à ce moment) 4 hommes armés à l'intérieur, à la vue, enfin, d'un officier en tenue, au lieu d'un gardien de la paix, un silence surprenant s'installe.
J'en profite pour expliquer qu'il n'y a rien à craindre, que ce sont des amis qui arrivent, que le seul danger actuel est dans la rue, à cause des éclats de D.C.A. La même harangue est répétée en arabe par un des chauffeurs, qui parle parfaitement cette langue. Ce dernier y ajoute même quelques considérations sur les avantages, pour le peuple arabe, d'une reprise de la lutte contre le racisme allemand.
Peu à peu, tout le monde se calme, beaucoup d'hommes d'un certain âge, anciens combattants de 14-18, viennent nous serrer la main.
À ce moment, des gardiens de la paix de l'arrondissement, que la foule avait empêchés d'approcher, viennent au Commissariat pour prendre des ordres. Je les mets rapidement au courant de la situation et leur prescris de rejoindre le Commissariat Central, où un ordre téléphoné vient de les rappeler d'urgence.
Beaucoup d'entre eux ne cachent pas leur joie à l'annonce du débarquement allié, déjà réussi partout en Afrique du Nord. Un brigadier chef de police, mandataire de ma maison, ne peut cacher son émotion et m'offre de rester avec moi en me reprochant de ne pas l'avoir prévenu. (Dans les jours suivants, nous entendrons beaucoup de reproches du même genre, de la part de beaucoup d'amis intimes), Dès l'alerte, et pendant tout le reste de la nuit jusqu'à 6h 30 du matin, nous eûmes le plaisir de recevoir du P.C. un assez grand nombre d'officiers de la garnison, parmi lesquels le commandant d'un groupe de transmissions, rapatrié du Levant, un capitaine du 15ème R.T.S., en mission à Alger pour une épreuve sportive, deux lieutenants du 6ème Tirailleurs Algériens et plusieurs dizaines d'autres officiers. Les questions fusent tellement de tous côtés que j'ai de la peine à y répondre. L'atmosphère est celle d'une

conférence de presse ininterrompue. Je reçois de très amicaux reproches : « Pourquoi, mon cher camarade, ne pas nous avoir mis plus tôt au courant. Nous aurions marché avec vous pour la Libération de la France. » Nous trinquons à la Libération avec de la vieille fine française, mise de côté pour le grand jour, puis chacun de ces officiers, sur mes conseils, s'en retourne chez lui attendre le moment de se mettre en tenue de campagne.
Parmi les visiteurs, le Dr Gillot seul, accompagné d'un lieutenant, ne paraît pas partager notre joie. Pourquoi sont-ils là ? Ils veulent des informations, on leur en donne : « L'Afrique du Nord rentre dans la guerre, les troupes américaines ont débarqué à 8 km. d'Alger, le Général Giraud a pris le commandement du XIX^{ème} corps Le lieutenant déclare qu'il ne connaît qu'un chef, le Général Koeltz, à quoi on répond que le Général Koeltz est arrêté.
Le docteur Gillot, ex-président de l'Association des étudiants et apôtre de la Collaboration totale dans les milieux universitaires, m'est bien connu, nous avons travaillé six mois dans le même service d'hôpital. Je pense que le mieux est de continuer à l'ignorer. Il s'abstient de faire le moindre commentaire et nous le laissons partir avec son ami, le lieutenant.
Le P.C. du groupement ne fut, d'ailleurs, pas le seul à recevoir des visites à la section A2, installée au Palais d'Hiver. C. Sirot reçut successivement la visite du commandant Daurange et de plusieurs autres officiers. Là, les discussions paraissent serrées : le lieutenant Marnat parle à des officiers, dont certains se retirent en proférant des insultes et des menaces, l'un d'entre eux sort son revolver et se borne à l'agiter, puis s'en va.
Quant au Colonel Fey, il voulut pénétrer dans le Palais d'Hiver et on dut user de la force pour l'en empêcher. A. G. Sirot qui lui expliquait qu'il agissait au nom du général Giraud, il répondit : « Giraud, connais-pas ; vous êtes tous des Gaullistes. »
À la section A1, le sous-lieutenant Imbert commença, vers 4 heures, à rendre compte qu'il se trouvait en difficulté. Le commandant Daurange avait donné au sous-lieutenant Imbert l'ordre exprès de laisser entrer des officiers armés, dont le nombre fut bientôt considérable. Le sous-lieutenant Imbert vint rendre compte lui-même, à deux reprises. Après entretien téléphonique avec le Poste général de Commandement, je lui réponds que le principe est d'immobiliser contre nous, coûte que coûte, le plus grand nombre de gens possible. Il est évident que si ces officiers étaient avec nous, ils n'avaient qu'à le dire tout de suite ; s'ils étaient contre — comme nous avons de fortes raisons de le penser — le mot d'ordre, pour nous, était d'attirer sur nous-mêmes la résistance, pour l'empêcher d'agir de l'extérieur. Si ces officiers s'étaient mis à la tête de leurs troupes contre les Alliés au lieu de passer leur temps, d'abord, à

essayer de deviner ce qui se passerait, puis, à s'assembler pour capturer par surprise une vingtaine de jeunes gens mal armés, la situation militaire aurait pu être changée.
Vers 5h 30, le commandant Daurange remplace le sous-lieutenant Imbert par un sous-lieutenant de cavalerie. Une demi-heure après, le sous-lieutenant Imbert, ainsi « limogé », venait juste me rendre compte, quand un volontaire arrive hors d'haleine, nous informant qu'à la section de la Caserne Pélissier, on a reçu l'ordre de se rendre à la Caserne d'Orléans. Flairant un piège, nous envoyons du coup un groupe de liaison chargé de les rattraper. Malgré cette précaution, la majeure partie de l'effectif de la Section A2 arrive à la Caserne d'Orléans où elle fut, vers 6h 30, retenue prisonnière.
À ce moment, je convoquai le lieutenant Cohen pour prendre son avis. Nous rendons compte téléphoniquement au Poste Central de la situation de la section A2. La réponse est optimiste.
Les troupes alliées sont aux portes d'Alger. À 5h 40, je fais une dernière visite au Palais d'hiver Tout est calme et je fais part à la section A2 de la réponse rassurante du Central. Quelques minutes à peine, plus tard, un volontaire arrive et nous informe que la section A2 est entourée par un peloton de gardes mobiles venus en autocar, et que la section A3 est bloquée à l'Amirauté. À ce moment, je fais charger les armes avec ordre de ne tirer qu'à la dernière extrémité.
Je communique cette information au Poste Central. Réponse de José Aboulker : « Cela n'a aucune importance. Ils seront libérés dans la matinée. Tout conflit est inutile. Les Alliés sont à Birmandreis. Il y a un Américain chez moi (ce qui était parfaitement exact). Le résultat est obtenu. Décrochez et envoyez vos hommes chez eux. Les officiers rejoindront le Commissariat Central. »
Cet ordre fut exécuté. Les hommes étant dispersés, nous rejoignons en auto le Poste Central devant lequel nous trouvons un rideau d'agents casqués, et aucun de nos amis au dehors. Nous pensons alors que l'État-Major du mouvement, lui aussi, est prisonnier et nous continuons notre route. Plus loin, nous tombons sur un barrage de chasseurs d'Afrique. Le 5ème Régiment de Chasseurs d'Afrique est en train de se mobiliser : il attaquera plus tard la Grande Poste. Nous franchissons un cordon de troupes qui tentent en vain de nous arrêter et nous arrivons dans une partie de la ville, où tout est calme.
À ce moment, nous tenons conseil : aucun signe de présence de troupes alliées, aucun avion dans le ciel. Nous pensons que le débarquement a échoué, ou que le Corps de débarquement a rencontré des difficultés imprévues. Dès lors, la meilleure chose à faire nous semble de nous inquiéter de nos camarades prisonniers. Pour cela, remettant nos vêtements civils, nous nous dirigeons à pied vers l'Amirauté.

La majeure partie de la Section A3, encerclée depuis 6h 30, est arrêtée. Seuls, quelques fugitifs sont encore dans l'eau, car certains d'entre eux ont essayé de s'échapper par la mer, ou sur les rochers du bas du boulevard.
La gendarmerie maritime légère est là en tenue de troupe motorisée. Casque sans visière, veste de cuir, gants à crispins. Elle tire au fusil-mitrailleur sur le dernier fugitif qui se cache dans les rochers que les vagues viennent laver régulièrement.

Rapport fait après ma sortie de la prison de l'Amirauté, le 13 novembre 1943.

Signé : Morali-Daninos

*

* *

Au capitaine Pilafort et au lieutenant Dreyfus, tous deux tués durant l'action, le 8 novembre, les chefs de groupements tiennent à laisser ici le témoignage que voici :

Pilafort :
Après une activité gaulliste datant de son arrivée en Algérie, a occupé, le 8 novembre, l'état-major de la XIX^{ème} Région et le Central téléphonique protégé, après avoir accompagné le Colonel Jousse pendant l'arrestation de Koeltz. À paralysé pendant plusieurs heures, à la Colonne Voirol et au Commissariat Central, la mobilisation des troupes, par la constitution de barrages et l'arrestation d'une cinquantaine d'officiers de tous grades et de toutes armes. Il a été mortellement blessé devant le Commissariat Central, le 8 novembre à 15 heures.

(capitaine Alfred PILAFORT, compagnon de la libération)

Dreyfus :
Lieutenant commandant les 15 volontaires qui occupent la grande poste. Assiégé le 8 novembre, à 7 heures du matin, par deux automitrailleuses et plusieurs sections de mitrailleurs, rejette l'ultimatum de l'officier de chasseurs qui demande sa reddition.
Assassiné à 8 heures du matin par un sous-officier avec qui il parlementait. Le sous-officier a été ultérieurement décoré de la Croix de Guerre pour sa brillante conduite.

(Lieutenant Jean DREYFUS, compagnon de la sidération)

Groupement B

Action du Groupe du Dr Raphaël Aboulker durant le débarquement *(rapport de Stéphane Aboulker)*

Le groupe du docteur Raphaël Aboulker a été constitué avec des éléments pris dans une salle de culture physique spécialement créée à cet effet, et qui devait servir de paravent pour faciliter l'organisation et les rassemblements d'un groupe de combat. Cette salle de culture physique a été fondée, quelques mois après l'armistice, par :

- M. André Temime
- M. Émile Atlan (*)
- M. Charles Bouchara (*)

(*) arrêté, puis mobilisés avant l'appel de sa classe, pour affichage de papillons gaullistes après le débarquement allié

Parmi les adhérents de la salle, les meilleurs éléments (120 hommes environ) avaient été choisis pour former une troupe de choc dont le commandement militaire avait été confié au capitaine Alfred Pilafort, ami personnel des frères Aboulker, et qui devait être tué, le 8 novembre 1942.

Cette troupe avait été divisée en quatre sections dont le commandement avait été confié à quatre officiers de réserve, membres de la salle de culture physique. C'étaient :

- le lieutenant Jean Dreyfus, *tué le 8 novembre 1942*,
- le lieutenant Roger Jaïs, *arrêté, puis mobilisé pour diffusion de tracts gaullistes après le débarquement allié*
- le lieutenant Fernand Fredj, *actuellement mobilisé, (août 1943)*
- l'aspirant Jacques Zermati, *actuellement mobilisé, (août 1943)*

Le docteur Raphaël Aboulker et son frère Stéphane s'occupaient de la direction générale, du groupement des divers éléments, et des liaisons entre les chefs du mouvement et leur groupe.

Lors des opérations des 7 et8 novembre, le groupe Aboulker avait pour mission d'occuper les points stratégiques suivants :

1° - XIX^{ème} Corps d'Armée : 55 hommes sous le commandement du capitaine Pilafort, des lieutenants Fredj et Jaïs. Le lieutenant Darridan actuellement à Londres *(août 1943)*, était l'adjoint du capitaine Pilafort pour cette opération.

2° - Grande Poste : 12 hommes sous le commandement du lieutenant Dreyfus, qui devait être tué à son poste de combat par des éléments du 5ème Chasseurs d'Afrique.

3° - Préfecture : 25 hommes sous le commandement de l'aspirant Jacques Zermati et du lieutenant J Sadia Qualid.

4° - a) Poste de Radio-Alger : 15 hommes sous le commandement de l'adjudant Tilly, actuellement au Corps Franc d'Afrique.

4° - b) Commissariat du X^{ème} Arrondissement, qui devait servir de P.C. au groupe Aboulker, et qui a été occupé par le Docteur

Aboulker, son frère, M.de Saint-Blancat, M. Bokanowski, actuellement prisonnier en Tunisie *(août 1943)*, M. de Roquefort et deux chauffeurs

De plus, une réserve de 12 hommes, sous le commandement du lieutenant Djian a été fournie en renfort à un groupe voisin, dont les effectifs étaient insuffisants.

Les objectifs assignés ont été occupés sans difficulté vers 1h 30 du matin et ont été évacués sur ordre, entre 9 heures et 11 heures du matin.

Le capitaine Pilafort et quelques hommes se rendirent alors au carrefour de la Colonne Voirol où ils ont procédé à l'arrestation de :

- M. Lavaysse, secrétaire général de la Préfecture,
- Un Amiral,
- Le Commissaire de la Sûreté Lajeunesse,

et diverses autres personnes, qui ont été amenées vers midi au Commissariat Central, où elles ont été gardées à vue.

Le capitaine Pilafort, qui avait pris la direction de la résistance au Commissariat Central, continua d'arrêter un certain nombre de gens, captura un canon de 75 tracté, et devait être blessé mortellement vers 15 heures. Le Commissariat Central fut évacué sur ordre, vers 16 heures.

Tous les membres du groupe doivent être félicités, car ils ont accompli exactement les missions qui leur avaient été confiées. Ils se sont emparés de la personne du Préfet Temple, ont occupé la Grande Poste, le circuit téléphonique, et assuré au Poste de Radio-Alger une émission à 7 heures du matin, au cours de laquelle a été diffusé par le Docteur Raphaël Aboulker, le message aux populations d'Afrique du connu sous le nom « Appel du Général Giraud, du 8 novembre 1942 »

Appel du Général Giraud, du 8 novembre 1942

« Officiers, sous-officiers et soldats de l'Armée Afrique :

« Depuis deux ans, vous avez scrupuleusement appliqué les conditions de l'armistice, malgré les violations répétées de nos adversaires. Aujourd'hui, l'Allemagne, l'Italie veulent occuper l'Afrique du Nord. L'Amérique les prévient et nous assure de son appui loyal et désintéressé. Il nous est interdit négliger cette chance inespérée de relèvement. Je reprends, parmi vous, ma place de combat. Je vous demande votre confiance, vous avez la mienne, nous n'avons qu'une passion : La France ; qu'un seul but :la Victoire.

« Souvenez-vous que l'Armée d'Afrique tient entre ses mains le destin de la France. »

Stéphane Aboulker,
adjoint du commandant du Groupement B
certifié exact :
José Aboulker

Rapport sur l'action du capitaine Pilafort, des 7 et 8 novembre 1942 par ceux qui furent, dans l'action, ses deux principaux adjoints :

Mario Faivre, *Germain Libine.*

Le capitaine Alfred Pilafort, ayant trouvé la mort au cours des opérations du débarquement allié à Alger, n'a pu établir de rapport sur son action et celle de son groupe, les 7 et 8 novembre 1942 ;
Je, soussigné, Mario Faivre, adjoint du capitaine Alfred Pilafort, durant la préparation et l'exécution du putsch favorisant le débarquement allié en Afrique du Nord, déclare donc faire le rapport suivant :

Rapport sur l'action du groupe du capitaine Pilafort

les 7 et 8 novembre 1942

Le samedi, 7 novembre, à 17h., c'est-à-dire au ment où la mobilisation des sections devait être terminée, et heure à laquelle débutait la réunion l'état-major du putsch, le capitaine Pilafort réunissait sous son contrôle deux groupes représentant un effectif total de 140 à 150 hommes. L'un de ces groupes, rassemblé salle Géo Gras, place du Gouvernement, et dirigé par André Temime, le lieutenant Jaïs et Benjamin Libine ; l'autre groupe, rassemblé dans un magasin désaffecté, 18 rue du Docteur Trollard, comprenant quatre sections dirigées par Thomaseau, Masson, François Herelle, et Guédri, pour la section indigène.
Le capitaine Pilafort et moi, assistâmes à 17 h au conseil tenu, 26 rue Michelet, sous la direction du lieutenant-colonel Jousse, pour la mise au point de l'opération. Cette réunion se termina à 19h., nous quittâmes alors le 26 de la rue Michelet, devant y revenir à 21 h. pour le début de l'action.
Après avoir prévenu nos groupes qu'ils avaient deux heures de liberté de manœuvre, nous nous rendîmes à notre P.C. personnel, 7 rue Eugène Deshayes, où le capitaine Pilafort se mit en uniforme et où nous prîmes nos armes, et de là, 10 rue Michelet, où nous avions rendez-vous chez Goéau-Brissonnière avec d'autres membres du putsch, pour nous y restaurer.
À 21h., nous retournâmes 26 rue Michelet, où les derniers préparatifs étaient en cours.
À ce moment-là, sur la demande de José Aboulker, j'envoyai une des sections de la rue du Docteur Trollard se mettre sous les ordres du capitaine Watson, je ramenai en même temps quelques hommes au 26 de la rue Michelet, pour garder les entrées et un commissaire de police prisonnier.
À 22h, Pilafort et moi nous nous rendîmes au garage Lavaysse où s'organisait le départ des premières autos. Jusqu'à 23h 45, nous nous occupâmes, avec les autres membres du putsch, du départ des différentes missions et.de la répartition des armes.

Vers cette heure-là, nous montâmes en auto. Le capitaine Pilafort et moi, dans une première auto ; dans une seconde, le lieutenant Daridan et un capitaine d'aviation que Daridan avait convié à cette opération.
Notre mission était de nous emparer du XIX^{ème} Corps, place Bugeaud. Nos deux autos s'arrêtèrent dans une rue avoisinante jusqu'au moment de l'arrivée de nos troupes qui venaient de la place du Gouvernement dans deux autocars.
Les deux cars stoppèrent rue Mogador, les cinquante hommes qui les chargeaient descendirent et se rangèrent en deux sections, arme à l'épaule.
Laissant en arrière une section de couverture, nous fîmes faire halte à l'autre à vingt mètres environ du portail de la XIX^{ème} Région.
Nous dirigeant alors vers la sentinelle, nous la priâmes d'appeler le sergent de garde. Celui-ci étant arrivé, le capitaine Pilafort lui présenta l'ordre signé du lieutenant-colonel Jousse, ordonnant à la garde du XIX^{ème} Corps de se retirer dans ses casernements. Sans commentaires, ni d'un côté ni de l'autre, la sentinelle nous ouvrit la grille. Nous fîmes alors entrer la première des deux sections qui prit immédiatement des postes d'occupation. Pendant ce temps, la garde était rassemblée et quittait le XIX^{ème} Corps, le sergent réglant tranquillement le pas (une, deux ; une, deux).
Pendant que les lieutenants Jaïs, Libine et Temime s'occupaient de mettre en poste la deuxième section, prenant quelques hommes, nous occupions l'intérieur du bâtiment.
Faisant une ronde avec André Temime, nous découvrîmes un poste de douze spahis, nous les fîmes prisonniers et les désarmâmes, ce qui augmenta notre armement de douze mousquetons. Nous fîmes de même d'un adjudant chez qui nous trouvâmes un F.M. que nous mîmes en batterie.
Pendant ce temps, ceux qui occupaient le Central Mogador arrêtaient son fonctionnement.
Vers 3h., les sirènes d'alerte fonctionnèrent et des incidents commencèrent à se produire à la grille du XIX^{ème} Corps. De nombreux officiers inquiets venant demander des explications et des ordres, et voulant ouvrir le feu en trouvant le portail gardé par des civils en armes, le capitaine Pilafort me chargea alors d'aller 26, rue Michelet, prévenir le lieutenant-colonel Jousse des trois faits suivants :

1) notre situation actuelle,
2) conduite du Général Koeltz qui essayait de téléphoner, et avait lancé, par la fenêtre, un message au 5e Chasseurs,
3) incidents qui se passaient au portail.

Je quittai le XIX^{ème} Corps par une porte détournée.
Au 26 de la Rue Michelet, je trouvai M. d'Astier de la Vigerie qui m'informa que le Colonel Jousse était en ce moment au Commissariat

Central. Je m'y rendis et fis mon rapport au Colonel Jousse qui me dit que le message jeté par le Général Kœltz était entre nos mains et que tout se déroulait pour le mieux. Je demandai deux inspecteurs pour garder le Général Kœltz, et vingt agents de police pour garder la grille du XIX^{ème} Corps et éviter la continuation des incidents. Les ayant obtenus, je regagnai avec eux le XIX^{ème} Corps, et ayant disposé dix des agents aux abords extérieurs de la grille, dix à l'intérieur, je fis mon rapport au capitaine Pilafort.
À ce moment, la D.C.A. et le canon se firent entendre, nous indiquant que le débarquement commençait.
Vers 4h. du matin, le capitaine Pilafort me chargea d'aller une seconde fois au Commissariat Central.
Lorsque j'arrivai au Commissariat Central, le Colonel Jousse n'y était plus, mais je vis M. Achiary qui me dit que le débarquement était en train et que tout allait pour le mieux.
Je revins faire mon rapport au capitaine Pilafort et, jusque vers 5h ½ I/2b 2, le XIX^{ème} Corps se maintint dans un calme relatif, le nombre de prisonniers s'augmentant peu à peu. Au cours de nos rondes, nous passions voir le Général Roubertie calme et silencieux, le Général Kœltz toujours bouillonnant et furieux. Comme l'aube commençait à poindre, nous perçûmes, à travers le vacarme de l'artillerie, le bruit de détonations et de rafales semblant venir de la ville même. Des positions de combat furent prises, principalement la défense du portail par lequel une attaque semblait la plus facile. Il était à peu près 6h ¾, et nous nous trouvions, Pilafort, le lieutenant Daridan et moi, au 1er étage du XIX^{ème} Corps, lorsque retentirent les ordres d'alerte donnés par les lieutenants Jaïs, Libine et Temime. Nous descendîmes alors, et nous vîmes que nous étions cernés par la garde mobile qui s'apprêtait à attaquer. Nous nous approchâmes du portail, de l'autre côté duquel se trouvaient deux sergents armés de F M, qui nous mirent en joue, et derrière lesquels les gardes mobiles, au nombre de 80 à peu près, étaient étagés dans la rue Mogador.
Le lieutenant-colonel de la garde mobile s'approcha, suivi d'un commandant du même corps et du commandant Daurange qui menait l'attaque en civil et était armé d'un parabellum.
Ces officiers nous intimèrent d'avoir à nous rendre aussitôt sans condition, à défaut de quoi ils attaquaient immédiatement.
Le capitaine Pilafort les mit au courant du débarquement et de l'arrivée du Général Giraud et leur déclara qu'il ne se rendrait sous aucun prétexte.
Le commandant Daurange voulait attaquer cependant, le lieutenant-colonel continua à parlementer, essayant de nous convaincre que notre résistance était impossible et que c'était pour nous la mort certaine.

Le capitaine Pilafort déclara qu'il préférait mourir plutôt que de se rendre et nous en fîmes tous autant.
Pendant vingt minutes à peu près, l'alternative des pourparlers et de l'ouverture du feu se maintint. Nous refusâmes encore de nous rendre, même avec « les honneurs de la guerre ».
Pour faire durer les pourparlers, nous avions créé un système par lequel des hommes qui avaient occupé la XIX^{ème} Région avec nous, mais qui feignaient d'arriver de l'extérieur, venaient l'un après l'autre nous annoncer l'arrivée de plus en plus proche des Américains, pendant que nous parlions avec le lieutenant-colonel.
Nous obtînmes une heure de délai avant l'attaque, à condition que nous libérerions les deux Généraux, et enfin, après un quart de discussion, que nous libérerions tous nos prisonniers puis que l'heure ne commencerait que quand le dernier prisonnier serait sorti. Nous faisions donc traîner le plus possible la libération de nos prisonniers.
Mais le temps passait, et il était entendu qu'au terme de l'heure écoulée l'attaque ne serait retardée encore que si nos troupes évacuaient le XIX^{ème} Corps, le capitaine Pilafort, Libine et moi, restant seuls à l'occuper.
C'est alors que revint le lieutenant Daridan, il approcha de la grille et déclara, pour les deux camps, que le Général Giraud venait de parler à la radio. Le capitaine Pilafort avisa alors le lieutenant-colonel d'avoir à se tenir aux ordres du Général Giraud. Nous levâmes alors notre capitaine à bout de bras en entonnant la Marseillaise.
Le lieutenant-Colonel de la garde mobile nous prévint qu'il cessait les hostilités contre nous. Il était à peu près 8 heures.
À ce moment, l'on vint nous annoncer que des canons du 5ème Chasseurs cernaient le, et que leur commandant désirait nous parler. Les autocanons se tenaient place Bugeaud, à quarante mètres à peu près de la grille, il fut donc entendu avec la garde mobile qu'on nous laisserait passer, Pilafort et moi, avec Libine, pour faire la jonction avec nos troupes toujours en position dans le XIX^{ème} Corps, et qu'on nous laisserait ensuite y rentrer quel que soit le résultat des pourparlers.
Pilafort et moi, suivis de Libine, nous descendîmes donc jusqu'à la hauteur de la première auto-canon devant laquelle se tenait le commandant du 5ème Chasseurs.
Le capitaine Pilafort le connaissait et lui indiqua la situation, et un accord se fit, par lequel chacun se retirait, la partie semblant définitivement terminée pour nous.
Nous rentrâmes donc dans le XIX^{ème} Corps où nous fîmes mettre les armes en faisceaux, laissant les troupes aller se reposer et les avisant de se grouper salle Géo Gras.

Les gardes mobiles se retirèrent et nous restâmes seuls, le capitaine Pilafort, le lieutenant Daridan, le lieutenant Jaïs, André Temime, Libine, Edmond Benhamou et moi. Le XIX^{ème} était complétement vidé. Nous avions à notre disposition trois autos.
Nous décidâmes alors d'aller nous restaurer chez moi à Hydra. Nous laissâmes éclater notre joie pour notre passage, principalement en traversant la Colonne Voirol.
Après nous être reposés chez moi, trois quarts d'heure environ, nous décidâmes de redescendre au Commissariat Central. Mais en arrivant à la Colonne Voirol, nous trouvâmes la route barrée par deux charrettes chargées de foin, et les gendarmes casqués qui nous attendaient.
La première auto, dans laquelle se trouvaient Pilafort, Libine et moi, passa, la deuxième où étaient le lieutenant Daridan et le lieutenant Jaïs passa aussi, mais les gendarmes ouvrirent le feu sur la troisième contenant Edmond Benhamou et Temime. Le moteur s'arrêta et elle dut stopper ; nous fîmes alors marche arrière et descendîmes tous des autos pour demander des explications. Les gendarmes déclarèrent qu'ils nous mettaient en état d'arrestation. Nous refusâmes d'obtempérer et nous les mîmes au courant de la situation. Sans succès. Ils nous enjoignirent de les suivre à la gendarmerie. Nous sortîmes alors nos revolvers et nous leur enjoignîmes d'avoir à nous laisser tranquilles. Benhamou partit en auto, prévenir le Commissariat Central.
À ce moment, une auto qui passait nous paraissant suspecte, nous l'arrêtâmes, elle contenait des officiers qui, sans savoir qui nous étions, nous déclarèrent qu'ils allaient vers l'intérieur organiser la résistance au débarquement. Nous les arrêtâmes. Et dès ce moment, nous nous mîmes à arrêter toutes les autos qui passaient et à faire prisonniers tous ceux qui pouvaient entraver le débarquement. Nous prîmes ainsi une vingtaine d'autos, nombre d'officiers et de personnalités telles qu'un amiral, le secrétaire du préfet, et la voiture contenant les bagages de l'amiral Darlan.
Durant cette action, Edmond Benhamou était revenu, amenant en renfort quelques agents bientôt suivis d'une équipe de V.P. du Central ; nous arrêtâmes alors les gendarmes, et laissant aux agents le soin de continuer sur place la vérification des autos, nous descendîmes au Commissariat Central, faisant avancer, après avoir placé une de nos autos en tête et les deux autres en queue, toutes les autos que nous avions arraisonnées.
Nous arrivâmes ainsi au Commissariat Central, vers 11 heures.
L'on nous apprit que c'était là le seul point de résistance que nous tenions encore, les Américains n'étant encore parvenus qu'aux environs d'Alger.

Le capitaine Pilafort prit alors le commandement de l'action et organisa le contrôle du Bd Baudin, vérifiant aussi bien les véhicules que les piétons ; des coups de feu étant tirés sur nous, de temps à autre, des balcons du boulevard.
Aidés des agents de police, nous fîmes ainsi la capture de nombreux camions, chargés d'hommes armés, se dirigeant vers Hussein-Dey, de camionnettes chargées de munitions, deux batteries volantes de 75 furent prises d'assaut et mises en position de tir, puis plusieurs mitrailleuses dont deux jumelées et de nombreux F.M.
Les salles du Commissariat Central furent bientôt bondées de prisonniers. On les rassembla alors dans la galerie de l'immeuble, au fond de laquelle est le cinéma Caméo.
Vers 15h., le capitaine Pilafort et moi, nous venions d'arraisonner une camionnette chargée de caisses de cartouches, et nous la remettions aux mains d'agents, lorsque nous vîmes arriver, se dirigeant, ainsi que presque tous les véhicules que nous avions arrêtés, d'Ouest en Est (c'est-à-dire vers Hussein-Dey) une auto militaire. Nous nous dirigeâmes vers elle, Pilafort ayant dix mètres à peu près d'avance sur moi. Arrivé à hauteur de l'auto qui marchait lentement et s'était presque arrêtée, le capitaine Pilafort, sans même braquer son revolver, tenant son stick dans la main gauche, fit signe d'arrêter, comme il faisait d'ordinaire. La portière arrière gauche s'entrouvrit alors et le canon d'un colt, dirigé sur lui, ouvrit le feu, ainsi que d'autres armes automatiques, partant de l'auto, dans plusieurs directions.
La fusillade fut courte mais très nourrie. De nombreux coups de feu furent également tirés des balcons à ce moment-là. Voyant le capitaine Pilafort appuyé contre le pilier d'une arcade, j'allai vers lui. Il leva le pan de sa tunique et me montra qu'il était atteint au côté droit du ventre ; arriva, à ce moment, José Aboulker qui me dit la gravité de la blessure. Pendant que ce dernier s'occupait de trouver une ambulance, nous transportâmes le capitaine Pilafort dans une petite salle du Commissariat Central. Comme je manifestais le désir de rester avec lui, il me demanda de remonter immédiatement Bd Baudin et de continuer à diriger l'action avec les hommes restés groupés.
Je le laissai donc, et, avec lui, les lieutenants Daridan et Libine, et continuai l'opération. L'ambulance arriva, on y installa Pilafort qui me dit encore de tenir le plus possible et de monter le voir à la clinique Solal, dès que l'action serait terminée. Plusieurs autres camions chargés de gendarmes de la marine et se dirigeant, vers Hussein-Dey furent alors capturés.
La mise hors de combat du Capitaine Pilafort avait causé une profonde démoralisation dans le Central et, tandis que les V.P. continuaient à arrêter les officiers qui passaient dans les environs et

mettaient le Commissariat en état de défense, vers 16h.30, les agents partirent presque tous en peloton pour maintenir l'ordre dans différents quartiers.
Vers 17h.30, j'appris que les Américains descendaient la rue Michelet et qu'ils étaient enfin arrivés au Palais d'Été ; je jugeai qu'il était encore inutile de risquer des vies humaines et que l'action était terminée. Je partis, quelques instants plus tard quand Bernard Karsenty vint me dire qu'il fallait évacuer le Central immédiatement et je montai à la clinique Solal auprès du capitaine Pilafort.

Mario Faivre.
Vu et certifié exact :
José Aboulker.

Compte Rendu du lieutenant Maurice Hayoun, commandant le Groupement C

Au P.C. 26, le vendredi 6 novembre 1942, j'ai reçu la mission d'occuper, avec mes Volontaire le Palais d'Été du Gouverneur Général et de neutraliser l'action de ses occupants. Cette opération devait être tentée dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 novembre, pendant que nos Alliés américains débarquaient.
Il avait été prévu un effectif de 100 hommes avec, comme matériel : 3 camions et une voiture de tourisme. Les consignes particulières prévoyaient l'arrestation éventuelle du Gouverneur Général : Châtel et du Général de Boiboisselle.
Dès le samedi matin, j'effectuais, avec l'aspirant Muchielli et Maître Abecassis, une reconnaisse sur les lieux.
Aussitôt les ordres connus, je chargeais les Chefs de chaque Groupe de procéder à la mobilisation de leurs hommes. Malheureusement, sur plus de 200 volontaires pressentis et sur plus de 100 d'entre ayant accepté jusqu'à la dernière heure, seuls, 44 environ se présentaient pour ladite mission : leurs noms se trouvent sur la liste ci-après annexée.
Le samedi 7 novembre, vers 21 heures, tous étaient rassemblés dans les sous-sols des Ateliers de M. et Mme. Albert Ayoun, 1 Rue Feuillet ; et le dimanche 8, vers 1 heure 30 du matin, ils étaient conduits à pied d'œuvre.
Le Palais d'Été, résidence immense, gardé par un détachement de Tirailleurs sénégalais, stationnés au Poste de Police, et un escadron de Spahis, garde personnelle du Gouverneur, fut occupé par les nôtres.
C'est en compagnie du capitaine Timsit et de l'aspirant Muchielli que j'ai pénétré au Poste et fait évacuer les Sénégalais.
L'aspirant Muchielli, dont la connaissance du Palais a été d'un précieux concours, a pris le commandement du Poste et placé les sentinelles pendant que le reste du Groupe se rendait au casernement des Spahis. En cours de route, M. Alexandre m'avait signalé la

présence d'un standard téléphonique qu'il y avait lieu d'occuper, cependant que nous étions arrêtés par un brigadier et 4 agents de police qui ne sont inclinés qu'à la lecture de l'ordre de mission.
Quant aux Spahis, c'est sans grande difficulté qu'ils ont admis qu'ils avaient à vider les lieux. Ils l'ont fait sous la surveillance du sous-lieutenant Cendron, avec tout leur paquetage, laissant seulement 3 hommes pour surveiller le cantonnement.
Le sous-lieutenant Cendron a spécialement été chargé des prisonniers et, en particulier, de Mme Châtel, qu'il convenait de garder avec tous les égards dus à son rang. Les autres occupants furent tenus à vue ; ce sont le Colonel Casset, Chef du Cabinet Militaire du Gouverneur, MM. Maroger et Cuchet, de son Cabinet Civil.
Le Général de Boiboisselle fut immobilisé dans sa villa, jusqu'à 7 heures du matin, par 5 hommes, sous le commandement du capitaine Timsit.
Quant au standard téléphonique nous nous en sommes emparés, dès le début, avec 3 hommes. Le personnel arrêté se composait d'un receveur, d'un téléphoniste et d'un jeune facteur. Les communications ont été aussitôt interrompues ; des centaines d'appels, émanant tant des autorités que des administrations, restèrent sans réponse et, notamment, ceux de l'Amirauté Sud.
Isolés de toutes communications, Mme Châtel et MM. Maroger et Cuchet ont essayé de fuir en auto, utilisant le mot de passe. Ils se sont heurtés au canon de nos fusils. Après avoir parlementé paisiblement, ils se sont rendus à l'évidence.
Quelques incidents de la nuit méritent d'être signalés :
C'est, ainsi, la capture du Colonel de Truchy, Chef d'État-Major de Cavalerie, qui venait demander des instructions au Gouvernement Général, a été retenu de 3 heures du matin à midi.
D'autre part, la Police a tenté d'obtenir, par des sommations, l'ouverture du Poste pour permettre à une personnalité du Gouvernement Général de pénétrer dans le Palais. Les Agents se sont inclinés devant un effectif qu'ils croyaient de beaucoup supérieur à celui qui existait. Il semble que, peu de temps après, ils aient reçu des instructions plus favorables à notre égard, du Commissariat Central.
J'ai le devoir de souligner le cran admirable et l'endurance magnifique de ceux qui ont participé à ce coup de main et, en particulier, l'attitude de quelques-uns :
Abecassis Raymond, volontaire de la première heure, a, avec un inlassable désintéressement et une intelligente activité, présidé à la formation de son groupe. Malgré une fracture accidentelle de la colonne vertébrale, dont il est atteint, a exécuté sa mission jusqu'au bout, sans donner le moindre signe de fatigue.

Le capitaine Cravero des Chantiers de Jeunesse a pris, en civil, la garde toute la nuit, sans discontinuer, faisant preuve de la plus parfaite discipline.
Laick Edouard, sans être commandé, s'est personnellement occupé du chargement et du déchargement des armes et munitions avec d'autres volontaires. Il s'est offert à assurer la liaison avec le P.C. pendant toute la nuit, s'acquittant de sa mission d'une manière parfaite.
Le capitaine Timsit, en tenue, et Thomas, en civil, ont accepté de recevoir les directives d'un plus jeune.
L'aspirant Muchielli et le sous-lieutenant Gendron ont apporté un concours à la fois précieux et intelligent.
Desmoulins, malgré un état général déficient, ce jour-là, est resté à son poste et a participé à l'opération, laissant chez lui sa femme dans un état de grossesse avancée.
Elbaze et Saiag Lucien, des jeunes qui n'ont jamais servi.
Gabey André, Blum, Morciano, Ayache, Nedjar, Cherqui, Strock et tous leurs camarades ont eu une belle attitude, compte tenu de ce que l'effectif ne permettait pas de relève. C'est à midi 30, le dimanche, que le commandant Homo nous faisait savoir que notre mission avait pris fin. Nous avons restitué les armes et les munitions au commissariat du 8ème Arrondissement.
Les voitures ont été remises au Garage Lavaysse.
Bien que notre effectif ait été réduit et que tous aient exécuté les ordres, nu-tête, sans équipement, armés seulement d'un fusil, chacun à son poste a fait son devoir avec un cran admirable et une abnégation sans bornes. La volonté de servir la cause de la France les animait et continue de les animer.

Maurice Hayoun.
Vu et certifié exact :
José Aboulker

Rapport du sous-lieutenant Ruff, commandant le Groupement D

Chargé spécialement depuis le début d'octobre, de la prise du Central automatique interurbain de Belcourt, j'avais, avec mes chefs de groupe (Fanfani, Amyot, le Dr Cviklinski) étudié la disposition des lieux et les ordres à donner pour en arrêter le fonctionnement.
L'attaque pouvait se faire avec les 15 hommes sûrs que j'assurais ; la défense de l'immeuble nécessitait une cinquantaine d'hommes.
Le jeudi 5, les objectifs sont définitivement désignés, ainsi que le plan général, pas d'attaques, occupation légale prévue par les plans d'alerte.
Commandant le groupement D, je dois m'occuper de Kouba pour lequel le travail a été préparé par un sous-officier du Central Interurbain de Belcourt et du Foyer Civique. Mon P.C. doit s'établir au Commissariat du 7ème Arrondissement.

Le vendredi, la pénurie d'effectifs nous a fait abandonner le foyer civique. L'équipe de Kouba est prête, me dit-on. On me promet 20 hommes à prendre à Belcourt chez le Dr Bacache, et une équipe d'Italiens en plus de mes trois groupes, qui ont déjà étudié la prise du Central.
Le samedi matin, gros ennui, nous escomptions des armes automatiques et des grenades, nous n'aurons que des Lebels.
Les défections ont l'air d'être nombreuses, un peu partout. Dans l'après-midi, pendant que je prends les dernières consignes, 6 camarades cambriolent un dépôt de dynamite et en ramènent 200 cartouches, des détonateurs et des mèches.
Le rendez-vous est à 23h. Jusque là, nous aménageons hâtivement nos cartouches de dynamite à la façon des dynamites espagnoles, et nous sommes exacts au garage.
Premier ennui. L'équipe de Kouba se dérobe au dernier moment. On abandonne cet objectif et, à 1h 30, nous partons chercher un car. Là, ennui, le gazogène ne veut pas partir. Enfin, à 2h 20, nous démarrons ; le groupe d'Italiens a disparu, et nous nous retrouvons à 15. Rapide conseil de guerre, et nous nous entassons dans et sur les légères. Nous prendrons d'abord le Central qui est l'objectif urgent à 15 ; le car ira directement au Jardin d'Essai où nous espérons récupérer les 20 hommes de Bacache.
Vers 2h.45 nous frappons au Central. Grognements et enfin réponse. On entre, le Directeur descend, examine nos papiers et devant notre attitude menaçante (il nous faut élever la voix à plusieurs reprises) n'insiste pas. Nous sommes en service et nous entendons bien faire respecter nos ordres. Les employés sont, d'ailleurs, en majorité sympathisants.
Les moteurs sont arrêtés, les communications coupées et une vingtaine de prisonniers rassemblés dans la grande salle.
Je pars alors en voiture chez le Dr Bacache. Ses amis sont partis, il est seul. Nous entreprenons alors d'en récupérer quelques-uns ; on fait le tour du quartier et quand l'alerte se déclenche, nous en avons retrouvé 3 à grand 'peine.
Nous brûlons la D.P. et nous rentrons au Central.
Là, le contact a été pris par fil direct avec le H Commissariat Central, P.C. général.
Je reprends la communication, nous gardons le Central avec trop peu de monde, on laisse tomber le commissariat du 7ème. À 4h., la sentinelle amène un ingénieur militaire qui, ne voyant rien marcher, vient prendre contact avec le service de l'écoute, et il nous conduit à une salle que nous n'avions pas trouvée, où 2 officiers sont en train de brûler leurs archives, conformément aux consignes.

On m'amène ces quelques prisonniers avec les autres. Grandes discussions. Nous, nous ne servons à rien, nous ne comprenons rien, nous avons des ordres.
Nous sommes aux premières loges quand l'aviso anglais force l'entrée du port. Dès lors, nos prisonniers commencent à comprendre, mais la partie paraît si bien gagnée que tout le monde a l'air d'avoir participé à l'action, même le Directeur qui explique, qu'au fond, tout dépend du point de vue auquel on se place.
Quelques salves de balles traçantes passent très près au-dessus de nous. Nous rangeons rapidement la dynamite que nous gardions près des grandes baies.
Tout a l'air d'aller parfaitement et nous téléphonons d'heure en heure au P.C. qui nous assume que, vers 6h., nous serons relevés par les troupes américaines.
À 7h 00., les ouvriers arrivent pour relever l'équipe de nuit. On ne laisse rien entrer.
Vers 8h 30, Fanfani sort avec brassard et fusil chercher du ravitaillement. Il revient en nos annonçant que la situation est trouble dans 1e quartier. Des S.O.L. sont en uniforme, il n'y pas eu bagarre, mais elle est dans l'air. On se décide alors à faire évacuer le Central, en ne gardant que les deux spécialistes indispensables à la remise en marche de l'installation.
Nouvelles difficultés de la part du Directeur qui veut absolument sortir et dont la famille a l'air absolument terrorisée.
Nous cassons la croûte joyeusement en écoutant les musiques militaires et la proclamation du Général Giraud, que nous diffuse le grand poste du Central. Le Dr Bacache au garde à vous en pleure d'émotion. Et M. Deghezelles, qui n'a pas voulu nous laisser sans assistance judiciaire, nous fait une conférence sur les risques juridiques de notre position.
De l'aviso débarquent quelques soldats. Du haut de l'Arsenal, 2 civils mettent une mitrailleuse en batterie pour les arroser. Nous ouvrons le feu au fusil. L'un d'eux tombe, l'autre doit se retirer et malgré d'autres essais, la mitrailleuse ne pourra être utilisée.
Puis les nouvelles se gâtent ; un camarade vient nous dire que la poste a dû être évacuée et nous voyons passer, rue de Lyon, les premières automitrailleuses
Puis, l'aviso lui-même doit sortir du port rapidement, la canonnade a repris de plus belle.
Le Directeur commence à trouver qu'au fond il a eu tort. Il s'éclipse, et nous le retrouvons en communication avec la mairie par un téléphone de secours dont nous ignorions l'existence. On le ramène avec force menaces et on déclenche ce téléphone, mais, dès lors, il est surveillé étroitement et ne retrouvera plus ses couleurs.

Une centaine de S.O.L. en tenue font l'exercice sur le parvis du foyer civique et prêtent serment par petits groupes.
Le P.C. nous annonce que les Américains encerclent la ville au lieu d'entrer directement.
Un essai nous montre que le Central Mogador est de nouveau en service. La situation a l'air bien compromise. L'un de nous va faire un tour dehors, des automitrailleuses sont stationnées rue de Lyon, d'autres, rue Sadi Carnot. Il semble donc qu'on veuille nous déloger assez vite.
À 11h 45, nouveau coup de fil au P.C. Pouvons-nous tenir ou décrocher ? Nous ne servons pas à grand chose puisque le Central Mogador fonctionne.
Les Américains ont encerclé la ville, tout va bien, inutile de chercher la bagarre.
Je fais donc décrocher. Amyot ira faire le conXXX (conseil ?) au P.C. La plupart se réuniront en ville, deux d'entre nous resteront dans le quartier pour observer ce qui s'y passe.
De deux en deux minutes, nous sortons par une porte dérobée, emportant nos armes individuelles, |abandonnant fusils, dynamite, et nos deux voitures légères.
À 12h 15, l'évacuation est terminée.
À 12h 30, après encerclement total par des S.O.L., un détachement entre avec de multiples précautions, et est tout étonné de ne plus trouver personne. Nous nous retrouvons à la hauteur du bois de Boulogne, et nous redescendons dans la ville précédant les Américains de quelques minutes. Le soir, la décision est assurée.
Lundi matin, nous retournons au Central récupérer notre matériel, nous rencontrons le Directeur encore pâle, il vient, nous dit-il, d'être révoqué et après menace, nous apprend que tout ce que nous avions laissé a été dirigé sur l'Arsenal.
Nous rentrons donc en faisant ôter sans difficultés les insignes légionnaires que nous pouvons rencontrer.
C'est déjà l'ère des conversations. Notre mission a pris fin. Alger a été occupé sans bagarre.

Signé : Paul Ruff
Vu et certifié exact :
José Aboulker.

Rapport du groupe de volontaires B2 *(par Jacques Zermati)*

Mission : prendre la Préfecture, s'emparer de la personne du Préfet et de ses collaborateurs.
Le samedi, 6 novembre, à 18 heures, je reçois mon ordre de mission. Les hommes sont en état d'alerte depuis midi, et les chefs de section réunis afin d'étudier le plan d'attaque. Nous disposons de 30 hommes armés de fusils Lebel et d'une voiture de liaison, mais nous n'avons pas de camions. Nos adversaires seront probablement

un poste de Douairs (effectif 20 hommes), des agents de police, le personnel de garde de la Préfecture.
21 heures : les hommes arrivent par petits groupes chez l'un de nos camarades qui a mis son appartement à notre disposition, les brassards leur sont distribués, leurs chefs de section les mettent au courant du rôle qu'ils auront à remplir. Je me dirige, en uniforme, avec un chauffeur et mon adjoint, vers le garage Lavaysse où je dois prendre la voiture de liaison et les armes.
1 heure 15 : l'ordre de départ nous est donné. Notre voiture va, suivant le plan convenu à l'avance, donner l'ordre aux hommes de se diriger par petits groupes vers l'objectif, puis roule à vitesse réduite et stoppe rue Ducos de la Hitte, point de ralliement prévu pour le groupe.
1 heure 30 : nos hommes sont armés et se dirigent vers leurs postes de combat : trois hommes surveilleront la façade regardant l'Aletti ; quatre, le Boulevard Carnot ; trois, la façade rue Maréchal Soult ; deux hommes assureront la liaison avec moi. Je me dirige avec le reste de la troupe, vers la façade donnant rue de Constantine ; devant la porte, deux agents de police sont en faction. Voulant éviter du bruit, je me dirige tranquillement sur eux, les fais entourer par des hommes sûrs, prêts à les assommer à coups de crosse au besoin, leur montre mon ordre de mission qui ne mentionne évidemment que la protection de la Préfecture, leur parle d'un coup de main probable et réclame leur assistance pour s'y opposer. Les agents me disent qu'ils ont eu vent de l'affaire ; je les rassure, leur faisant croire que nous sommes là spécialement pour maintenir l'ordre. C'est eux- mêmes qui sonnent à la porte. Quelques minutes se passent sans réponse, nouveau coup de sonnette des agents, la porte s'ouvre, mes hommes pénètrent à l'intérieur.
Je demande où se trouve le poste de Douairs que je suis théoriquement chargé de relever. Il n'y en a pas. Je remercie donc très poliment les deux agents qui s'en vont. Nous fermons la porte derrière eux.
1 heure 45 : je demande au concierge de me conduire chez le préfet. Il prétend ne pas connaître le chemin. Je vais donc être obligé d'agir seul. Tout le personnel, habitant sur cette façade, est donc arrêté et gardé à vue. Je laisse le commandement à Sadia Oualid.
Avec une dizaine d'hommes et le concierge, nous partons à la recherche de l'appartement du préfet.
1 heure 55 : je pénètre avec André Lévy dans la chambre à coucher du préfet, lui donne l'ordre de se lever et de s'habiller ; sa femme et ses enfants en font autant.
2 heures 05 : nous arrêtons successivement son chef de cabinet, son directeur de cabinet et tout le personnel subalterne couchant à la

Préfecture. Je fais rentrer les postes de garde placés à la porte de la Préfecture, les issues sont barricadées.
2 heures 15 : le compte rendu est fait au Commissariat Central. Le préfet me fait appeler, proteste contre ce coup de force, me demande le nom de mes chefs, me déclare être un fidèle partisan du Maréchal Pétain et du Président Laval « qui font la seule politique que nous puissions avoir en ce moment ». Il n'aime pas les Allemands, a eu cinq citations à l'autre guerre et est tout prêt à recommencer. Finalement, il me demande, en cas d'échec de l'opération, de ne pas faire couler le sang. À ce moment précis retentissent les premiers coups de canon de la flotte anglaise. Le préfet me regarde, étonné, ce qui me permet de lui apprendre que les Américains débarquent. Il paraît absolument stupéfait.
3 heures : on frappe à la porte. C'est un homme isolé qui ne possède pas le mot de passe. Nous lui ouvrons quand même. C'est le commandant Breuleux, chef de la Légion ou l'un de ses adjoints qui vient se mettre à la disposition du préfet. Nous le faisons prisonnier. Des coups de feu retentissent dans la rue. Le préfet me fait appeler à plusieurs reprises. Il désire être mis en relation avec les « autorités » Les questions de ravitaillement semblent constituer l'un de ses plus gros soucis. Je ne peux que lui dire de prendre patience.
7 heures 30 : je pars avec Sadia Oualid au Commissariat Central, le commandement est laissé à André Lévy ; la ville est calme. En repassant cependant près de la Grande Poste, nous sommes mitraillés par des chasseurs. Coups de feu sans résultat. La voiture est intacte, nous aussi...

Le chef du groupe B2, Jacques Zermati
Vu et certifié exact :
José Aboulker

Annexe : La Nuit du 7 novembre, le rôle de l'amiral Darlan

7 novembre, minuit :

Le Colonel C. et M. Murphy arrivent à la villa des Oliviers, domicile du général Juin.
Le Colonel C. informe le Général que M. Murphy a une communication urgente à faire à l'amiral Darlan. Celui-ci est appelé téléphoniquement à la villa Arthur où il est l'hôte de l'amiral Fénard. Il arrive immédiatement avec ce dernier.
0h 15 :
Darlan et Juin sont réunis, Fénard est présent. M. Murphy annonce qu'un débarquement américain massif a lieu dans la nuit même, d'Agadir à Bône, et demande que des ordres soient donné pour éviter une bataille inutile. Le général Juin est indéchiffrable. Darlan, très calme, refuse catégoriquement : les conventions de l'armistice franco-allemand seront respectées.

Henri d'Astier entre, informe le Général Juin et Darlan qu'ils sont prisonniers.
En fait, la « relève » du poste de garde vient de se faire sans coup férir, à l'entrée de la villa.
Le groupe de V.P.E. (aspirant Pauphilet, les jeunes d'El Biar organisés par Cardonna) bloquent toutes les issues. M. Murphy reste avec Legal, Juin et Darlan qu'il essaye de persuader. Sont également présents le vice-consul Pendar, quelques membres du consulat, et, à plusieurs reprises, le Consul-général qui assure la liaison avec le 26.

2 heures :

Darlan demande à M. Murphy l'autorisation d'envoyer une lettre personnelle à l'amirauté : il donne sa parole d'honneur que cette lettre ne contient aucun ordre de combat.
Un membre du consulat prend la lettre et passe par le 26 où il est interrogé par d'Astier suri contient sur la nature de la missive, la lettre est ouverte : elle contient des à ordres formels à l'amirauté de suivre les conventions d'armistice, c'est-à-dire de résister à l'» agresseur » (Cette lettre, écrite de la main de Darlan est en la possession de l'auteur de ce rapport).

2h 30

L'amiral, qui témoigne d'un parfait sang-froid, écrie une seconde lettre que M. Murphy, confiant en sa parole, laisse porter à l'amirauté et qui, malheureusement, ne passe pas par le 26. Nous ignorons le contenu de cette deuxième missive, mais la suite des événements : le développement de la répression contre les volontaires, la tentative de mobilisation des troupes stationnées à Alger, tout permet de penser qu'elle était, comme la première, un ordre de combat.
En effet, pendant que l'insurrection se rend maîtresse des points stratégiques de la ville, et que les troupes de débarquement s'acheminent tranquillement vers leurs objectifs, quelle est donc l'autre XXXX (face ?) des événements, comment réagit cette armée XXXXe (libre ?) de ses chefs et de ses états-majors ? Comment réagit surtout la garde qui représente l'élément le mieux outillé pour répondre à une alerte rapide, le seul entièrement motorisé, le seul dont les officiers vivent à côté des casernements ?

XX heures

Le lieutenant-Colonel commandant la garde-mobile reçoit un ordre du général Mast, l'informant que le Général Giraud a pris le commandement en des troupes d'Afrique Française, qui reprennent la lutte aux côtés des Alliés.
Le Colonel convoque les gardes-mobiles et leur XXXXire l'ordre : tout le monde applaudit et chante Marseillaise.

XX heures

Après ? 3 heures, l'ordre de Darlan parvient à l'amirauté, porté par un membre trop confiant du consulat des États-Unis.

Le commandant Daurange, officier d'ordonnance du Général Juin, est présent au P.C. de l'amiral lorsque l'ordre arrive. Sur sa demande, l'officier commandant le détachement de V.P. le plus proche (état-major de place sur la rue Rampe), est convoqué pour communication de ses ordres.
La signature du général Mast est dûment contrôlée. Les officiers de marine présents semblent très perplexes. Puis, le commandant Daurange se fait accompagner par l'officier de V.P. à la caserne des gardes-mobiles ; il informe le Colonel que l'ordre donné à 2 heures du matin est faux, et que l'armée suivra les ordres du Maréchal. D'ailleurs, si le Colonel hésitait, la lettre de Darlan, autorité militaire suprême représentant le gouvernement de Vichy serait là pour lever éventuellement les hésitations, et il n'y a même pas d'hésitation.
4h 30 :
À 4h 30 du matin, un peloton de gardes-mobiles, Colonel en tête, se dirige vers la villa des Oliviers : c'est le début de la répression.

Conclusion

On voit donc que, malgré une légende répandue dans certains journaux, et qui tend à faire de Darlan un héros méconnu qui aurait toujours joué double jeu et se serait rallié officiellement, dès la première heure, à une cause qu'il défendait depuis longtemps malgré toutes les apparences, l'examen des faits, dans leur déroulement horaire, amène à une tout autre conclusion :
0h 30 - Darlan refuse le ralliement que lui offre Murphy. Il sait que tout retard apporté au débarquement allié accroît la gravité de la menace allemande sur l'Est ; cependant, il se retranche vers le respect des conventions d'armistice et la volonté du Maréchal.
2 heures - Il tente d'envoyer à l'amirauté un ordre de combat.
3 heures - Il envoie à l'amirauté une deuxième lettre.
3h 30 - Le commandant Daurange, présent à l'amirauté à la réception de la lettre, va immédiatement alerter la garde-mobile.
À 5 heures du matin, Darlan est délivré et, conséquence logique, de 6 heures à midi, la garde-mobile, le 5ème Chasseurs, le 13ème Sénégalais, les marins et la gendarmerie maritime, reprennent peu à peu les différents postes tenus par les V.P. La mobilisation, qui s'effectue lentement, se tourne entièrement vers l'intérieur, paralysée, il est vrai, par les arrestations massives d'officiers qui allaient prendre leurs commandements, cependant que, Darlan, enfermé au Fort l'Empereur, essaie de diriger les opérations.
Mais, grâce à l'action des V.P., la paralysie de la résistance de l'armée est telle qu'à 5 heures, les Américains occupent le Palais d'été, et qu'à 6 heures, Darlan signe un armistice au moment où les troupes alliées entrent dans Alger par l'avenue principale.

La lettre de Darlan, les recoupements contenus dans ce récit, le rapport du lieutenant du groupe A3, les conversations avec les vice-consuls américains, et surtout, ultérieurement, les récits des gardes-mobiles, permettent d'affirmer l'horaire exact des événements précités, à quelques minutes près. (Le déclenchement de l'alerte, à 3h.20, est un jalon précis qui a marqué nettement la mémoire.)

POUR BIEN COMPRENDRE L'INTÉRÊT DE CE TEXTE

1) Il est purement factuel et n'a jamais été mis historiquement en cause ; les nombreux témoignages de tous bords ont toujours été concordants,

2) Il a été publié dès le 1er août 1943 par un organe de la « France Libre », seulement 8 mois après l'action des **« Résistants d'Alger »** qui a permis de permettre aux Alliés de **« prendre »** la ville quasiment sans pertes

En effet, Alger a d'abord été **« prise »** dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942, quelques heures avant le débarquement matinal des Américains (opération « Torch »), puis est restée ensuite **« aux mains »** de ces **317 hommes** ce samedi, **jusqu'à l'arrivée** dans l'après-midi, des troupes américaines au centre de la ville, et de l'aviation alliée à Maison Blanche (aérodrome militaire et civil). Ils ont ainsi évité un cruel bain de sang entre Français, Américains et Anglais, contrairement à ceux bien inutiles d'Oran, de Casablanca et d'Agadir, où, comme au Levant en mai 1941**, « l'Armée de l'Armistice en A.F.N »**, aux ordres de Vichy, s'est tristement battue contre les forces des ennemis de l'Allemagne, ce qu'elle n'était plus depuis fin juin 1940 !

3) Ces « Résistants » étaient de toutes conditions et de toutes obédiences ; très peu étaient « des Gaullistes » !

4) Ce que « **l'Histoire »** raconte très mal, c'est qu'Alger était à l'époque plus « maréchaliste » que le Maréchal lui-même, et qu'une fois les Américains sur place rien n'a beaucoup changé du point de vue politique. Ces « Résistants » n'étaient seulement que des patriotes, honteux de la défaite, qui voulaient voir la « France » reprendre avec les Alliés la lute contre « l'Allemagne et l'Italie ».

Mais toutes les structures de « l'État Français » et son administration sont restées alors en place : les 50.000 prisonniers politiques d'A.F.N. le sont restés, les « lois juives » n'ont pas été abrogées, et, qui plus est, l'amiral Darlan qui se trouvait alors à Alger, s'est retrouvé de-facto à la tête des territoires de **« l'Empire Français »** non ralliés au Général de Gaulle — avec la bénédiction de Roosevelt — avant d'être assassiné un mois plus tard, le 24 décembre 1942 !

Mais cela n'a toujours rien changé puisque le général Giraud, toujours légaliste et maréchaliste, premier pion adoubé initialement par

Washington, ne changea rien pendant les six-mois suivants, avant que le Général de Gaulle puisse enfin arriver à Alger et s'imposer définitivement mi 1943 !

Presse algérienne - 2 semaines après le débarquement anglo-américain en A.F.N.
On continue comme avant, c'est "La Révolution Nationale" !

LE PIQUE-BŒUF — 21 novembre 1942

CHACUN A SON POSTE

CETTE phrase lapidaire de l'Amiral DARLAN nous invite tous à la discipline. Par elle, l'ordre règne, et dans l'ordre la vie reprend toute sa valeur.

Celui que le Maréchal PETAIN a désigné pour le représenter en Afrique du Nord, agit dans le but d'assurer le bien de l'Empire et l'unité nationale.

La France compte sur l'amour de ses enfants. A notre place, par notre rôle quotidien, travaillons à la grandeur de la Patrie dans le silence et le calme.

« LE PIQUE-BŒUF », arrêté une semaine par les circonstances, reprend sa parution normale. Il continue son œuvre d'apaisement moral. Il demeure pendant l'orage un lumineux arc-en-ciel; il reste, par la formule qu'il a choisie, l'esprit Français du Moghreb, heureux si, dans ces temps troublés, il apporte à ses lecteurs une heure de délassement spirituel, si par lui l'âme s'allège et oublie, si quelques francs sourires montent aux lèvres;Patience, courage, espoir complètent aujourd'hui son programme : *chanter et servir la France par la culture et par les Arts.*

Dans la presse algérienne, 2 semaines après le débarquement des Alliés :
Rien n'a changé ! Censure et fausse information au service de Vichy !
***« DARLAN celui que le Maréchal PÉTAIN a choisi pour le représenter »* !**

5) Le comble fut que la plupart de ces « Résistants d'Alger » restèrent des **« Conjurés ».** Dans cette période trouble de six mois où il y eu quasiment « trois Frances » ; un grand nombre d'entre eux se retrouvèrent et restèrent emprisonnés sans jugement, sans que les Américains aient eu la volonté d'intervenir en leur faveur ! Le seul souci de Washington était de réarmer l'Armée d'Afrique pour qu'elle reprenne le combat sous son autorité stratégique, et de ne s'immiscer dans la politique de la France éclatée que pour tenter de marginaliser ce Général de Gaulle, ce « dictateur » considéré comme tel par Roosevelt ; il n'avait même pas été mis au courant du déclenchement du débarquement allié sur les côtes de l'Afrique du Nord…

6) On ne dit pas assez que l'amiral Darlan et le Général Juin, ayant de facto les pouvoirs politique et militaire à Alger entre leurs mains le 8 novembre au soir, ont beaucoup trop attendu pour accepter, seulement sous la pression américaine, de signer un armistice et de donner les ordres nécessaires pour mettre un terme aux combats fratricides en cours. Beaucoup dirent plus tard qu'ils avaient eu du sang sur les mains, l'un avant de mourir, l'autre avant de se reprendre !

De son côté, isolé à Vichy, le vieux Maréchal, usant de son autorité et de son prestige encore quasiment intact, lançait message sur message pour que la lutte contre **« les envahisseurs de son Empire »** se poursuive…

7) En ce qui concerne l'Aviation il faut aussi rétablir la vérité, même si elle est douloureuse, et **même si les tentatives anciennes où actuelles, en librairie ou dans les revues spécialisées, restent nombreuses pour la travestir**. Il ne faut pas être un ayatollah des F.A.F.L. : le pourcentage des véritables « Français Libres » dans la nouvelle armée de l'Air française en reconstruction à partir de 1943 est infime. C'est celle, qui a combattu les

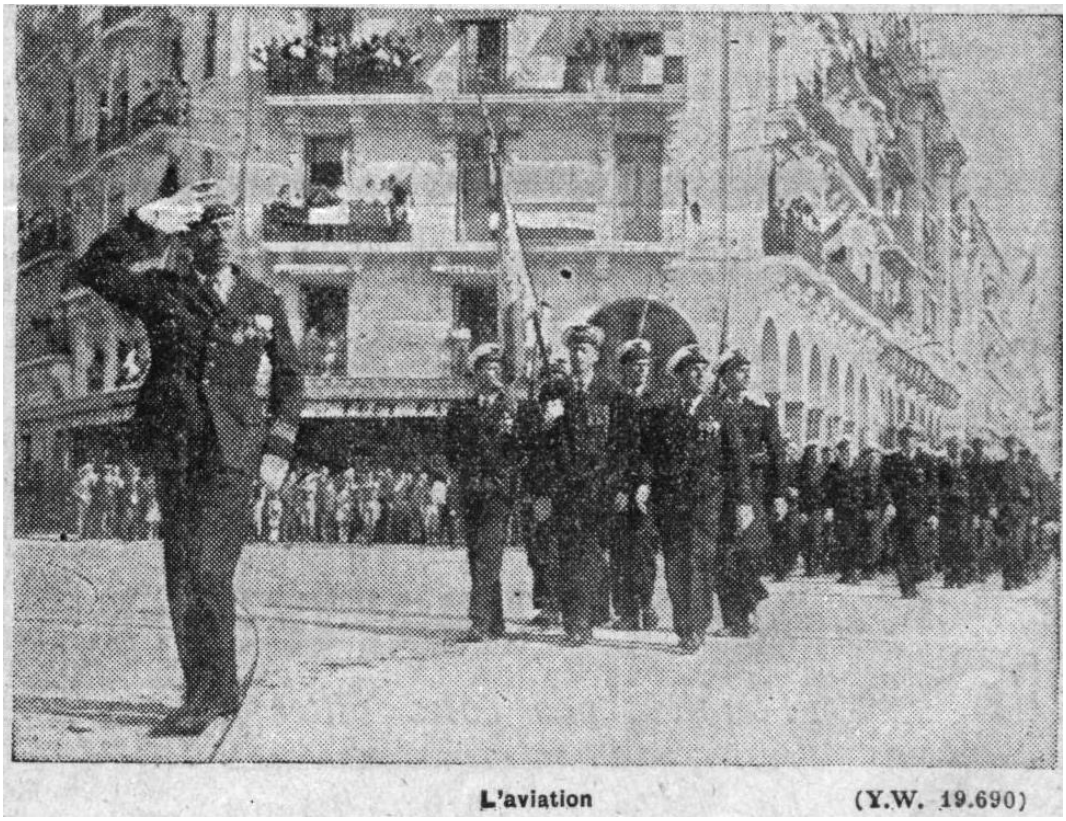
Anglais au Levant en mai 1941 et les américains en novembre1942, et qui était avant cette date, et qui est resté trop longtemps après... maréchaliste... voire anti-anglaise. La césure est restée grande ouverte très longtemps ; la guerre d'Algérie n'a rien arrangé ; certains des acteurs de 1939 /1945, surtout des officiers supérieurs, ont encore dit dans les dernières années de leur vie à la fin du XX^{ème} siècle qu'elle ne leur semblait pas encore totalement cicatrisée...

6) La célèbre journaliste et écrivaine **Renée Pierre-Gosset** qui a tenu un journal personnel à Alger de 1941 à 1943 a écrit dans celui-ci :

« Le 10 janvier 1943 le général américain Carl Spaatz a remis à la France 13 chasseurs Curtiss P-36 « Tomahawks » en présence des généraux Mendigal et Bergeret toujours en poste... et de James Doolite, l'Homme qui a bombardé Tokyo !

Tout le monde est content, très content !

Mais le commandant d'Artois m'avait parlé dès mi-décembre de ce projet de constituer rapidement une Escadrille française pour aller se battre immédiatement aux côtés des Alliés en Tunisie. Il avait ajouté que le côté comique de cette histoire-là, c'était que pour cela, on pensait faire appel à nos meilleurs pilotes, mais que beaucoup d'entres eux étaient justement comme Marin la Meslée, ou d'autres comme Le Gloan, vétérans décorés de la campagne de Syrie, férocement anti-alliés et toujours fidèles partisans du Maréchal et de sa « Révolution Nationale »...



Alger le 29 octobre 1942 – L'Amiral Darlan passe les troupes en revue
Le lieutenant Le Gloan est le porte-drapeau de l'Aviation

François-Xavier Bibert (2025)

Concernant la transition politique Pétain / Darlan / Giraud / De Gaulle à Alger après le débarquement des Alliés en A.F.N. du 8 novembre 1932, lire page suivante :

Opération « Torch » – L'invasion de l'Afrique du Nord du 8/11/1942

par Michael D. Hull : vétéran de l'armée britannique, historien militaire de grand renom qui a largement contribué à la rédaction du guide de la Seconde Guerre mondiale du Centre « 'Eisenhower ».

Souvenirs d'Allain MICHAUX – Sergent à la 6ième Escadrille du GC III/6

Comment un pilote de chasse a vécu l'arrivée des Alliés à Alger lors du débarquement

Message du général de GAULLE aux Français du 8 novembre 1942

Et pour mieux comprendre ce qu'était vraiment la situation politique de la France fin 1942, lire aussi ces deux documents exceptionnels de Renée **PIERRE-GOSSET**, célèbre journaliste et écrivaine française présente à Alger à cette époque :

ALGER : DE VICHY À LA RÉPUBLIQUE - JOURNAL D'UNE FRANÇAISE

Le Journaliste ***John MacVane parle de René Gosset***

et ***Lowell Bennett était aussi à Alger en novembre 1942***

EXPÉDIENTS PROVISOIRES – LE COUP D'ALGER (Extraits)

Ainsi que l'histoire des « Conjurés d'Alger » qui ont énormément facilité le débarquement des Alliés le 8 novembre 1942 :

Les 317 RÉSISTANTS D'ALGER

Tous ces documents sont des annexes à :

L'Histoire des Hommes du Groupe de Chasse GC III/6 (1939/1945)

qui était basé à Alger – Maison-Blanche de juillet 1940 à janvier 1943

(Document en en trois parties avec de très nombreux liens vers des annexes)

Site personnel de François-Xavier BIBERT